



PLAN LOCAL D'URBANISME

5a

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE



Plan local d'urbanisme :

Révision du Plan Local d'Urbanisme prescrit le 08 février 2018

Arrêt du projet de PLU par délibération du Conseil Communautaire le 27 février 2020

Approbation du PLU par délibération du Conseil Communautaire le 11 mars 2021

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire le 11 mars 2021

Révisions et modifications :

- ...
- ...

Référence : 45024



REALITÉS
Urbanisme et
Aménagement

Bureau d'études REALITES

34, Rue Georges Plasse
42300 Roanne

Tél : 04 77 67 83 06

E-mail : urbanisme@realites-be.fr www.realites-be.fr

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

En application de l'article R.151-51 du code de l'urbanisme, la liste des servitudes d'utilité publique est reportée en annexe des P.L.U.

La commune d'Ambert est affectée des servitudes d'utilité publiques suivantes :

NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	Références des textes législatifs qui permettent de l'instituer	Nature de la Servitude	Acte qui l'a instituée sur le territoire de la commune	Service responsable de la servitude
AC1 Monuments historiques : servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	Code du patrimoine : Articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32.	Périmètre de protection de 500 m – MH inscrit de la commune de Saint-Martin-des Olmes : Croix place du hameau de Lagat (B.1099)	Arrêtés préfectoraux du 05/05/1972 et du 30/12/1983	DRAC Auvergne - Rhône-Alpes UDAP Puy-de-Dôme Hôtel de Chazerat 4, rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT-FERRAND
		Périmètre de protection de 500 m – MH classé de la commune d'Ambert : Moulin de Lagat	Arrêté préfectoral du 05/12/1984	
		Périmètre de protection de 500m – MH inscrit de la commune de Le Monestier : Château du Lac	Arrêté préfectoral du 10/09/2012	
		Périmètre de protection de 500 m – MH classé de la commune d'Ambert : Dolmen La Pierre Couverte	Arrêté préfectoral du 26/04/1927	
		Périmètre de protection de 500 m – MH classé de la commune d'Ambert : Eglise Saint-Jean	Arrêté préfectoral du 15/03/2009	
		Périmètre de protection de 500 m – MH classé de la commune d'Ambert : Maison 15°s Place des Minimés	Arrêté préfectoral du 30/12/1983	
		Périmètre de protection de 500 m – MH inscrit de la commune d'Ambert : Hôtel de Ville	Arrêté préfectoral du 29/10/1975	
		Périmètre de protection de 500 m – MH inscrit de la commune d'Ambert : Tribunal d'instance	Arrêté préfectoral du 21/02/1983	
		AC4 Patrimoine architectural	Code du patrimoine :	

AMBERT - Liste des SUP

et urbain : zone de protection du patrimoine architectural et urbain	Articles L642-1 et L642-2.	Moulin à papier Richard de Bas		Rhône-Alpes UDAP Puy-de-Dôme Hôtel de Chazerat 4, rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT-FERRAND
AS1 Conservation des eaux. Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales	Code de la santé publique (nouvelle partie législative) : eaux potables : articles L 1321-2 et R1321-13 – eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13.	Périmètre de protection rapprochée – captage de Chomy	Arrêté préfectoral du 21/04/2004	Agence Régionale de Santé – Auvergne Rhône Alpes, 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FD CEDEX 1
		Périmètre de protection rapprochée : -Captage du Pirou 1 à 8, -Captage du Cheix de Valcivières, -Captage de la Rodarie, -Captage de Bunangues, -Captage du Chomet 1 à 5, -Captage de Combe Haute 1, -Captage de Combe Haute 3, -Captage de Sous les Brantoux, -Prise d'eau du Chomet.	Arrêté préfectoral du 18/11/2016	
I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Code de l'énergie : Art.L323-10	Zone de protection – Ligne électrique HT aérienne : -Ambert-Dore, -Ambert-Olliegues, -Ambert-Issoire.	Arrêté ministériel du 01/03/1967	Réseau Transport Electricité Rhône-Alpes-Auvergne 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 Lyon
		Zone de protection – Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune d'Ambert. Zone de protection – Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune d'Ambert.	Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux	ENEDIS 1 rue de châteaudun 63 966 Clermont Ferrand
Int1 Servitudes relatives aux cimetières	Code général des collectivités locales : Article 2223-5	Zone de protection du cimetière d'Ambert	Application directe du texte réglementaire	Commune d'Ambert
PM2 Sécurité et salubrité publique :	Code de l'environnement : Articles L57 à L62-1	Zone de protection Installation de stockage de déchets non	Arrêté préfectoral du 13/07/2016	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

AMBERT - Liste des SUP

Servitudes relatives aux installations classées pour l'environnement		dangereux du Poyet à Ambert		7 rue Léo Lagrange, 63000 CLERMONT-FERRAND
PT1 Télécommunications : Servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Code des postes et télécommunications électroniques : Articles L57 à L62-1	Zone de garde, station radio de Ambert/Bunangues ES n°ANFR = 0630130002	Décret du 30/07/1982	Télédiffusion de France DO LYON 2 83 avenue Jean Noblet 63170 Aubière
PT2 Télécommunications : Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles	Code des postes et télécommunications électroniques : Articles L54 à L56-1	Zone spéciale de dégagement Station radio de Ambert/Bunangues N°ANFR = 0630130002	Décret du 15/06/1982	Télédiffusion de France DO LYON 2 83 avenue Jean Noblet 63170 Aubière
		Faisceau Station radio d'Ambert 36 av de LYON N°ANFR = 0630220004	Décret du 24/08/1982	Orange 32 rue du Clos Notre Dame 63962 CLERMONT-FERRAND
I3 Servitude de passage de canalisations de transport de gaz	Code de l'environnement : Article R.555-30 a)	Canalisation de transport de gaz Alimentation Ambert DP DN = 150 mm, PMS = 67,70 bars	Décret du 26/03/2003	GRT région Rhône Méditerranée / Dpt compétence réseau 33 rue Pétrequin BP6407 69413 LYON cedex 6
I1 Servitudes instituées dans les zones d'effet générées par les phénomènes dangereux liés aux canalisations de transport de gaz	Code de l'environnement : Article R.555-30 b)	Zone d'effet – Canalisation de transport de gaz Alimentation Ambert DP DN = 150 mm, PMS = 67,70 bars	Arrêté préfectoral n°17-00700 du 05/05/2017	GRT région Rhône Méditerranée / Dpt compétence réseau 33 rue Pétrequin BP6407 69413 LYON cedex 6
T1 Voies ferrées : servitudes relatives aux chemins de fer	Code des transports : Articles L2231-1 et suivants – Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer	Zone de protection Voie ferrée n°785 de Pont de Dore à Darsac	Application directe du texte de loi et du code des transports	Syndicat Ferroviaire du Livradois Forez Maison du parc Syndicat

AMBERT - Liste des SUP

				ferroviaire Livradois- Forez Le bourg 63880 ST- GERVAIS- SOUS- MEYMONT
--	--	--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------

Ci-joint, les textes régissant certaines servitudes :

- Annexe 1 : texte relatif à la servitude **AC1**
- Annexe 2 : texte relatif à la servitude **AC4**
- Annexe 3 : texte relatif à la servitude **AS1**
- Annexe 4 : texte relatif à la servitude **I4**
- Annexe 5 : texte relatif à la servitude **INT1**
- Annexe 6 : texte relatif à la servitude **PM2**
- Annexe 7 : texte relatif à la servitude **PT1**
- Annexe 8 : texte relatif à la servitude **PT2**
- Annexe 9 : texte relatif à la servitude **I3**
- Annexe 10 : texte relatif à la servitude **I4**
- Annexe 11 : texte relatif à la servitude **T1**

ANNEXE 1 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE AC1

A R R Ê T É

Le Ministre Délégué à la Culture,

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 24 mai 1951, 30 décembre 1966 et le décret du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 81 646 du 05 juin 1981 relatif aux attributions du Ministre de la Culture ;
- VU l'avis de la Commission Supérieure des Monuments Historiques du 14 décembre 1981 ;
- VU l'adhésion au classement donnée le 6 février 1982 par la Société Anonyme "Moulins à Papier du Val de Laga" ;

A R R Ê T É :

ARTICLE 1er : Sont classées parmi les Monuments Historiques les parties suivantes du moulin à papier de Richard-de-Bas à AMBERT (Puy-de-Dôme) :

- les façades et les toitures de l'ensemble des bâtiments.
- les salles de la machinerie au rez-de-chaussée.
- les salles de l'étage d'habitation dans le bâtiment principal.
- la grange et le séchoir.

figurant au cadastre Section F sous les n° 1120 d'une contenance de 11a 70ca et 1428 d'une contenance de 64ca et appartenant à la Société Anonyme "Moulins à Papier du Val de Laga", constituée le 20 juin 1965, ayant son siège social dans l'immeuble et pour représentant responsable Madame PERAUDEAU Aimée, Président Directeur Général, demeurant au lieu-dit Richard-de-Bas à AMBERT (Puy-de-Dôme).

Cette société en est propriétaire depuis une date antérieure au 1er janvier 1956 en tant qu'elle a remplacé la Société à Responsabilité Limitée du même nom.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au Commissaire de la République du département, au Maire de la commune et au propriétaire intéressés, qui seront responsable, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le Ministre Délégué à la Culture
et par délégation
Le Directeur du Patrimoine

PARIS, le

30 DEC. 1983

Jean-Pierre WEISS

DÉCRET.

Le Président de la République Française,

*Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Vu l'avis émis par la Commission des Monuments
Historiques le 26 Février 1927 et tendant au classement
du Dolmen dit "La Pierre Couverte" sis à Ambert (Puy-
de-Dôme);

Vu la lettre en date du 12 août 1923 par laquelle
le propriétaire, M. Jean Douarre, déclare ne consentir
au classement que sous réserve d'indemnité;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 31 décembre 1913 notamment l'article V;

Vu le décret du 18 Mars 1924;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction Publique
et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue,

D É C R È T E :

Article premier.

Le Dolmen dit "La Pierre Couverte" sis à Ambert
(Puy-de-Dôme), sur la parcelle n° 1625 Section A du
cadastre, est classé parmi les Monuments Historiques.

Décret classant parmi les monuments historiques le Dolmen dit
"La Pierre Couverte" à Cambert (Puy-de-Dôme).

Article 2.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts
est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le

26 Avril 1927

Estroven

Par le Président de la République:

Le Ministre de l'Instruction
Publique et des Beaux-Arts,

Lucas

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT
DES BEAUX-ARTS.

MONUMENTS HISTORIQUES.

Arrêté.

Le Ministre
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 30 mars 1887;

Vu la loi du 9 décembre 1905;

Vu la délibération du Conseil municipal de la
ville d'Ambert, en date du 3 octobre 1908;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat des
Beaux-Arts;

La Commission des Monuments historiques entendue,

Arrête :

Article premier.

L'Eglise Saint-Jean, à Ambert

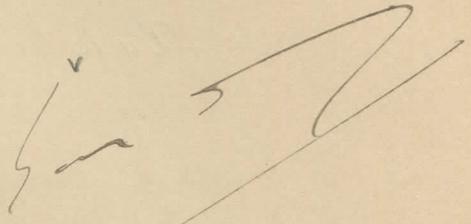
(Puy-de-Dôme)

est classée parmi les monuments historiques.

Art. 2

Le présent arrêté sera notifié au Préfet
du département du Puy-de-Dôme et
au Maire de la ville d'Amberth,
et au représentant de l'établissement intéressé, qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Paris, le 15 mars 1909.

A large, stylized handwritten signature in dark ink, consisting of several sweeping strokes, located below the date.

Arrêté.

Le Ministre

de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments
historiques, et le décret du 18 mars 1924 déterminant
les conditions d'application de la dite loi,*

*Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques
en date du 4 Février 1928 ;*

*Vu le consentement donné le 5 juillet 1927
par Mme Marie Prelier et Madame Veuve Vialliez
née Fernande Prelier, propriétaires,*

Arrête :

Article premier.

*Les façades et toitures de la maison du XVe
siècle sise place des Minimes à Ambert (Puy-de-Dôme)*

sont classées parmi les monuments historiques.

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au bureau
des hypothèques de la situation de l'immeuble
classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département
du Puy-de-Dôme

et au Maire de la commune d'Amber

ainsi qu'à Mme Marie Prelier, usufruitière de

l'immeuble, et à Mme Vve Vialliez, nue propriétaire,

demeurant toutes deux 128 Avenue du Maine à Paris

qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Fait à Paris, le 24 MAR 1928 192

Stier

ARRÊTÉ

SECRETARIAT D'ÉTAT
A LA CULTURE

Le Secrétaire d'Etat à la Culture,

VU la loi du 31 Décembre 1913 sur les Monuments Historiques, et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 Juillet 1927, 27 Août 1941, 25 Février 1943, 24 Mai 1951, 30 Décembre 1966 et le décret du 18 Avril 1961 ;

VU l'avis de la Commission Supérieure des Monuments Historiques des 28 Janvier, 24 Mars et 26 Mai 1975 ;

A R R Ê T É :

Article 1er - Sont inscrits sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques les édifices (ou parties d'édifices) des XIXème et XXème siècles ci-après désignés :

I - REGION PARISIENNE.

- PARIS (10ème) - Hôtel Leblanc-Barbedienne, 63, rue de Lancry (façade et toiture sur rue, escalier avec sa rampe en fonte et salon au 1er étage avec son décor).

- VAL-DE-MARNE -

- BOISSY-SAINT-LEGER - Château du Piple (façades et toitures du château et de l'Orangerie ; grand et petit salons du rez-de-chaussée avec leur décor et fontaine Saint-Babolin).

- VINCENNES - Musée du Bois, 40, route circulaire du Lac Daumesnil, dans le bois de Vincennes (bâtiment principal en totalité)

II - REGION D'ALSACE.

- BAS-RHIN -

- STRASBOURG - Immeuble, 56, allée de la Robertsau (façade et toiture sur rue).

- Hôtel particulier, 76, allée de la Robertsau (façade et toiture sur rue).

- Immeuble, 1, place Broglie (tour d'angle et balcons des 3ème et 4ème étages).

..../....

- LOT-ET-GARONNE -

- SAINT-FRONT-SUR-LEMANÇE - Forge du Moulinet (en totalité).

- PYRENEES-ATLANTIQUES -

- BIARRITZ - Château Boulard, avenue du Château (façades et toitures)

I Y - REGION D'Auvergne.

- ALLIER -

- NERIS-LES-BAINS - ancienne gare (façades et toitures).

- HAUTE-LOIRE -

- LE PUY - Théâtre, place du Breuil (intérieur avec son décor).

- PUY-DE-DOME -

- AMBERT - Hôtel-de-Ville (façade et toiture).

- CHAMALIERES - Pavillon de l'Hôtel Majestic, 33, avenue de la Gare (façades et toitures).

- PARENTIGNAT - Pont suspendu sur l'Allier (en totalité).

W - REGION DE BOURGOGNE.

- COTE-D'OR -

- BROCHON - Château (façades et toitures ; escalier d'honneur ; grand salon et salle à manger avec leur décor).

- DIJON - Théâtre, place du Théâtre (façades et toitures).

- Halles du Marché (en totalité).

- Immeuble "Modern style", place Grangier, à l'angle des rues du Château et du Temple (façades et toitures).

- Maison, 50, rue de Longvic (partie gauche de la façade et toiture correspondante).

- Chapelle de l'ancienne école Saint-François de Sales, 5, rue du Lycée (en totalité), ainsi que les façades et les toitures du petit pavillon du XVIème siècle qui la précède.

- Hôtel de la Cloche, à l'angle de l'avenue de la lère Armée Française et de la rue Devosge (façades et toitures).

- YONNE -

- AUXERRE - Passage couvert Manificier (en totalité, y compris les deux entrées du passage sur les rues Fécauderie et des Boucheries).

- BOUCHES-DU-RHONE -

- MARSEILLE - Préfecture (façades et toitures).

- V A R -

- HYERES - Villa Maria-Laure de Noailles ou château Saint-Bernard (façades et toitures de la ville, jardin et reste de l'ensemble de l'ancien château).
- Villa Tholozon ou Alberti, boulevard d'Orient (en totalité).

- VAUCLUSE -

- AVIGNON - Hôtel-de-Ville, place de l'Horloge (façades et toitures, escalier d'honneur et salle des fêtes).
- ORANGE - Théâtre Municipal, allée Aristide Briand (façades et toitures).

XXI - REGION RHONE-ALPES.

- LOIRE -

- SAINT-JUST-EN-CHEVALET - Château de Contenson (façades et toitures).

Article 2 - Le présent a été, sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles inscrits.

Article 3 - Il sera notifié aux Préfets des départements, aux Maires des communes et aux propriétaires intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 29 Octobre 1975.



Michel GUY

Y. J. J.

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA REGION AUVERGNE

A R R E T E

portant inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques du Palais de Justice à AMBERT (Puy-de-Dôme)

Le Préfet de la Région AUVERGNE,
Préfet du PUY-DE-DOME,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 18 mars 1924 et n° 61 428 du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 82 390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région ;
- VU le décret n° 84 1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques ;
- VU le décret n° 84 1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;
- VU l'arrêté en date du 21 février 1983 portant inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques des façades Nord et Est et des deux patios intérieurs, ainsi que des trois salles d'audience du tribunal d'instance à Ambert (Puy-de-Dôme) ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de la Région AUVERGNE entendue en sa séance du 11 octobre 1989 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que le Palais de Justice à Ambert (Puy-de-Dôme) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

A R R E T E

Article 1er : Sont inscrits sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques les façades Nord et Est et les deux patios intérieurs, ainsi que la salle d'audience et la salle des pas perdus du Palais de Justice situé place des Allées à Ambert (Puy-de-Dôme) sur la parcelle n° 80 d'une contenance de 20a 94ca figurant au cadastre section AZ et appartenant au département depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté d'inscription susvisé.

Article 3 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressé sans délai au Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Article 4 : Il sera notifié au Préfet du département, au Président du Conseil Général du Département propriétaire, et au maire de la commune intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Fait à CLERMONT-FERRAND, le 23 mars 1990

Le Préfet de la Région AUVERGNE,



Bernard LANDOUZY

Certifié conforme
Le Conservateur Régional
des Monuments Historiques



Louis ALLEMANT

A R R E T E

Le Ministre de la Culture,

VU la loi du 31 Décembre 1913 sur les Monuments Historiques et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 Juillet 1927, 27 Août 1941, 25 Février 1943, 24 Mai 1951, 30 Décembre 1966 et le décret du 18 Avril 1961 ;

VU le décret N° 81 646 du 5 Juin 1981 relatif aux attributions du Ministre de la Culture ;

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue ;

A R R E T E :

Article 1er - Sont inscrites sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques les façades Nord et Est et les deux patios intérieurs, ainsi que les trois salles d'audience du tribunal d'instance situé place des Allées à AMBERT (Puy-de-Dôme), figurant au cadastre Section AZ, sous le N° 80 d'une contenance de 20 a 94 ca et appartenant en département depuis une date antérieure au 1er Janvier 1956.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Article 3 - Il sera notifié au Commissaire de la République, au Président du Conseil Général du département propriétaire et au Maire de la commune intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

PARIS, le 21 FEV. 1983

Pour le Ministre de la Culture
et par Délégation
Le Directeur du Patrimoine

C. PATTYN

ANNEXE 2 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE AC4

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES AUVERGNE
SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
D U P U Y D E D Ô M E



C O M M U N E D '
A M B E R T

ZONE DE **PROTECTION** DU **PATRIMOINE**
ARCHITECTURAL, **URBAIN** & **PAYSAGER**

R É G L E M E N T

André DAVID *Architecte DPLG Urbaniste*  5 avenue des Thermes BP 167 63408 CHAMALIÈRES

D É C E M B R E 2 0 0 1 ●

REPRODUCTION

Conformément aux lois en vigueur concernant la propriété intellectuelle et artistique, la reproduction même partielle, et par quelque moyen que ce soit, de textes ou illustrations de ce dossier, au-delà des nécessités de service pour lesquelles il a été établi, ne peut être exercée qu'après accord écrit de l'auteur.

Il ne peut en particulier être utilisé comme modèle, pour tout ou partie, pour des prestations analogues. Ces restrictions s'appliquent également à la typographie, mise en page et présentation.

Sauf mention contraire, les photos, schémas et dessins répartis dans le texte sont de l'auteur ou de ses collaborateurs.

Il est précisé que la totalité des clichés photographiques reproduits ont été effectués depuis le domaine public. S'agissant d'une étude d'intérêt public, mais à diffusion limitée à un échelon technique, l'autorisation de reproduction n'a pas été sollicitée auprès des propriétaires.

RÉGLEMENT

AVERTISSEMENT

L'objet du présent règlement est de fonder les avis sur dossier de l'Architecte des Bâtiments de France en fonction de principes préalablement définis, et non de se substituer aux règlements propres aux documents d'urbanisme en vigueur sur la commune (POS, PLU ou Z.A.C.). Toutefois ces règlements particuliers ne peuvent édicter de règles contraires à celles de la ZPPAUP, cette dernière constituant une servitude d'utilité publique.

Il constitue un cadre qui est appelé à durer dans le temps. Cette durée est la seule garantie de l'effet de l'application des règles. Elle lui permet aussi d'être communiqué de manière répétée, donc d'être « affiché » préalablement aux demandes d'autorisation.

Il a été divisé en sections correspondant aux types de travaux les plus courants. Dans certains domaines, comme la restauration, les prestations sont définies avec précision. Elles reposent sur le principe de la recherche d'un retour « à l'identique ». Dans d'autres, comme la construction neuve, elles sont relativement moins cernées, laissant des plages de liberté, auxquelles correspondent toutefois des possibilités d'interprétation. Si l'on postule qu'une architecture « ancienne » est possible à cerner dans son aspect originel, une architecture « nouvelle » ne peut *a priori* être définie par avance.

Ce dosage entre règles strictes et règles interprétables fait la particularité du règlement de ZPPAUP, qui contrairement à un règlement d'urbanisme « classique » peut s'affranchir d'un certain formalisme « juridique », celui des règles exprimées par « oui ou non ». Le règlement de la ZPPAUP peut en effet orienter, conseiller, dans des domaines pour lesquels il n'apparaît pas souhaitable de figer par avance des dispositions susceptibles d'être sclérosantes.

Pour tout ce qui concerne l'aspect architectural des architectures existantes, les règles reposent sur la prise en compte préalable du caractère architectural, qui s'exprime selon des catégories identifiables. On ne traite pas de manière identique une construction de la période médiévale, de la période néoclassique, ou une construction de notre temps, n'en déplaise à ceux qui croient qu'on peut faire l'économie avant toute intervention d'une analyse architecturale préalable, même sommaire. Dans un système de pensée où « tout se vaut », où des appellations mal contrôlées remplacent les compétences, univers dans lequel il est fréquent que les maçons ignorent les techniques de la maçonnerie traditionnelle, les couvreurs l'art de poser des tuiles utilisées pendant des siècles (et où les ébénistes seraient bien embarrassés si on leur présentait un morceau d'ébène...), cette attitude paraît bien démodée. C'est pourtant le seul moyen de parvenir à sauvegarder durablement un patrimoine, le comprendre avant d'intervenir dessus, au moins visuellement pour ce qui nous concerne...

Dans la mesure du possible, les propos du règlement ont été illustrés.

Enfin il est nécessaire, pour répondre d'avance à une question souvent posée, de rappeler que les présentes dispositions ne sont en aucun cas rétroactives, et n'entraînent l'obligation de s'y conformer qu'en cas de travaux.

Document corrigé en décembre 2001, en vue de la délibération du conseil municipal.

I. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

I.1. dossier de demande d'autorisation

Tous les types de travaux seront soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, sans exception, et appréciés à partir des informations portées au plan de patrimoine. Ils donneront lieu à l'établissement d'un dossier précisant leur teneur à partir de documents graphiques, relevés ou photos, établissant leur rapport avec les constructions voisines, l'espace public et les perspectives paysagères.

I.2. découpage de la zone, secteurs

principes généraux

La zone de protection est délimitée par les documents graphiques. Elle comporte trois sites distincts, le premier autour du dolmen de Boisseyre, le deuxième autour du Moulin Richard de Bas et le troisième couvrant le site urbain d'Ambert proprement dit.

 Le secteur de Boisseyre (NP1) est un secteur naturel, et destiné à le rester, dans lequel les constructions seront interdites et les autres formes d'aménagement soumises à conditions.

 Le secteur de Richard de Bas (NP2) est un secteur « semi-naturel » dans lequel des constructions isolées restent possibles. Il demeure délimité par un périmètre de protection de 500 mètres, et les aménagements y sont soumis à conditions.

 Le secteur urbain (UP), recouvre une zone unique, à l'intérieur de laquelle sont délimitées plusieurs sous-secteurs. Afin de simplifier la gestion, le règlement en est également unique.

le centre-ville

On a distingué un "cœur patrimonial" (UP1) correspondant au noyau urbain médiéval, et un ensemble de "faubourgs", sédimentés sur des voies d'accès à ce noyau, qui sont de type traditionnel (bâti aligné continu de limite parcellaire à limite parcellaire ou semi continu avec retraits d'alignement limités). Ces secteurs sont appelés respectivement UP2 et UP3. Ce système permet de gérer les vues principales sur le site urbain, en particulier sur le clocher de l'église St-Jean.

Il aurait été souhaitable de délimiter le secteur UP1 en utilisant le tracé des anciens murs d'enceinte. Celui-ci n'étant pas toujours très établi, et pour éviter des découpes complexes, le détournement du quartier central a été opéré en partie sur l'alignement interne des boulevards.

1.3. institution d'un plan de patrimoine

Il est institué sur tout le secteur UP un plan de patrimoine, avec un catalogue en annexe, indiquant:

- les constructions ou éléments d'un grand intérêt architectural, représentatives d'un style ou d'une époque dont la démolition l'altération ou la modification pourront être interdites, à l'exception des travaux de restauration visant à rétablir des dispositions architecturales compromises ou disparues (mais identifiables).
- les constructions ou éléments intéressants pour des raisons architecturales, archéologiques ou paysagères, dont la modification ne sera possible qu'à la condition de ne pas altérer ou compromettre les éléments d'intérêt ayant justifié leur repérage.

Les constructions non mentionnées explicitement au plan et au catalogue pourront selon les cas, être conservées ou remplacées dans le respect des règles et servitudes en vigueur.

Pour mémoire, les immeubles, parties d'immeubles ou éléments architecturaux protégés au titre des Monuments Historiques (inscrits ou classés), sont identifiés, mais ne sont pas concernés par la ZPPAUP qui ne modifie pas leur régime de travaux.

1.4. dispositions communes à toute la zone

Il est rappelé que l'instauration de la ZPPAUP entraîne de droit un certain nombre de modifications réglementaires ou d'interdictions : (entre autres) l'interdiction du camping et du stationnement des caravanes (sous réserve des possibilités de dérogation qui peuvent être accordées par l'autorité compétente après avis de l'architecte des Bâtiments de France), ainsi que la publicité. Les enseignes sont également soumises à autorisation du Maire après avis de l'architecte des Bâtiments de France.

2. LA ZONE UP

Il s'agit de la zone centrale de la ZPPAUP, correspondant au centre aggloméré d'Ambert (centre d'origine médiévale et faubourgs). Le règlement comporte des règles particulières (servitudes portant sur certaines parcelles en vue de leur protection) et des règles générales d'aspect, qui peuvent, selon les cas, être déclinées en fonction des sous-secteurs définis au plan de délimitation.

2.1. la protection des jardins

Certaines parcelles occupées par des jardins ou des parcs, de même que des espaces publics cadastrés (donc hors domaine public non cadastré) sont considérées comme à protéger, à des fins de conservation du caractère des quartiers, ou de mise en valeur de perspectives urbaines.

Ces parcelles sont repérées à l'aide d'un graphisme particulier au plan de délimitation.

2.2. règles générales de la zone UP

A. RESTAURATION OU ENTRETIEN DE BÂTIMENTS EXISTANTS

1. OBLIGATIONS GÉNÉRALES POUR LA RESTAURATION

• Respect des dispositions architecturales existantes

Les travaux de tous types portant sur des constructions existantes devront être effectués dans le respect des dispositions architecturales des immeubles, et de leur période de construction. On devra veiller à conserver les encadrements des baies existantes et ne pas procéder à leur élargissement. Les ouvertures nouvelles destinées au garage des véhicules pourront être refusées, en fonction de l'architecture de l'immeuble considéré.

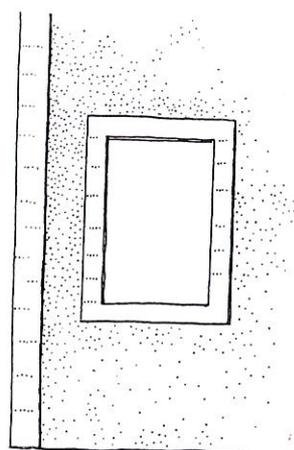
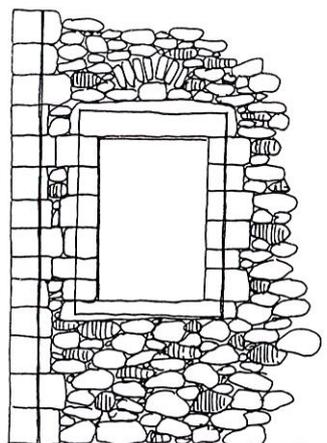
• Découvertes fortuites

Toute découverte de fragments architecturaux (baies cachées sous l'enduit, pans de bois...) à l'occasion de travaux devra être signalée au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP). Il pourra être demandé à cette occasion une modification du projet pour tenir compte de ces fragments ou éléments nouveaux.

ENDUIRE : des règles générales pour (presque) tous les types architecturaux.

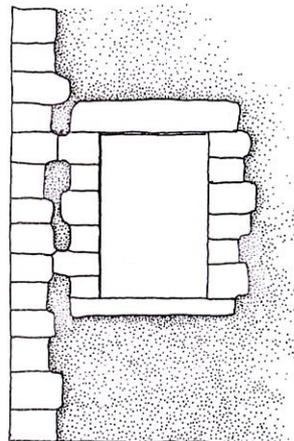
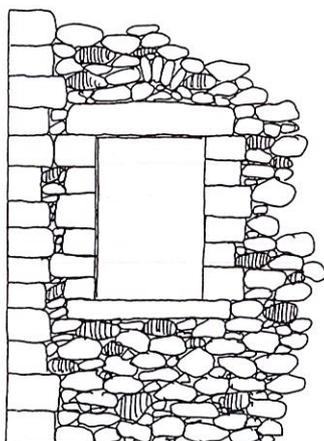
1. Les architectures soignées ou plus élaborées font apparaître une modénature en pierre prévue pour rester apparente (encadrements des ouvertures, chaînes d'angle ou bandeaux.)

Dans ce cas un enduit doit tout recouvrir sauf ces parties. On les identifie au fait qu'elles sont en saillie sur la maçonnerie de moellons.

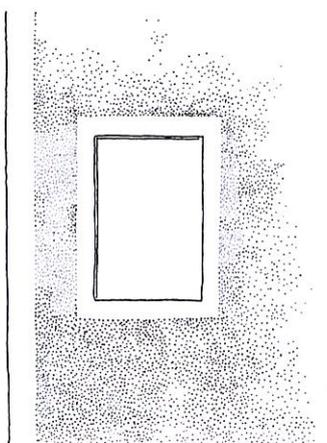
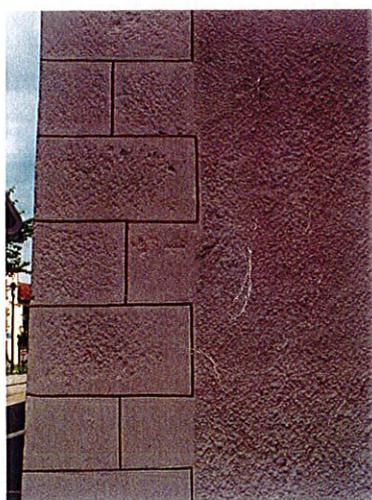


2. Si aucune modénature n'est exprimée, les maçons pensent souvent "bien" faire en laissant des parties en pierre apparentes (c'est l'origine des fameux "détourages" inesthétiques souvent dénoncés). Ces lignes irrégulières détruisent les ordonnances architecturales.

Dans ce cas, il convient de tout recouvrir d'enduit (y compris parfois les parties en bois, qui doivent être lardées de clous afin que l'enduit puisse s'y fixer)



Puis, au niveau de la finition, on simulera un faux encadrement, voire un faux appareil pour la chaîne d'angle.



2. LE GROS-ŒUVRE ET LES MAÇONNERIES

• Les parements en pierre de taille appareillée

Les façades en pierre de taille (assez rares à Ambert), qui sont à distinguer des maçonneries hourdées en moellons grossièrement équarris et présentant un appareillage peu soigné ou réalisé avec des matériaux hétérogènes, devront être conservées et éventuellement nettoyées, sans utilisation de procédés de nature à altérer le parement (le bouchardage, ou le sablage à l'aide de produits abrasifs sont en particulier interdits). Le remplacement de pierres altérées devra être effectué en utilisant un matériau de teinte et aspect de grain identique à celui endommagé.

Les joints devront être réalisés dans une teinte identique à celle des anciens enduits à la chaux et ne pourront présenter de saillie ni de creux par rapport au nu des pierres, ni être peints. Les joints en ciment sont strictement interdits, à la fois pour des raisons d'aspect et pour assurer la pérennité des maçonneries.

Des parements particulièrement dégradés pourront exceptionnellement être piqués et enduits. L'enduit sera réalisé, d'après le type architectural de l'immeuble, selon les règles énoncées plus bas.

• Les parements enduits : types architecturaux anciens, médiévaux ou Renaissance

☞ Identification préalable des dispositions existantes ou cachées

La règle générale devrait être d'envisager le projet de ravalement seulement après sondage des maçonneries existantes, pour tenir compte d'éventuelles dispositions ou vestiges cachés (fenêtres ou arcades murées).

☞ Enduit

On doit enduire les parois de maçonnerie ou de pisé avec un mortier de chaux de teinte naturelle d'une épaisseur n'excédant pas **25 mm** toutes couches confondues. S'agissant d'un patrimoine ancien, l'enduit doit suivre les éventuelles imperfections des parois, sans être trop dressé. L'usage de la taloche, qui donne des surfaces trop planes, est à proscrire.

☞ Joints éventuels

Dans le cas exceptionnel de recherche d'un aspect rejointoyé, en particulier pour des raisons archéologiques¹, les joints ne devront pas être en creux mais présenter un aspect "beurré", les moellons ne devant pas former de saillie. Leur teinte devra être celle de l'enduit à la chaux naturelle. Ils ne seront pas peints, à moins qu'un badigeon à base de lait de chaux ne soit appliqué à l'intégralité de la façade.

☞ Mise en couleur de l'enduit

La teinte de l'enduit découle des matériaux utilisés : chaux et sable de la Dore, ou analogue. Des mises en couleur éventuelles à l'aide d'un badigeon (lait de chaux teinté avec des terres naturelles) sont à apprécier au cas par cas. (voir plus loin § 7).

¹ En particulier pour distinguer des parties de différentes époques, si nécessaire.

3. Les architectures avec des parties bois sont également enduites, y compris certains pans de bois anciens, dont les structures ne sont pas prévues pour être dégagées.

Pour les immeubles à lindages bois, il est fréquent qu'une baguette moulurée soit apposée à la limite de l'enduit et du cadre.



• **Les parements enduits : types architecturaux classiques ou néoclassiques**

☞ *Composition des façades*

Les constructions auront des façades obligatoirement enduites, avec des dispositions visuelles mettant en évidence les encadrements réguliers des ouvertures. Seuls resteront non enduits les éléments d'architecture expressément prévus pour être visibles (encadrements moulurés ou non, chaînes d'angles... présentant une saillie, parties en bois si elles se présentent en saillie ou au même nu que celui de la paroi finie). Il pourra être exigé la pose d'une baguette de bois moulurée sur le raccordement entre l'enduit et l'encadrement bois, selon les précédés traditionnels, si la qualité de l'immeuble l'exige et si celui-ci en est pourvu avant travaux.

☞ *Enduit*

L'enduit, en principe réalisé à partir de chaux naturelle, devra présenter une finition lisse, talochée ou feutrée. Les finitions projetées, grésées, grattées ou écrasées ne sont pas admises. Son épaisseur maximale est de **25 mm** toutes couches confondues. Il pourra être badigeonné. Le choix du coloris s'effectuera dans les gammes adaptées à la période de construction de l'immeuble. (voir plus loin § 7).

• **Les constructions en pan de bois**

☞ *Identification préalable des dispositions existantes ou cachées*

Lorsque le pan de bois n'est pas apparent, il est nécessaire de vérifier par sondage le dessin et l'état des bois (des travaux confortatifs sont peut-être nécessaires). Trois cas peuvent se présenter:

- le pan de bois destiné à rester apparent (cas rare) ;
- le pan de bois destiné à être enduit, sauf encadrements, sablières et extrémités de solives ;
- le pan de bois entièrement enduit (cas fréquent à Ambert).

Un bois grossier est l'indice d'un pan de bois enduit, un bois soigné et lisse l'indice d'un pan de bois apparent. Un bois comportant des moulurations ou sculptures est toujours apparent.

☞ *Traitement des bois*

Les bois dégagés doivent être chaulés, c'est à dire recouvert d'un badigeon de chaux dilué, puis brossés. On doit aussi impérativement les débarrasser des cloutages qui étaient destinés à fixer l'enduit.

☞ *Remplissage*

Dans la mesure du possible, on maintiendra les remplissages existants, y compris en torchis (isolant excellent, qui peut être enduit). Lorsque le remplissage devra être refait, aucune surépaisseur de l'enduit par rapport aux parties bois laissées apparentes ne devra être visible.

☞ *Enduit, décor*

Les parties enduites du colombage pourront être badigeonnées, mais uniquement avec des pigments d'origine naturelle (pas d'oxydes ni de colorants chimiques). Tout projet de mise en couleur ou de décor devra être étudié préalablement en concertation avec le SDAP.

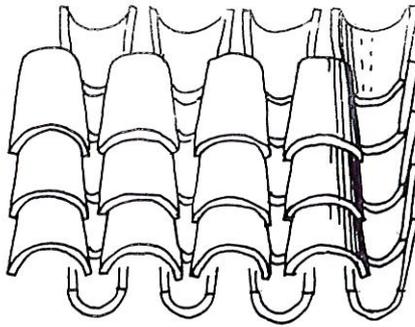
• **Les parements des constructions « modernes »**

Il devront être refaits en fonction des dispositions d'origine, de manière à ne pas compromettre les compositions architecturales originelles. Selon leur période de construction, ces éléments pourront faire apparaître des dispositions variées de matériaux, teintes et textures sur une même façade (années 1890-1920), ou bien une teinte unique avec une texture unique (années 1930-1940).

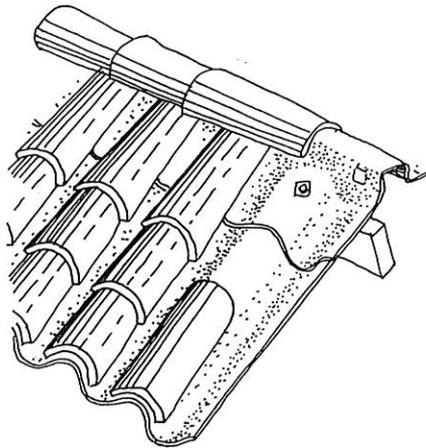
Le même respect est demandé pour les patrimoines de la période la plus récente, qu'on ne doit pas traiter selon des codes visuels d'autres périodes, en particulier en les repeignant dans des teintes fantaisistes.

COUVRIR : les constructions ambertoises étaient prévues à 95% pour être couvertes en tuiles creuses.

1. La tuile traditionnelle est la tuile creuse. On l'appelle parfois (à tort) romaine, romane, canal, (ou canale), ronde, tige de botte... Il en existe aujourd'hui de nombreux modèles, munis d'un crochet qui empêche le glissement.

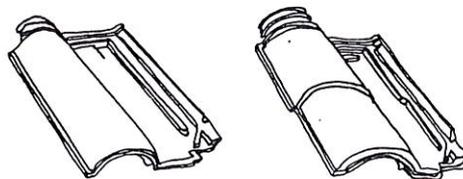
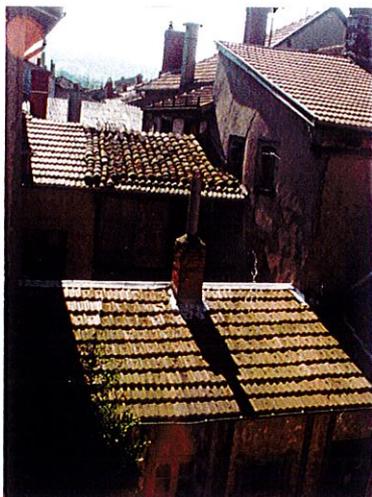
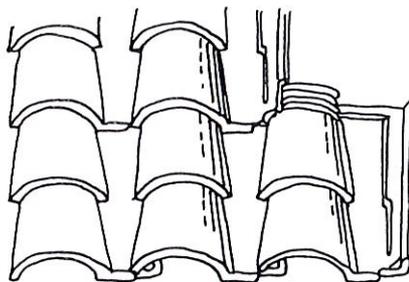


Elle doit être posée de manière traditionnelle, en général sur liteaux, ce qui réclame un savoir-faire. À la campagne, on lestait les premières rangées (sensibles au vent) par de lourdes pierres.



On peut poser de la tuile de récupération sur une forme ondulée, mais dans ce cas on doit veiller à éviter les glissements.

2. On substitue souvent à cette tuile une tuile mécanique à onde, qui peut présenter, si on a choisi un modèle approprié (ce qui est loin d'être toujours le cas) un aspect satisfaisant. Ce type de matériau est à éviter sur les toits trapézoïdaux ou gauches, car de la zinguerie, ou des débords irréguliers et inesthétiques, seront souvent nécessaires.



3. LES TOITURES

• Règle générale : le maintien des procédés traditionnels ou leur reconstitution

Sauf exception motivée (présence d'ardoise... ou de tuile petit moule) les toitures faisant l'objet de travaux devront être reconstituées en tuile creuse à onde forte de teinte rouge terre cuite naturelle ni vieillie ni patinée artificiellement. La pose de tuiles de récupération de même type sur forme ondulée est également admise, si des garanties techniques de la pérennité du procédé mis en œuvre sont apportées. Les corniches et génoises existantes devront être maintenues.

À l'occasion de travaux portant sur des toitures, il ne pourra être procédé à la mise en œuvre de dispositions visant à établir des toitures à pente forte, ni des combles de type Mansart (brisis et terrasson) ni des toitures présentant un profil plat (terrasses, toitures à très faible pente avec étanchéité).

• Exceptions

Pour des raisons économiques, l'utilisation de tuile mécanique (parfois appelée "romane"), de teinte rouge terre cuite naturelle ni vieillie ni patinée artificiellement, présentant une onde forte, pourra être admise, aux quatre conditions suivantes : absence de débords réguliers ou irréguliers en pignons, absence de pans de zinguerie en toiture, absence de débord irrégulier en façade principale, maintien en l'état des génoises ou corniches (pas de surélévation partielle de ces éléments pour "rattraper" les écarts que la tuile mécanique ne peut absorber).

Les toitures *non originellement* en tuile creuse devront être reconstituées dans leur matériau d'origine (ardoise ou tuile plate petit moule en terre cuite non teintée ou vieillie artificiellement). Des matériaux de substitution ces matériaux, à durabilité d'aspect ou technique limitée ("ardoise" de synthèse, bardeau d'asphalte...) seront interdits si l'immeuble est porté au plan de patrimoine.

Des dispositions temporaires dérogeant à ces règles pourront être admises à des fins de sauvegarde d'éléments de patrimoine particulièrement dégradés ou ayant subi un sinistre.

• Accessoires de la toiture

Les fenêtres de toit sont interdites pour tous les immeubles mentionnés au plan de patrimoine. Elles pourront être admises pour les autres immeubles, sur les pans de toiture orientés vers l'intérieur des parcelles, et à condition qu'elles ne représentent pas plus de 15% de la surface couverte et qu'elles s'intègrent strictement aux plans de toiture (pas de caissons formant saillie).

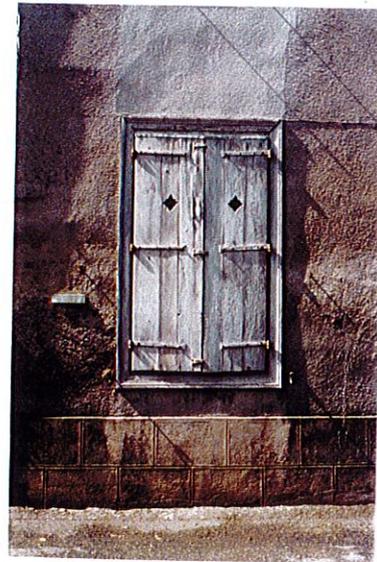
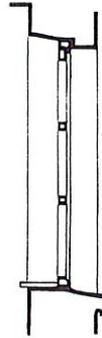
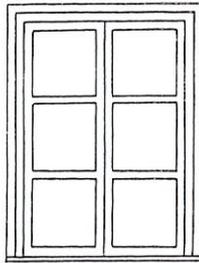
Sur toute toiture à faible pente, les procédés tels que chien-assis, lucarnes "à la capucine" ou autres, sont interdits.

L'apposition de panneaux solaires ou capteurs photovoltaïques sur les toitures est interdite dans toute la zone UP.

LES MENUISERIES :
seules les menuiseries traditionnelles sont à même de conserver une lecture cohérente de l'architecture traditionnelle.

Les fenêtres traditionnelles, ouvrant "à la française" ont un dessin immuable en 2 fois 3 carreaux ou 2 fois 4 carreaux, et ne présentent qu'exceptionnellement une imposte du fait de leur hauteur. Elles sont destinées à être peintes. Elles représentent plus de 80% des ouvertures du secteur.

Les divisions horizontales, si elles sont rapportées, doivent être situées à l'extérieur, et d'un dimensionnement adapté aux proportions générales de la fenêtre (épaisseur du montant ni trop fine ni trop épaisse).



4. LES OUVERTURES ET MENUISERIES

• Le principe de conservation des baies existantes

Pour tout immeuble mentionné au plan de patrimoine, les encadrements des baies existantes devront impérativement être conservés et restaurés. Il pourra être prescrit, pour des raisons d'architecture, la réouverture de baies actuellement occultées. Pour les mêmes raisons d'architecture, il pourra être interdit de murer ou occulter une baie existante.

☞ Ouvertures de type ancien

Les ouvertures de type ancien (fenêtres à meneaux) devront être restaurées dans leurs dispositions d'origine. Le traitement de leur encadrement sera étudié au cas par cas. Dans le cas où pour des raisons économiques les meneaux et traverses ne pourraient être restitués dans l'immédiat, les travaux envisagés ne devront pas compromettre une restitution ultérieure.

☞ Ouvertures de type traditionnel

Le marquage d'un encadrement régulier (non harpé) en pierre, en bois ou simulé par une différence d'enduit, ou une mise en couleurs différente, devra être maintenu.

☞ Baies des devantures commerciales

Se reporter à l'article correspondant, titre C.

☞ Ouvertures d'anciens bâtiments agricoles

Les arcs des éventuelles portes de grange devront être conservés. Leur éventuelle fermeture devra maintenir visibles les intrados et les tableaux des baies.

• Le dessin des menuiseries ou fermetures

L'utilisation de volets roulants de tous types, que ce soit en remplacement de systèmes traditionnels de volets pleins ou à lames, ou de volets roulants préexistants ayant déjà été substitués à des systèmes traditionnels, est interdite.

Des exceptions pourront être faites pour les façades non visibles du domaine public, uniquement pour les immeubles non portés au plan de patrimoine. Toutefois dans ce cas, les caissons ne pourront pas former de saillie sur les façades et devront être complètement dissimulés.

Ouvertures de type ancien (types médiéval ou Renaissance)

Des châssis vitrés seront admis en remplacement des dispositifs originels disparus, pour autant qu'ils soient disposés au nu intérieur des baies et que les meneaux et traverses éventuellement détruits soient restitués. Dans ce cas, ces ouvertures ne pourront être munies de volets extérieurs.

Ouvertures de type traditionnel (types classique, néoclassique)

Le principe des châssis ouvrants "à la française", avec division de chaque élément en 3 ou 4 vitrages, devra être conservé ou le cas échéant, restitué. Les moulures constituant les divisions de chaque partie ouvrante, obligatoirement sur la face externe des parties ouvrantes, devront former une saillie par rapport au vitrage et être proportionnées à la taille de la baie. Les fermetures seront des volets pleins ou à lames persiennes.

Des dispositifs à claire voie sont possibles pour des ouvertures de grande taille (portes de grange...) : dans ce cas, le système de claire-voie sera constitué d'une résille orthogonale à trame carrée, réalisée avec des matériaux de forte section, et dont le vitrage sera obligatoirement sur la face intérieure.

• **Les matériaux des menuiseries ou fermetures**

Dans l'ensemble du secteur, les menuiseries et fermetures seront réalisées en matériaux destinés à être peints d'une teinte unie.

5. LE "SECOND-ŒUVRE" DE LA CONSTRUCTION

• Raccordements aux réseaux

Pour les travaux de restauration complète d'un immeuble, il sera exigé sur la façade ouvrant sur le domaine public l'aménagement d'une armoire fermée par un tapiot en bois ou métal destiné à être peint, ne formant pas saillie sur la façade, dans le but de dissimuler les divers coffrets de branchements aux réseaux, qui y seront regroupés.

• Accessoires de la construction

On ne pourra apposer à l'occasion de travaux, mêmes limités, sur les façades principales de tout bâtiment ou secondaires d'un bâtiment mentionné au plan de patrimoine, ni canalisations extérieures d'eaux usées ou conduits de fumée ou de ventilation, ni dispositifs techniques formant saillie tels que coffrets divers, systèmes de refroidissement (climatiseurs)... Ces dispositifs devront s'intégrer à l'architecture, sur des parties ou façades secondaires ou peu vues. Les éventuelles antennes et paraboles seront intégrées en toiture et obligatoirement fixées aux souches de cheminée.

Les conduits d'évacuation d'air ou de fumée devront être inclus en superstructure et regroupés dans des souches maçonnées de forte section et de plan rectangulaire.

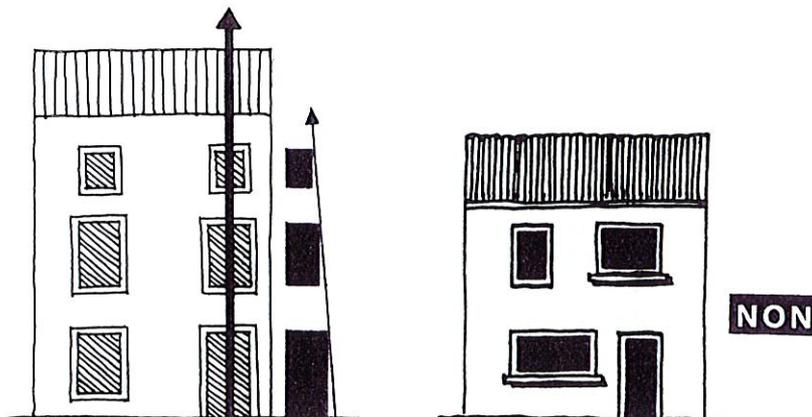
Les descentes d'eau pluviale sur le domaine public seront disposées aux extrémités des façades. Sauf lorsqu'elles seront réalisées en cuivre ou en zinc, elles devront être peintes dans le ton de la façade.

Les dispositifs d'ouverture des portes, portiers électriques... devront être apposés de la manière la plus discrète possible sur les façades et ne devront pas empiéter sur les piédroits des ouvertures.

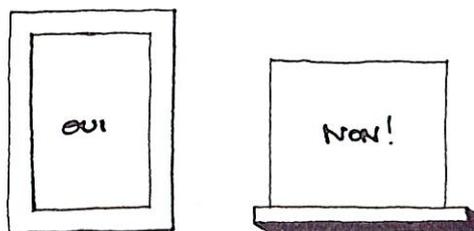
MODIFIER

1. Les nouvelles ouvertures doivent être composées avec les anciennes, en respectant les systèmes de proportions des immeubles traditionnels.

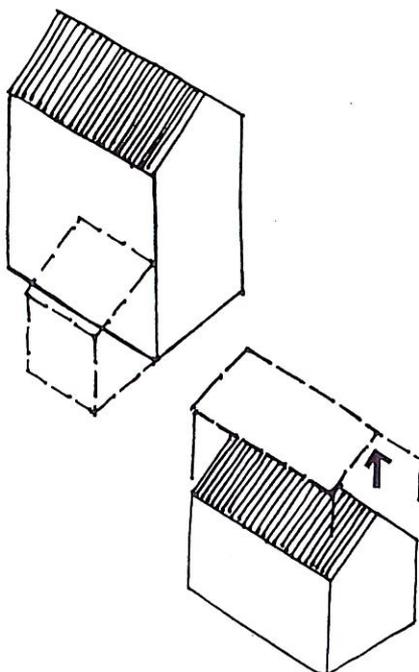
Elles devront adopter les proportions des anciennes... (en général 2 par 3, à dominante verticale).



2. les fenêtres "de maçon" avec bassoir saillant, et des proportions dictées par les menuiseries industrielles standardisées sont à proscrire du secteur ancien. Une fenêtre nouvelle sera dotée d'un encadrement régulier non saillant.



3. Les surélévations ou adjonctions devront être couvertes par des toits de pente identique à ceux du contexte (en général à faible pente).



6. LES MODIFICATIONS

Des modifications de nature à altérer les dispositions architecturales, en particulier sur les immeubles portés au plan de patrimoine, pourront ne pas être autorisées. Pour tous ces immeubles, il est recommandé de consulter avant tout commencement d'étude le SDAP du Puy de Dôme.

• Nouvelles ouvertures

Pour toute construction mentionnée au plan de patrimoine, les nouvelles ouvertures pourront n'être admises que sur des façades secondaires. Toute nouvelle ouverture devra se conformer par sa disposition sur la façade, sa forme et son traitement à l'architecture existante ou aux procédés traditionnels.

Pour toute nouvelle ouverture, un encadrement régulier sera délimité, et éventuellement détourné à l'aide d'un badigeon. Cet encadrement pourra être en bois si l'immeuble comporte des ouvertures de ce type (lindages). Dans ce cas il s'agira de bois massif incorporé à la structure de l'immeuble, et non d'un placage *a posteriori*.

Toute ouverture nouvelle adoptera les proportions des ouvertures anciennes existantes, ou, à défaut, un caractère de nette verticalité. Les châssis ouvrants seront "à la française", avec division de chaque élément en 3 ou 4 vitrages. Les fermetures seront des volets pleins ou à lames persiennées.

Les "persiennes accordéon" et les volets roulants de tous types sont interdits sur les ouvertures nouvelles. Les nouvelles menuiseries et fermetures visibles depuis la rue seront réalisées en matériaux destinés à être peints d'une teinte unie.

• Surélévations

Seuls les immeubles non mentionnés au plan de patrimoine pourront éventuellement faire l'objet de surélévations totales ou partielles. Dans ce cas, la surélévation devra être réalisée dans le respect des principes de toitures à faible pente. Les toitures-terrace, l'emploi de combles à forte pente, les combles "à la Mansart" (comportant un brisis à forte pente et un terrasson à pente faible) sont interdits.

• Adjonction d'éléments secondaires bâtis

Ces éventuelles adjonctions feront l'objet d'un examen au cas par cas avec le SDAP du Puy de Dôme, selon leur importance et leur situation urbaine.

En aucun cas ces adjonctions ne pourront masquer (ou empiéter sur) des éléments de décor ou d'architecture, tels qu'encadrements des ouvertures ou chaînes d'angle.

On veillera à ce que les toitures des adjonctions soient conçues selon les mêmes pentes, orientations et lignes de faîtage que celles de la construction principale pré-existante.

7. LA MISE EN COULEURS

À chaque période historique, à chaque typologie architecturale, correspondent des gammes chromatiques spécifiques. Pour un même immeuble, il se peut que divers types d'harmonies chromatiques soient possibles : il conviendra d'établir un projet de mise en couleurs, et la réalisation d'échantillons *in situ* pourra être demandée. Tout projet de mise en couleur d'un immeuble ou d'une façade devra faire l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP.

• Identification de la typologie architecturale de référence

Période médiévale : pratiquement pas de certitudes historiques sur les gammes utilisées à Ambert. Il est probable que seules des constructions élaborées reçoivent un décor et un traitement particulier. Les teintes disponibles sont les blancs plus ou moins purs, la gamme des ocres (de l'ocre jaune au rouge) le gris, plus ou moins bleuté. D'un point de vue culturel, les façades à dominante jaune sont exclues.

Période Renaissance : peu de certitudes, mais il est admis qu'on utilise peu de couleurs vives, avec existence possible d'harmonies blanc (support)-gris (modénature), comme cela se pratique dans l'architecture inspirée de l'Antiquité¹. Il n'est pas avéré que les pratiques lyonnaises (gammes plus accentuées, influences piémontaises, avec teintes chaudes assez soutenues) aient pu avoir d'influence jusqu'à Ambert.

Période classique : parois claires, modénature plus sombre. Les teintes des badigeons anciens ne sont pas connues. On peut penser qu'elles déclinent une gamme allant du blanc cassé de nuance chaude à des ocres jaune peu accentués (« coquille d'œuf »). Menuiseries probablement gris clair ou crème.

Période néoclassique : grand retour du gris, et de contrastes blanc (parois) gris foncé (modénature). Menuiseries grises, portes cochères vert « Empire » ou gris.

Périodes modernes : l'éclectisme des années 1880-1920 est synonyme de polychromie, parfois violente. Les pigments artificiels favorisent un nuancier plus soutenu, avec des teintes auparavant inconnues comme le bleu. On utilise parfois le contraste inverse (parois sombre, encadrement clair). Il est courant de peindre certaines menuiseries (portes cochères, appliques de boutique...) en faux bois. La période suivante (celle des années 1930-1940) voit un retour à la monochromie (immeuble blanc cassé, ou ocre jaune, voire brun).

Architectures rurales : par nature elles arborent des gammes chromatiques naturelles, et les matériaux en sont parfois laissés bruts (comme des éléments de structure en bois). Les façades des habitations sont en général enduites et parfois simplement chaulées.

• Erreurs à éviter

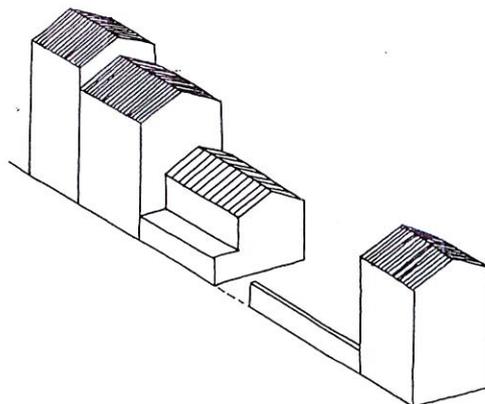
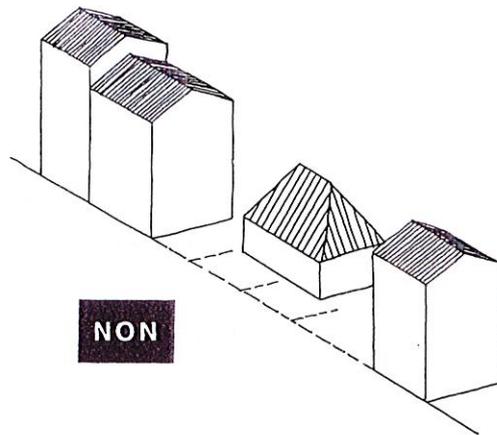
Sauf pour la période récente (à partir du XIXe siècle) il existe peu de types architecturaux « purs ». On sera donc confronté à des choix. Par le passé chaque période a pu appliquer ses harmonies propres aux immeubles des périodes précédentes. Il est souhaitable d'abandonner cette pratique et de revenir à une approche plus « archéologique ».

¹ Voir par exemple la restauration du château de la Bastie d'Urfé, en Forez

On devra veiller particulièrement à ne pas appliquer à un immeuble d'une typologie donnée les harmonies chromatiques d'une autre période de référence. En particulier, pour les périodes récentes les risques de vouloir « trancher » avec un état initial bien établi sont réels (un immeuble moderne « clair » et de teinte unie traité en polychromie, avec des teintes de fantaisie, rose ou bleu par exemple)

LE NEUF DANS L'ANCIEN : des garde-fous sont nécessaires...

D'une manière générale, on sera attentif à ne pas introduire les typologies pavillonnaires en ville, et à se conformer aux règles de continuité bâtie de la ville traditionnelle.



B. LA CONSTRUCTION NEUVE

1. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

En l'absence d'un plan d'aménagement d'ensemble, les constructions nouvelles à édifier devront se conformer aux alignements existants. Tout retrait ne pourra être envisagé que sur justification motivée, et sera obligatoirement compensé par l'édification d'un ouvrage maçonné de taille significative, matérialisant l'alignement.

Leur gabarit devra s'adapter aux hauteurs des constructions voisines. D'éventuelles saillies sur le domaine public ou encorbellements ne seront autorisés, dans la limite des règlements de voirie en vigueur, que pour des volumes pleins. Les évidements de volumes par rapport à la façade ou loggias, sont interdites à l'intérieur du secteur UP₁ (centre ancien). Les balcons de type traditionnel pourront être autorisés au coup par coup dans les secteurs UP₂ et UP₃, en fonction de l'environnement bâti immédiat (existence de balcons sur les immeubles voisins).

L'agencement du volume devra s'inscrire dans le rythme parcellaire de la rue. Un volume couvrant plusieurs parcelles devra être fragmenté.

Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation des réseaux électriques, de télécommunication ou de télédistribution sont soumis aux mêmes règles.

2. GROS-ŒUVRE, MAÇONNERIE

• Principes généraux

La texture et la couleur des matériaux utilisés devront pouvoir s'harmoniser avec ceux du contexte.

En cas de construction laissant apparaître des éléments de structure en bois, ceux-ci devront présenter une forte section et obligatoirement être peints afin de ne pas être confondus avec les bois anciens. L'imitation de pans de bois par des maçonneries moulées ou peintes est interdit.

Dans tous les cas, des échantillons pourront être exigés à l'appui de la demande d'autorisation de bâtir.

• Interdictions

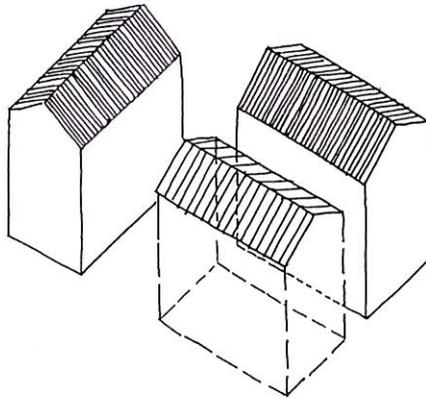
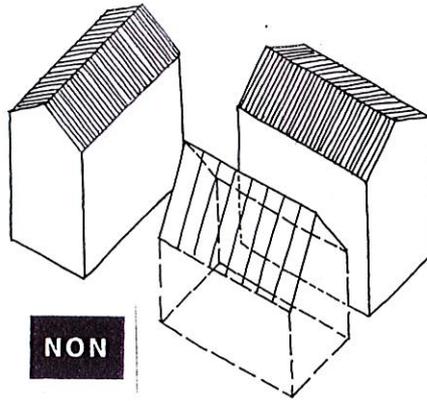
Les matériaux réfléchissants (verre collé...) ou très lisses (carrelages, granit poli...), les pierres non utilisées localement ou utilisées de manière exceptionnelle (comme le calcaire), la brique ou le parpaing laissés apparents (excepté certains parpaings destinés à rester apparents, à la condition que leur teinte de finition soit compatible avec le contexte), les bardages de tous types (autres que le clin de bois pouvant être peint) sont interdits.

Les enduits présentant des finitions projetées, grésées, grattées ou écrasées ne sont pas admis.

Les placages de pierre sciée, quelles qu'en soit l'origine et le dessin, sont également interdits.

LA VOLUMÉTRIE

Dans un contexte de forte unité volumétrique, on veillera à ne pas introduire de rupture. Celle-ci est rarement motivée...



3. TOITURE

• Secteur UP1 (centre ancien)

Les toitures seront obligatoirement réalisées à faible pente sur 100% de l'emprise de la construction, à l'aide de tuile creuse de type traditionnel à onde forte en terre cuite de teinte rouge naturelle non vieillie ni patinée artificiellement. Toutefois, on pourra tolérer l'utilisation de la tuile mécanique à onde forte, pour autant que les dispositions envisagées n'amènent pas de débords irréguliers en pignon ni de pans de zinguerie irréguliers.

Des échantillons de matériaux pourront être exigés à l'appui de la demande d'autorisation.

• Secteurs UP2 et UP3 (anciens faubourgs, avenues)

Les toitures seront obligatoirement réalisées à faible pente sur au moins 80% de l'emprise de la construction (avec une tolérance de 20% de l'emprise pour les toitures terrasses), à l'aide de tuile creuse de type traditionnel à onde forte, en terre cuite de teinte rouge naturelle non vieillie ni patinée artificiellement ou de tuile mécanique (parfois appelée "romane"), à onde forte d'une teinte telle que mentionnée ci-dessus, et pour autant que les dispositions envisagées n'amènent pas de débords irréguliers en pignon ni de pans de zinguerie irréguliers.

Des échantillons de matériaux pourront être exigés à l'appui de la demande d'autorisation.

Les combles pourront également être vitrés en partie si l'unité de volume de la toiture est maintenue (interdiction des caissons formant une saillie sur le plan de toiture).

4. OUVERTURES, MENUISERIES

• Constructions à usage d'habitation

La forme et la disposition des ouvertures devront privilégier un principe de verticalité. Des encadrements réguliers des baies seront exigés.

Les menuiseries et fermetures seront réalisés dans un matériau pouvant être peint. Les fermetures devront également pouvoir être peintes et devront être soit d'aspect traditionnel (volets, persiennes), soit intérieures. Aucun caisson extérieur aux baies ne sera admis.

• Constructions publiques

Chaque projet fera l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP du Puy de Dôme.

• Cas particulier: les locaux techniques

Les ouvertures des éventuels locaux techniques (EDF, Télécom...) devront être d'une proportion plus haute que large, et pouvoir être occultées par des dispositifs pleins en bois ou en métal pouvant être peints.

5. LE "SECOND-ŒUVRE"

Pour toute construction neuve, il sera exigé sur la façade ouvrant sur le domaine public l'aménagement d'une armoire fermée par un tapiot en bois ou métal destiné à être peint, ne formant pas saillie sur la façade, dans le but de dissimuler les divers coffrets de branchements aux réseaux, qui y seront regroupés.

On ne pourra disposer sur les façades d'un nouvel immeuble, ni canalisations extérieures d'eaux usées ou conduits de fumée ou de ventilation, ni dispositifs techniques formant saillie tels que coffrets techniques divers, systèmes de refroidissement (climatiseurs)... Ces dispositifs devront s'intégrer à l'architecture, sur des parties ou façades secondaires ou peu vues. Les éventuelles antennes et paraboles seront intégrées en toiture et obligatoirement fixées aux souches de cheminée.

Les conduits d'évacuation d'air ou de fumée devront être inclus en superstructure et regroupés dans des souches maçonnées de forte section et de plan rectangulaire.

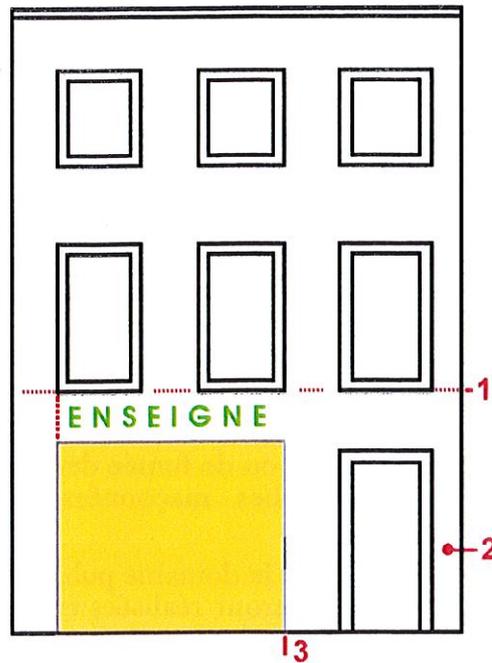
Les descentes d'eau pluviale sur le domaine public seront disposées aux extrémités des façades. Sauf lorsqu'elles seront réalisées en cuivre ou en zinc, elles devront être peintes dans le ton de la façade.

6. LA MISE EN COULEURS

Tout projet de mise en couleur d'un nouvel immeuble devra faire l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP.

COMMERCES : adapter la boutique à l'immeuble et non l'inverse...

La devanture commerciale doit impérativement être inscrite dans les lignes de composition de la façade. Cette règle simple est à même de régler près de 80% des problèmes qu'on pourrait rencontrer.



- 1 Allège des baies du premier niveau
- 2 Piédroit de la porte
- 3 Verticale des baies du premier niveau

La récupération des appliques anciennes est presque toujours possible. Il en existe encore bon nombre dans Ambert.



C. LES DISPOSITIFS COMMERCIAUX

1. GÉNÉRALITÉS

• Dossier

Il sera exigé un dossier de même type que pour une construction nouvelle, avec tous documents graphiques montrant dans son intégralité la façade concernée par les travaux, ainsi que les façades voisines. Le projet précisera l'ensemble du dispositif commercial envisagé, enseignes comprises.

• Stores et fermetures

Tous les dispositifs de stores ou bannes mobiles, de même que les systèmes de fermeture devront être non visibles lorsqu'ils ne sont pas employés. Les caissons formant saillie sur la façade ou la devanture sont interdits. Les stores ne devront pas masquer d'éléments architecturaux lorsqu'ils seront déployés. Un store ou un système de fermeture ne pourra intéresser plusieurs devantures contiguës.

• Devantures existantes

La conservation de tout ou partie des dispositions commerciales existantes, si elles présentent un intérêt architectural (baie en anse de panier, applique XIXe ou première moitié du XXe...), pourra être exigée à l'occasion de travaux, y compris si ceux-ci ne concernent pas l'aménagement d'activités commerciales.

2. LA DEVANTURE PAR RAPPORT À LA FAÇADE

• Respect du parcellaire

L'agencement de la devanture doit s'inscrire dans le rythme parcellaire de la rue. Le regroupement de plusieurs locaux commerciaux contigus, ou l'installation d'un commerce dans un local chevauchant un ou plusieurs immeubles distincts, ne pourra se traduire par une devanture d'un seul tenant, mais par une succession de devantures. En aucun cas deux percements consécutifs sur deux façades distinctes ne pourront être réunis par suppression du trumeau.

• Limitation de la devanture au seul rez-de-chaussée

La devanture sera limitée au rez-de-chaussée de l'immeuble, sa limite supérieure correspondant au niveau *inférieur* de l'allège des baies du premier niveau. Les balcons et garde-corps, ainsi que leurs supports (consoles, corbeaux...) devront rester libres. On dégagera également les piédroits tableaux et moulurations des portes d'entrée des immeubles. Aucune vitrine fixe ou mobile, aucun panneau ou objet quelconque ne pourra être apposé sur tout ou partie des trumeaux ou de l'encadrement des baies, qu'elles soient moulurées ou non.

• Devantures "en feuillure"

Les arcs délimitant les boutiques ne pourront être recouverts par quelque dispositif que ce soit, fixe ou mobile. Les devantures seront établies à l'intérieur des baies, en libérant les tableaux destinés à rester visibles. La menuiserie, si elle est visible, sera réalisée à l'aide d'un matériau pouvant être peint.

Toute création de boutique de ce type sur des façades où n'existeraient pas de baies de taille suffisante devra s'inscrire dans les lignes architecturales de la façade et être proportionnée par rapport à la taille des baies existantes des niveaux. Un encadrement régulier de la baie nouvelle sera obligatoirement réalisé ou simulé par une peinture (badigeon).

• **Devantures "en applique"**

De nouvelles devantures en applique ne pourront être envisagées qu'en remplacement de dispositifs identiques, et en l'absence de baies d'intérêt architectural récupérables qui auraient éventuellement pu être dissimulées sous l'ancien dispositif.

• **Dispositifs de fermeture, stores et bannes mobiles**

Les stores extérieurs, fixés à demeure sont interdits. Les éventuelles bannes mobiles seront d'une teinte unique.

3. LES MATÉRIAUX

• **Limitation de leur nombre**

Outre les produits verriers et les accessoires de quincaillerie, il seront limités à 2. Les ouvrages de menuiserie, s'ils sont apparents, devront pouvoir être peints.

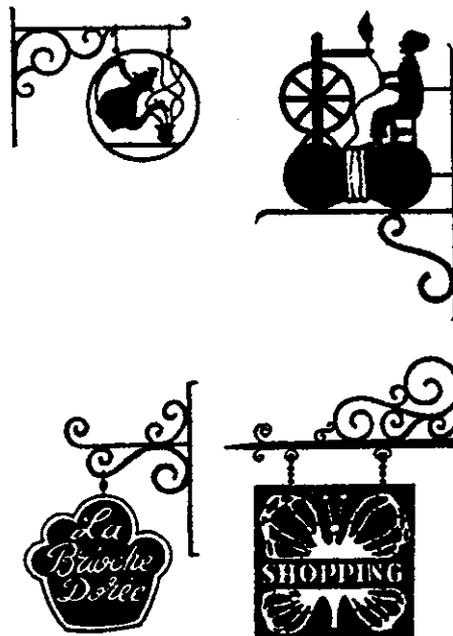
• **Interdictions**

Les matériaux de teinte fluorescente, les matériaux réfléchissants, les carreaux de céramique, de grès ou de faïence, la brique brute, d'aspect flammé ou vernissé, sont interdits. Les menuiseries de plastique, ou de métal anodisé sont interdites (voir ci-dessus).

• **Mise en couleur**

Lorsque le projet commercial s'inscrit dans la rénovation d'un immeuble ou la création d'un immeuble neuf, les teintes proposées pour la devanture et ses accessoires devront obligatoirement être adaptées à celles de l'immeuble. Dans les autres cas, elles seront choisies en fonction de ses caractéristiques typologiques et architecturales.

Les enseignes "parlantes" sont très préférables aux caissons en plastique, et participent d'une esthétique générale de la rue ancienne.



4. LES ENSEIGNES ET LA SIGNALÉTIQUE

• Limitation de leur nombre

Les enseignes des activités ou services implantés à l'intérieur du secteur ne pourront être constitués que par deux éléments distincts: une enseigne plaquée sur la façade, et une enseigne en potence disposée au-dessus du domaine public par l'intermédiaire d'un support de façade. Chaque installation n'aura droit qu'à une seule enseigne de chacun de ces types, avec les limitations découlant des règlements de voirie en vigueur. Elles ne pourront être éclairées que par l'intermédiaire d'un système de spots.

• Enseigne de façade

L'enseigne de façade sera obligatoirement entre le niveau supérieur de l'encadrement de la baie commerciale et les allèges des baies du premier niveau. Elle sera réalisée à l'aide de lettres séparées, de type classique, en bois ou métal, sans pouvoir occuper plus de 75% du linéaire de façade, ni masquer d'élément architectural. Dans le cas de devantures en applique, elle pourra être apposée sur la partie supérieure de l'applique.

Elle pourra également être peinte directement sur la façade dans un cartouche respectant les dimensions découlant des règles précédentes. Les caissons lumineux ou diffusants, sont interdits. Le surlignage par tubes lumineux ou fluorescents est interdit en secteur UPI.

• Enseigne en potence

L'enseigne en potence, compatible avec les règlements de voirie en vigueur, sera installée à l'une des extrémités de la façade, à un niveau compris entre le point supérieur de la baie de la devanture et le niveau des allèges des baies du premier étage, sans qu'elle puisse empêcher ou gêner le fonctionnement des dispositifs de fermeture des baies. En secteur UPI elle sera réalisée dans un matériau présentant des caractéristiques visuelles adaptées à un quartier ancien, destiné à être peint, tel que métal ou bois.

La dimension de l'enseigne ne pourra dépasser 50 cm par 50 cm en UPI et 80 cm par 80 cm dans le reste de la zone (système de fixation non compris).

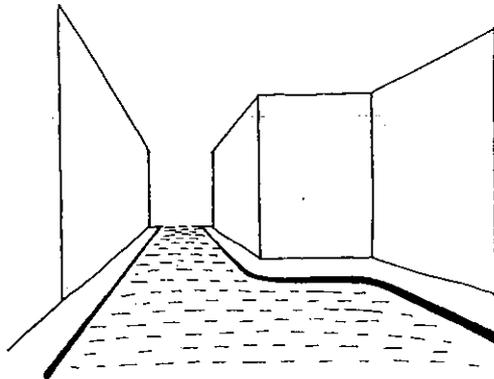
• Typographie des enseignes

La typographie doit être adaptée à la lisibilité du message, ainsi qu'à la typologie architecturale de l'immeuble (pas de lettrage gothique sur un immeuble néoclassique...). En cas de doute, des caractères de type classique à empattements pourront être utilisés.

SOLS ET ESPACES PUBLICS : la recherche de dispositifs adaptés au site...

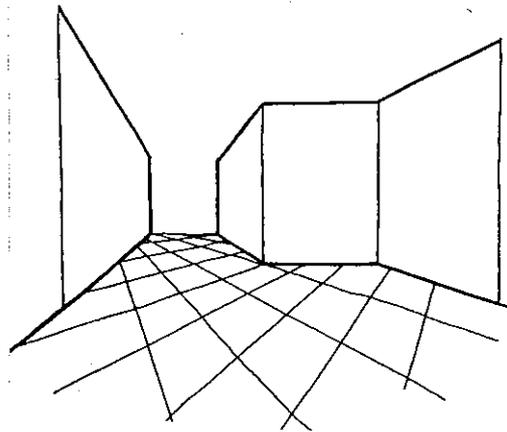
Tout espace a une forme.

Celle ci est en général soulignée par les aménagements existants (bordures de trottoirs, par exemple).



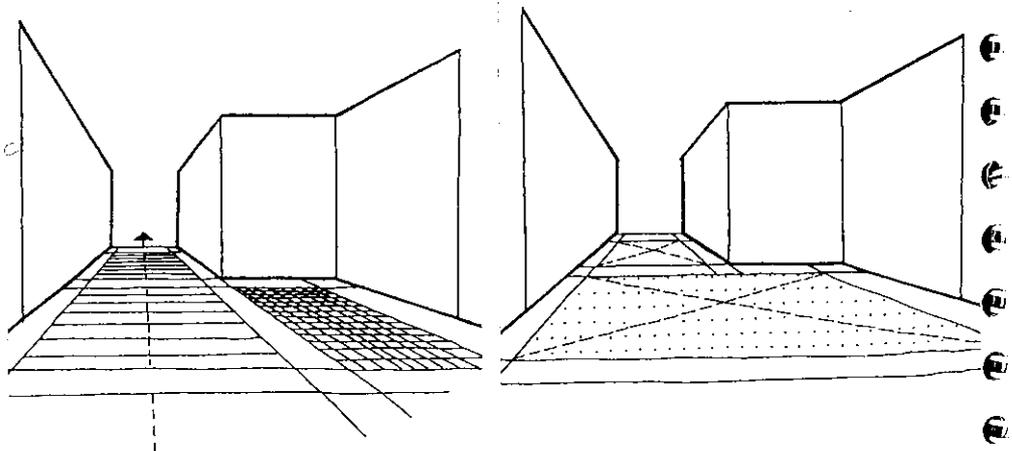
Le réaménagement doit en être opéré en tenant compte de cette forme, mais aussi de l'articulation des diverses parties qui le composent.

Un dessin arbitraire banalisant (une trame "unifiante") peut gommer jusqu'à la forme même de cet espace.



Il convient de rechercher comment articuler visuellement les parties de l'espace : accentuer un effet de rue par une dynamique des lignes ? ou au contraire "stabiliser" par le dessin pour former un effet de place ?

Ce choix n'est pas arbitraire : il découle de la compréhension des lieux, de leur analyse historique, visuelle, fonctionnelle... c'est un travail de professionnel formé dans ce but.



D. AMÉNAGEMENT DES ESPACES LIBRES

1. ESPACES PUBLICS

• Principes généraux

L'aménagement des espaces publics devra répondre au souci de mettre en valeur le cadre urbain formé par les façades restaurées.

Cet aménagement sera guidé par des principes techniques (écoulement des eaux de surface, durabilité) et esthétiques (dessin adapté aux vues et perspectives urbaines).

Toutefois on doit mettre en garde : tout site accessible en permanence aux véhicules ne pourra être aménagé durablement qu'à l'aide de matériaux routiers, en particulier l'enrobé... tout le reste, y compris le pavé naturel, sera dégradé plus ou moins rapidement. Il est donc nécessaire d'aborder les problèmes de gestion du trafic et du stationnement préalablement à toute réflexion sur l'aménagement du sol.

• Matériaux du sol

Il est souhaitable de revenir à des matériaux plus conformes au caractère du site que les produits béton colorés ou les minéraux imprécis utilisés jusqu'ici. Le Livradois pays de granit doré et de galets de rivière, n'a que faire de béton rose ou de calcaire scié. Des combinaisons de matériaux peuvent être envisagées, pour abaisser les coûts;

- parties roulées ou stationnées en permanence : béton bitumineux ou enrobé routier, pavé de granit gris.
- caniveaux : petits pavés naturels de granit gris.
- bordures maintenues : granit gris, pierre de lave.
- trottoirs maintenus, « parvis » de monuments ou abords de constructions de qualité : dalles de granit.
- aires inaccessibles aux véhicules, de moyenne superficie : galets de rivière, pavés de granit.
- aires planes de grande superficie, inaccessibles aux véhicules, ou accessibles exceptionnellement : stabilisé de teinte claire
- dispositifs de protection : bornes métalliques cylindriques de teinte gris foncé, ou bornes en granit "sur mesure". Avant de « border », il peut être intéressant de déterminer un dispositif d'accessibilité globale, d'identifier les aires à circulation limitée ou restreinte.
- mobilier urbain : *le moins possible*, en métal pouvant être peint.

• Plantations

"Planter peu pour mieux planter"

Toute plantation réclame un suivi et des soins attentifs pendant plusieurs années. Un arbre est un être vivant, non un élément de mobilier... La taille des arbres ; leur élagage, sont des opérations qui doivent rester exceptionnelles, très espacées dans le temps. Planter pour mutiler quelques années plus tard est une opération inutile et coûteuse : autant ne rien planter.

Planter au centre des places, par exemple, de manière à les ombrager, et à conserver des arbres en port libre, est de nature à améliorer la qualité des espaces publics. Planter sur les bords, de petits sujets qu'on sera amené à tailler (donc à mutiler) faute de pouvoir les laisser se développer, nuit aux perspectives urbaines... il faut donc l'éviter.

Toute plantation devra être effectuée dans une fosse de dimension appropriée, proportionnée à l'âge du sujet, fosse qui devra être protégée contre les eaux de ruissellement et un tassement excessif. Elle sera aménagée de manière à permettre un arrosage en période estivale. De même un tuteurage devra être mis en place, de manière à protéger l'arbre des agressions extérieures, sans toutefois le blesser par des dispositifs fixés au tronc. Mieux vaut planter peu de sujets déjà formés (qui ombrageront dès leur première année) que s'en remettre à une croissance lente et aléatoire en milieu urbain, en multipliant les sujets à peine formés, dont une partie ne parviendra jamais à maturité.

Il est souhaitable de favoriser les essences traditionnelles à feuilles caduques plutôt que les arbres ornementaux. Le tilleul, avec ses nombreuses variantes, est une essence très bien adaptée au milieu urbain et à ses sols de qualité parfois douteuse. Mais il existe de nombreuses autres essences qu'on peut implanter en milieu urbain : différentes variétés d'érables, tulipiers de Virginie, noisetiers de Byzance... leur forme rappelle celle des arbres traditionnels.

D'éventuelles créations de jardins publics ne peuvent être envisagées que hors voirie, dans des lieux clos. Tous les dispositifs à base de haies basses, buissons plantes tapissantes... sont inadaptés à un site urbain central, qui peut subir au demeurant des enneigements non négligeables. Ces végétaux sont au demeurant d'une durée de vie limitée et doivent être renouvelés à intervalles réguliers.

2. ESPACES PRIVATIFS

• Principes généraux

Leur aménagement ne doit pas conduire à introduire des prestations en contradiction avec les principes énoncés plus haut..

• Matériaux du sol visibles depuis la rue

Ils devront être le plus possible proches des matériaux naturels: pavés naturels gris, galets, sols sablés... les matériaux béton devront être proscris, y compris pour les aires de stationnement privatives.

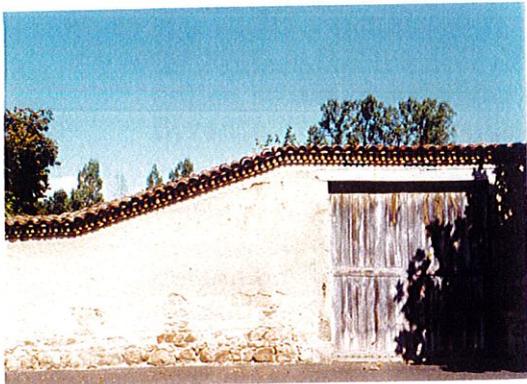
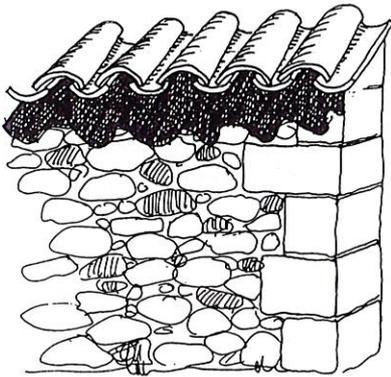
• Plantations

En ce qui concerne les jardins existants portés au plan, leur renouvellement éventuel devra être effectué dans le respect de leurs tracés et de leur caractère (mixité de plantations, par exemple : alternance d'arbres à feuilles caduques et de persistants, essences locales *et* essences exotiques).

Pour les autres plantations, on distinguera les cas en fonction de la taille des espaces à aménager. C'est plus en fonction du volume prévisible de l'arbre adulte que de l'essence qu'on devra se déterminer. Les résineux, qui correspondent le plus souvent à des sujets de grande dimension, et ne peuvent être taillés, sont à éviter dans les espaces réduits où ils ne pourront parvenir à maturité (sapins, épicéas, cèdres...). Certaines essences feuillues actuellement « à la mode » nécessitent également de l'espace pour se développer (gingko biloba, chêne de Hongrie...) Plus l'espace sera restreint, plus on aura intérêt à privilégier des essences traditionnelles, des fruitiers, "à fleurs" ou non.

CLÔTURES

Dans le Livradois existe un type de clôture traditionnelle original, dont le chaperon est remplacé par une couverture de tuiles creuses, en général à une seule pente (vers la rue)



E. TRAVAUX DIVERS

1. DÉMOLITIONS

Dans le cas où des démolitions ponctuelles ne seraient pas suivies de reconstruction, et en l'absence d'un plan d'aménagement d'ensemble préétabli, il pourra être exigé une matérialisation des alignements ainsi interrompus par des éléments maçonnés continus.

Leurs dimensions et leur aspect se trouvent précisés ci-dessous.

2. CLÔTURES

Des clôtures pleines maçonnées pourront être imposées pour maintenir la cohérence d'alignements bâtis existants ou prévus. Elles présenteront des caractéristiques adaptées au site dans lequel elles sont destinées à s'insérer.

En secteur ancien UPI, les clôtures seront obligatoirement de type maçonné, d'une hauteur minimale de 1,80 m. Leur maçonnerie sera revêtue d'un enduit analogue aux enduits traditionnels à la chaux, de finition lisse, talochée ou feutrée. Les clôtures ajourées avec des éléments en bois ou en métal ne seront pas admises, ainsi que les haies

Dans les secteurs de faubourg UP2 net UP3, les clôtures pourront être de type mixte avec un muret maçonné d'une hauteur minimale d'un mètre surmonté d'un dispositif ajouré, à barreaudage vertical serré, réalisé dans un matériau qui devra pouvoir être peint. Elles pourront être redoublées intérieurement par des haies dont la hauteur ne devra pas dépasser celle de la clôture.

3. LA ZONE NP

Il s'agit d'une zone à dominante naturelle non bâtie ou peu bâtie. On y distingue deux secteurs : NP1 (abords du dolmen de Boisseyre) et NP2 (abords du moulin Richard de Bas), ce dernier se caractérisant par son caractère partiellement constructible.

3.1. règles concernant le secteur NP1

Dans le secteur NP1 (Boisseyre) toute construction de quelque type que ce soit, y compris à caractère provisoire ou temporaire est interdite. Les stockages, dépôts, de quelque type que ce soit sont également interdits.

La création de nouveaux réseaux aériens y est interdite.

La création de parcs de stationnement des véhicules ou de chemins publics ou privés est soumise à l'établissement d'un plan d'aménagement paysager établi en concertation avec le SDAP.

La réalisation de mouvements de terrain, excavations, remblaiements ; est soumise à consultation préalable du SDAP et pourra faire l'objet de prescriptions particulières visant à assurer la visibilité du site. Ces travaux envisagés feront également l'objet d'une consultation préalable des services régionaux de l'Archéologie (DRAC Auvergne)

Aucune plantation nouvelle d'arbres ou plantes arbustives ne sera autorisée, sauf en cas d'établissement d'un plan d'aménagement paysager du site, réalisé en concertation avec le SDAP.

3.2. règles concernant le secteur NP2

Il s'agit d'un secteur à dominante naturelle, mais comportant des habitations dispersées, ou regroupées en hameaux. Les abords du moulin-musée Richard de Bas peuvent être affectés par des aménagements touristiques, concertés ou non (de la baraque à frites, aux extensions rendues nécessaires par la fréquentation, ou l'aménagement de voies et d'aires de stationnement).

A. RESTAURATION OU ENTRETIEN DE BÂTIMENTS EXISTANTS

1. OBLIGATIONS GÉNÉRALES POUR LA RESTAURATION

• Respect des dispositions architecturales existantes

Les travaux de tous types portant sur des constructions existantes devront être effectués dans le respect des dispositions architecturales des immeubles, et de leur période de construction. On devra veiller à conserver les encadrements des baies existantes et ne pas procéder à leur élargissement. Les ouvertures nouvelles destinées au garage des véhicules pourront être refusées, en fonction de l'architecture de l'immeuble considéré.

• **Découvertes fortuites**

Toute découverte de fragments architecturaux à l'occasion de travaux devra être signalée au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP). Il pourra être demandé à cette occasion une modification du projet pour tenir compte de ces fragments ou éléments nouveaux.

2. LE GROS-ŒUVRE

• **Les parements traditionnels**

 *Enduit*

La règle générale devrait être d'enduire les parois de maçonnerie ou de pisé avec un mortier de chaux de teinte naturelle d'une épaisseur n'excédant pas **25 mm** toutes couches confondues. S'agissant d'un patrimoine ancien ou rural, l'enduit doit suivre les éventuelles imperfections des parois, sans être trop dressé. L'usage de la taloche, qui donne des surfaces trop planes, est à proscrire.

 *Joint éventuels*

Dans le cas d'un aspect rejointoyé, pour conserver un aspect « rural », ou sur des façades secondaires, les joints ne devront pas être en creux mais présenter un aspect "beurré", les moellons ne devant pas former de saillie. Leur teinte devra être celle de l'enduit à la chaux naturelle. Ils ne seront pas peints, à moins qu'un badigeon à base de lait de chaux ne soit appliqué à l'intégralité de la façade.

 *Composition des façades*

On veillera à conserver des dispositions visuelles mettant en évidence les encadrements réguliers des ouvertures. Seuls resteront non enduits les éléments d'architecture expressément prévus pour être visibles (encadrements moulurés ou non, chaînes d'angles... présentant une saillie, parties en bois si elles se présentent en saillie ou au même nu que celui de la paroi finie).

 *Mise en couleur de l'enduit*

La teinte de l'enduit découle des matériaux utilisés : chaux et sable de la Dore, ou analogue. Des mises en couleur éventuelles ne pourront être envisagées qu'après consultation préalable du SDAP.

• **Les constructions en bois**

Certaines constructions rurales, ou utilitaires (comme les hangars de séchage) peuvent être réalisées à partir de structures de bois, ou hourdées en bois. Jadis, les essences utilisées provenaient de feuillus et non de résineux, ce qui en a modifié considérablement l'aspect aujourd'hui. On ne peut donc se référer pour ce qui concerne ce type de constructions à un état « initial » stable.

Les bois laissés apparents pourront être traités à l'aide produits imprégnants ou peints, mais ne seront pas vernis. Certaines essences peuvent être laissées brutes, pour autant qu'il s'agisse de bois non susceptibles de s'altérer.

• **Les parements des constructions « modernes »**

Il devront être refaits en fonction des dispositions d'origine, de manière à ne pas compromettre les compositions architecturales originelles. En particulier les enduits à finition grattée, ou écrasée ne seront pas admis. Il pourra également être exigé une discrétion dans les teintes utilisées, afin de ne pas compromettre une ambiance générale.

3. LES TOITURES

• Règle générale : le maintien des procédés traditionnels ou leur reconstitution

Sauf exception motivée (patrimoine moderne, postérieur aux années 1940 ou autre procédé) les toitures faisant l'objet de travaux devront être reconstituées en tuile creuse à onde forte de teinte rouge terre cuite naturelle ni vieillie ni patinée artificiellement. La pose de tuiles de récupération de même type sur forme ondulée est également admise, si des garanties techniques de la pérennité du procédé mis en œuvre sont apportées. Les corniches et génoises existantes devront être maintenues.

À l'occasion de travaux portant sur des toitures, il ne pourra être procédé à la mise en œuvre de dispositions visant à établir des toitures à pente forte, ni des combles de type Mansart (brisis et terrasson) ni des toitures présentant un profil plat (terrasses, toitures à très faible pente avec étanchéité). Les fenêtres de toit pourront être interdites en fonction de la visibilité de l'immeuble.

• Exceptions

Pour des raisons économiques, l'utilisation de tuile mécanique de teinte rouge terre cuite naturelle ni vieillie ni patinée artificiellement, présentant une onde forte, pourra être admise, aux quatre conditions suivantes : absence de débords réguliers ou irréguliers en pignons, absence de pans de zinguerie en toiture, absence de débord irrégulier en façade principale, maintien en l'état des génoises ou corniches lorsqu'elles existent (pas de surélévation partielle de ces éléments pour "rattraper" les écarts que la tuile mécanique ne peut absorber).

Les toitures *non originellement* en tuile creuse devront être reconstituées dans leur matériau d'origine. Des matériaux de substitution ces matériaux, à durabilité d'aspect ou technique limitée ("ardoise" de synthèse, bardeau d'asphalte...) pourront être interdits en fonction de la visibilité de l'immeuble.

Des dispositions temporaires dérogeant à ces règles pourront être admises à des fins de sauvegarde d'éléments de patrimoine particulièrement dégradés ou ayant subi un sinistre.

4. LES OUVERTURES ET MENUISERIES

• Le principe de conservation des baies existantes

Pour tout immeuble ancien ou traditionnel, les encadrements des baies existantes devront impérativement être conservés et restaurés. Il pourra être interdit de murer ou occulter une baie existante.

Le marquage d'un encadrement régulier (non harpé) en pierre, en bois ou simulé par une différence d'enduit, ou une mise en couleurs différente, devra être maintenu.

Les arcs des éventuelles portes de grange devront être conservés. Leur éventuelle fermeture devra maintenir visibles les intrados et les tableaux des baies.

• Le dessin des menuiseries ou fermetures

L'utilisation de volets roulants de tous types, que ce soit en remplacement de systèmes traditionnels de volets pleins ou à lames, ou de volets roulants préexistants ayant déjà été substitués à des systèmes traditionnels, est interdite.

Le principe des châssis ouvrants "à la française", avec division de chaque élément en 3 ou 4 vitrages, devra être conservé ou le cas échéant, restitué. Les moulures constituant les divisions de chaque partie ouvrante, obligatoirement sur la face externe des parties ouvrantes, devront former une saillie par rapport au vitrage et être proportionnées à la taille de la baie. Les fermetures seront des volets pleins.

Des dispositifs à claire voie sont possibles pour des ouvertures de grande taille (portes de grange...) : dans ce cas, le système de claire-voie sera constitué d'une résille orthogonale à trame carrée, réalisée avec des matériaux de forte section, et dont le vitrage sera obligatoirement sur la face intérieure.

• **Les matériaux des menuiseries ou fermetures**

Dans l'ensemble du secteur, les menuiseries et fermetures seront réalisées en matériaux destinés à être peints d'une teinte unie.

5. LE "SECOND-ŒUVRE" DE LA CONSTRUCTION

• **Raccordements aux réseaux**

Pour les travaux de restauration complète d'un immeuble, il sera exigé sur la façade ouvrant sur le domaine public, ou à défaut sur sa clôture, l'aménagement d'une armoire fermée par un tapiot en bois ou métal destiné à être peint, ne formant pas saillie sur la façade, dans le but de dissimuler les divers coffrets de branchements aux réseaux, qui y seront regroupés.

• **Accessoires de la construction**

On ne pourra apposer à l'occasion de travaux, mêmes limités, sur les façades principales de tout bâtiment ou secondaires d'un bâtiment mentionné au plan de patrimoine, ni canalisations extérieures d'eaux usées ou conduits de fumée ou de ventilation, ni dispositifs techniques formant saillie tels que coffrets divers, systèmes de refroidissement (climatiseurs)... Ces dispositifs devront s'intégrer à l'architecture, sur des parties ou façades secondaires ou peu vues. Les éventuelles antennes et paraboles seront intégrées en toiture et obligatoirement fixées aux souches de cheminée.

Les conduits d'évacuation d'air ou de fumée devront être inclus en superstructure et regroupés dans des souches maçonnées de forte section et de plan rectangulaire.

6. LES MODIFICATIONS

• **Nouvelles ouvertures**

Toute nouvelle ouverture devra se conformer par sa disposition sur la façade, sa forme et son traitement à l'architecture existante ou aux procédés traditionnels.

Pour toute nouvelle ouverture, un encadrement régulier sera délimité, et éventuellement détourné à l'aide d'un badigeon. Cet encadrement pourra être en bois si l'immeuble comporte des ouvertures de ce type (lindages). Dans ce cas il s'agira de bois massif incorporé à la structure de l'immeuble, et non d'un placage *a posteriori*.

Toute ouverture nouvelle adoptera les proportions des ouvertures anciennes existantes, ou, à défaut, un caractère de nette verticalité. Les châssis ouvrants seront "à la française", avec division de chaque élément en 3 ou 4 vitrages. Les fermetures seront des volets pleins ou à lames persiennées.

Les "persiennes accordéon" et les volets roulants de tous types sont interdits sur les ouvertures nouvelles. Les nouvelles menuiseries et fermetures visibles depuis la rue seront réalisées en matériaux destinés à être peints d'une teinte unie.

• **Surélévations**

Toute surélévation éventuelle devra être réalisée dans le respect des principes de toitures à faible pente. Les toitures-terrasse, l'emploi de combles à forte pente, les combles "à la Mansart" (comportant un brisis à forte pente et un terrasson à pente faible) sont interdits.

• **Adjonction d'éléments secondaires bâtis**

Ces éventuelles adjonctions feront l'objet d'un examen au cas par cas avec le SDAP du Puy de Dôme, selon leur importance et leur situation.

7. LA MISE EN COULEURS

À chaque période historique, à chaque typologie architecturale, correspondent des gammes chromatiques spécifiques. Il conviendra d'établir un projet de mise en couleurs, et la réalisation d'échantillons *in situ* pourra être demandée. Tout projet de mise en couleur d'un immeuble ou d'une façade devra faire l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP.

• **Identification de la typologie architecturale de référence**

Architectures rurales: par nature elles arborent des gammes chromatiques naturelles, et les matériaux en sont parfois laissés bruts (comme des éléments de structure en bois). Les façades des habitations sont en général enduites et parfois simplement chaulées.

B. LA CONSTRUCTION NEUVE

1. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Tout projet de construction neuve fera l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP du Puy de Dôme.

2. GROS-ŒUVRE, MAÇONNERIE

• Principes généraux

La texture et la couleur des matériaux utilisés devront pouvoir s'harmoniser avec ceux du contexte. Aux abords du Moulin-Musée une maçonnerie traditionnelle de pierre locale à joints beurrés ou enduite pourra être exigée.

D'une manière générale, des échantillons pourront être exigés à l'appui de la demande d'autorisation de bâtir.

• Interdictions

Les matériaux réfléchissants (verre collé...) ou très lisses (carrelages, granit poli...), les pierres non utilisées localement ou utilisées de manière exceptionnelle (comme le calcaire), la brique ou le parpaing laissés apparents (excepté certains parpaings destinés à rester apparents, à la condition que leur teinte de finition soit compatible avec le contexte), les bardages de tous types (autres que ceux en bois) sont interdits.

Les enduits présentant des finitions projetées, grésées, grattées ou écrasées ne sont pas admis.

Les placages de pierre sciée, quelles qu'en soit l'origine et le dessin, sont également interdits.

• Tolérances

Des matériaux de bardages autres que le bois pourront être utilisés pour les constructions à usage agricole ou artisanal, pour autant qu'il s'agisse de matériaux à texture mate, qu'ils soient d'une coloration sombre et que le projet considéré ne soit pas situé en co-visibilité avec les parties protégées du Moulin Richard de Bas.

3. TOITURES

Les toitures seront obligatoirement réalisées à faible pente sur 100% de l'emprise de la construction, à l'aide de tuile creuse de type traditionnel à onde forte en terre cuite de teinte rouge naturelle non vieillie ni patinée artificiellement. Toutefois, on pourra tolérer l'utilisation de la tuile mécanique à onde forte, pour autant que les dispositions envisagées n'amènent pas de débords irréguliers en pignon ni de pans de zinguerie irréguliers. Les fenêtres de toit sont interdites pour tout immeuble neuf.

Les constructions artisanales ou agricoles pourront déroger à ce principe, à condition que le projet considéré ne soit pas situé en co-visibilité avec les parties protégées du Moulin Richard de Bas. Elles devront présenter une pente de toiture faible, un matériau de couverture de texture mate (ni brillant ni réfléchissant) et d'une teinte brun-rouge peu saturée.

Des échantillons de matériaux pourront être exigés à l'appui de la demande d'autorisation.

4. OUVERTURES, MENUISERIES

• Constructions à usage d'habitation

La forme et la disposition des ouvertures devront privilégier un principe de verticalité. Des encadrements réguliers des baies seront exigés.

Les menuiseries et fermetures seront réalisés dans un matériau pouvant être peint
Les fermetures devront également pouvoir être peintes et devront être soit d'aspect traditionnel (volets, persiennes), soit intérieures.

• Autres constructions

Chaque projet fera l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP du Puy de Dôme.

5. LE "SECOND-ŒUVRE"

Pour toute construction neuve, il sera exigé sur la façade ouvrant sur le domaine public ou à défaut sur la limite de ce dernier, intégré à la clôture, l'aménagement d'une armoire fermée par un tapiot en bois ou métal destiné à être peint, ne formant pas saillie sur la façade, dans le but de dissimuler les divers coffrets de branchements aux réseaux, qui y seront regroupés.

On ne pourra disposer sur les façades d'un nouvel immeuble, ni canalisations extérieures d'eaux usées ou conduits de fumée ou de ventilation, ni dispositifs techniques formant saillie tels que coffrets techniques divers, systèmes de refroidissement (climatiseurs)... Ces dispositifs devront s'intégrer à l'architecture, sur des parties ou façades secondaires ou peu vues. Les éventuelles antennes et paraboles seront intégrées en toiture et obligatoirement fixées aux souches de cheminée.

6. LA MISE EN COULEURS

Tout projet de mise en couleur d'un nouvel immeuble devra faire l'objet d'une concertation préalable avec le SDAP.

C. LES DISPOSITIFS COMMERCIAUX

Bien que ceux-ci risquent d'être limités, ils peuvent faire irruption de manière incontrôlée, par exemple aux abords du Moulin, sur des parcelles privées.

1. GÉNÉRALITÉS

• Dossier

Il sera exigé un dossier de même type que pour une construction nouvelle, avec tous documents graphiques montrant les dispositifs commerciaux envisagés. Le projet précisera l'ensemble du dispositif commercial envisagé, enseignes comprises.

• Dispositifs de fermeture, stores et bannes mobiles

Les stores extérieurs, fixés à demeure sont interdits. Les éventuelles bannes mobiles seront d'une teinte unique.

2. LES MATÉRIAUX

• Limitation de leur nombre

Outre les produits verriers et les accessoires de quincaillerie, il seront limités à 2. Les ouvrages de menuiserie, s'ils sont apparents, devront pouvoir être peints.

• Interdictions

Les matériaux de teinte fluorescente, les matériaux réfléchissants, les carreaux de céramique, de grès ou de faïence, la brique brute, d'aspect flammé ou vernissé, sont interdits. Les menuiseries de plastique, ou de métal anodisé sont interdites (voir ci-dessus).

3. LES ENSEIGNES ET LA SIGNALÉTIQUE

• Limitation de leur nombre

Les enseignes des activités ou services implantés à l'intérieur du secteur ne pourront être constitués que par deux éléments distincts: une enseigne plaquée sur la façade, et une enseigne en potence disposée au-dessus du domaine public par l'intermédiaire d'un support de façade. Chaque installation n'aura droit qu'à une seule enseigne de chacun de ces types, avec les limitations découlant des règlements de voirie en vigueur. Elles ne pourront être éclairées que par l'intermédiaire d'un système de spots.

• Enseigne de façade

L'enseigne de façade sera obligatoirement entre le niveau supérieur de l'encadrement de la baie commerciale et les allèges des baies du premier niveau. Elle sera réalisée à l'aide de lettres séparées, de type classique, en bois ou métal, sans pouvoir occuper plus de 75% du linéaire de façade.

Elle pourra également être peinte directement sur la façade dans un cartouche respectant les dimensions découlant des règles précédentes. Les caissons lumineux ou diffusants, sont interdits. Le surlignage par tubes lumineux ou fluorescents est interdit.

• **Enseigne en potence**

L'enseigne en potence, compatible avec les règlements de voirie en vigueur, sera obligatoirement installée à l'une des extrémités de la façade, à un niveau compris entre le point supérieur de la baie de la devanture et le niveau des allèges des baies du premier étage, sans qu'elle puisse empêcher ou gêner le fonctionnement des dispositifs de fermeture des baies. Elle sera réalisée dans un matériau destiné à être peint, tel que métal ou bois.

La dimension de l'enseigne ne pourra dépasser 50 cm par 50 cm.

• **Exceptions**

Il pourra être dérogé à ces dispositions si l'implantation commerciale n'est pas située en co-visibilité avec le Moulin objet de la protection, ni située sur sa route d'accès.

D. AMÉNAGEMENT DES ESPACES LIBRES

1. ESPACES PUBLICS

• Principes généraux

Dans ce secteur, les espaces publics sont constitués par la voirie. Bien souvent, il s'agit d'anciens chemins ruraux à peine élargis.

Compte-tenu de la sensibilité d'un site topographiquement mouvementé, des faibles possibilités d'évolution, tout projet portant sur l'amélioration ou la modification des voiries aux abords du Moulin devrait faire l'objet d'un projet préalable concerté avec le SDAP, avec définition d'un volet paysager.

• Limitation des terrassements en cas de travaux

Afin de conserver le caractère agreste du site, il est nécessaire d'y limiter les terrassements (remblais-déblais). Si des talus étaient toutefois nécessaires le long de routes élargies, il sera demandé d'atténuer leur impact visuel, par construction de murets de soutènement en maçonnerie traditionnelle rejointoyée avec un enduit identique aux enduits à la chaux traditionnels.

• Matériaux

Si des ouvrages sont nécessaires à la stabilité ou à la maintenance de la voie, comme des caniveaux ou bordures, ces derniers seront réalisés avec des matériaux naturels.

- caniveaux : petits pavés naturels de granit gris.
- bordures : granit gris.
- aires piétonnes inaccessibles aux véhicules, de moyenne superficie : galets de rivière, pavés de granit.

• Aires de stationnement

Tout aménagement d'aire de stationnement devra faire l'objet d'un projet paysager mené en concertation avec le SDAP. Ce projet visera à atténuer l'impact visuel de l'ouvrage à réaliser, en jouant sur la topographie plutôt qu'en rapportant des plantations « cosmétiques ».

Les parties stationnées seront réalisées en sol stabilisé sablé. Les bandes de roulements pourront être réalisées soit en béton bitumineux (enrobé) soit en béton désactivé. Il sera prévu la plantation d'un arbre tige pour trois emplacements, le site de plantation pouvant être l'aire elle-même ou ses abords. Les plantations pourront être regroupées. Au delà du seuil de 30 emplacements, l'aire de stationnement devra être fragmentée en plusieurs unités.

• Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (cabines téléphoniques, vespasiennes...) s'ils ne peuvent être réalisés sur mesure, seront regroupés dans des structures dont la hauteur ne pourra excéder 3,5 mètres, bâties en maçonnerie de pierre ou en structure bois, couvertes de tuile creuse de teinte rouge naturelle, sur pente faible.

• Plantations

"Planter peu pour mieux planter"

Toute plantation réclame un suivi et des soins attentifs pendant plusieurs années. Un arbre est un être vivant, non un élément de mobilier... La taille des arbres ;

leur élagage, sont des opérations qui doivent rester exceptionnelles, très espacées dans le temps. Planter pour mutiler quelques années plus tard est une opération inutile et coûteuse : autant ne rien planter.

Il convient de distinguer les plantations d'alignement de bord de route, du traitement des délaissés éventuels. L'espace paraît peu propice à de la plantation d'alignement (qui ne doit pas compromettre le gabarit des voies, mais doit développer un certain volume). Il convient de s'en tenir aux essences les plus courantes du milieu rural : érables, chênes, voire châtaigniers ou marronniers mais surtout frênes (*fraxinus excelsior*). Les résineux sont à éviter.

Toute plantation devra être effectuée dans une fosse de dimension appropriée, proportionnée à l'âge du sujet, fosse qui devra être protégée contre les eaux de ruissellement et un tassement excessif. Elle sera aménagée de manière à permettre un arrosage en période estivale. De même un tuteurage devra être mis en place, de manière à protéger l'arbre des agressions extérieures, sans toutefois le blesser par des dispositifs fixés au tronc.

En ce qui concerne les « délaissés », tous les dispositifs à base de haies basses, buissons divers plantes tapissantes... (tous aménagements qui semblent parfois issus des rebuts des pépiniéristes...) ... sont à éviter. Ces terrains seront enherbés et si possible plantés d'arbres isolés. Les résineux sont à éviter.

2. ESPACES PRIVATIFS

• Plantations

Il est demandé de ne pas introduire des essences susceptibles de modifier le caractère rural des lieux, c'est à dire un aspect gazonné avec des plantations de feuillus en limite de parcelle, ou en spécimens isolés.

Certaines essences « pavillonnaires » comme les fruitiers à fleurs (dont le sinistre *prunus pissardi* à la couleur cadavérique...) sont strictement déconseillées. De même, l'abus des résineux, que ce soit comme arbre ornemental ou comme essence de reboisement, amène à déconseiller d'en planter.

On plantera utilement des fruitiers classiques si l'espace est restreint, des feuillus si l'espace le permet (frênes, tilleuls, marronniers...).

• Haies

En cas de plantations de haies, utilisées comme clôture ou non, celles ci verront leur hauteur limitée à 1, 80 mètres et devront être réalisées soit à 100% d'essences feuillues (charme ou hêtre, dont les feuilles marcescentes maintiennent un masque visuel en hiver) soit d'un mélange entre persistants et feuillus.

Les haies de thuyas sont interdites.

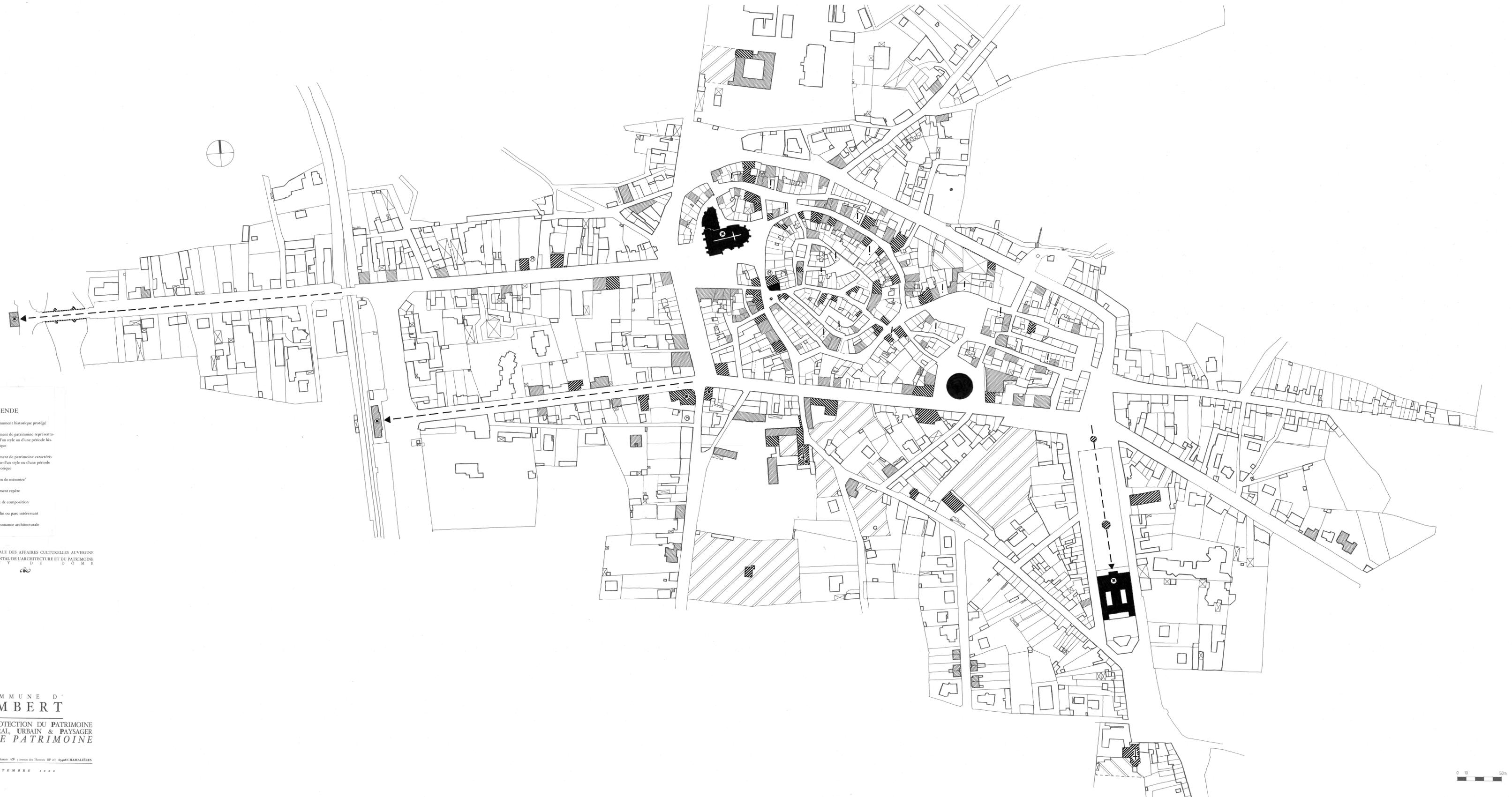
E. TRAVAUX DIVERS

INFRASTRUCTURES TECHNIQUES

La création de nouveaux réseaux aériens ou d'antennes de télécommunication ne sera possible qu'en l'absence totale de covisibilité avec les bâtiments du Moulin Richard de Bas.

Les éventuels locaux techniques nécessaires aux réseaux d'alimentation en énergie télédistribution ou télécommunication seront réalisés en maçonnerie traditionnelle de pierre locale montée en assises régulières, et rejointoyée à l'aide d'un mortier analogue aux mortiers de chaux traditionnel. Ils seront couverts en tuile creuse de teinte rouge terre cuite naturelle, ni vieillie ni patinée, sur pente faible (tous types de tuile mécanique, y compris à onde, étant exclus). Les ouvertures éventuelles en seront détourées à l'aide d'un encadrement régulier enduit. Les fermetures seront réalisées en bois destiné à être peint ou en métal présentant une finition lisse, également destiné être peint.

Leur hauteur absolue sera limitée à 3,50 mètres.



LÉGENDE

- Monument historique protégé
- ▨ Éléments de patrimoine représentatif d'un style ou d'une période historique
- ▩ Éléments de patrimoine caractéristique d'un style ou d'une période historique
- Ⓜ "Lieu de mémoire"
- Ⓢ Éléments repère
- Axe de composition
- ▨ Jardin ou parc intéressant
- ! Dissonance architecturale

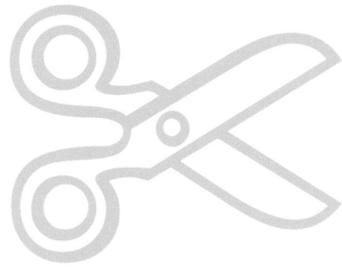
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES AUVERGNE
 SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
 D. U. P. E. D. O. M. E.

COMMUNE D'
AMBERT

ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE
 ARCHITECTURAL, URBAIN & PAYSAGER
PLAN DE PATRIMOINE

André DAVID Architecte DPLG Orléans ☎ 1 avenue des Thermes BP 101 45048 CHAMALLÈRES
 SEPTEMBRE 2004





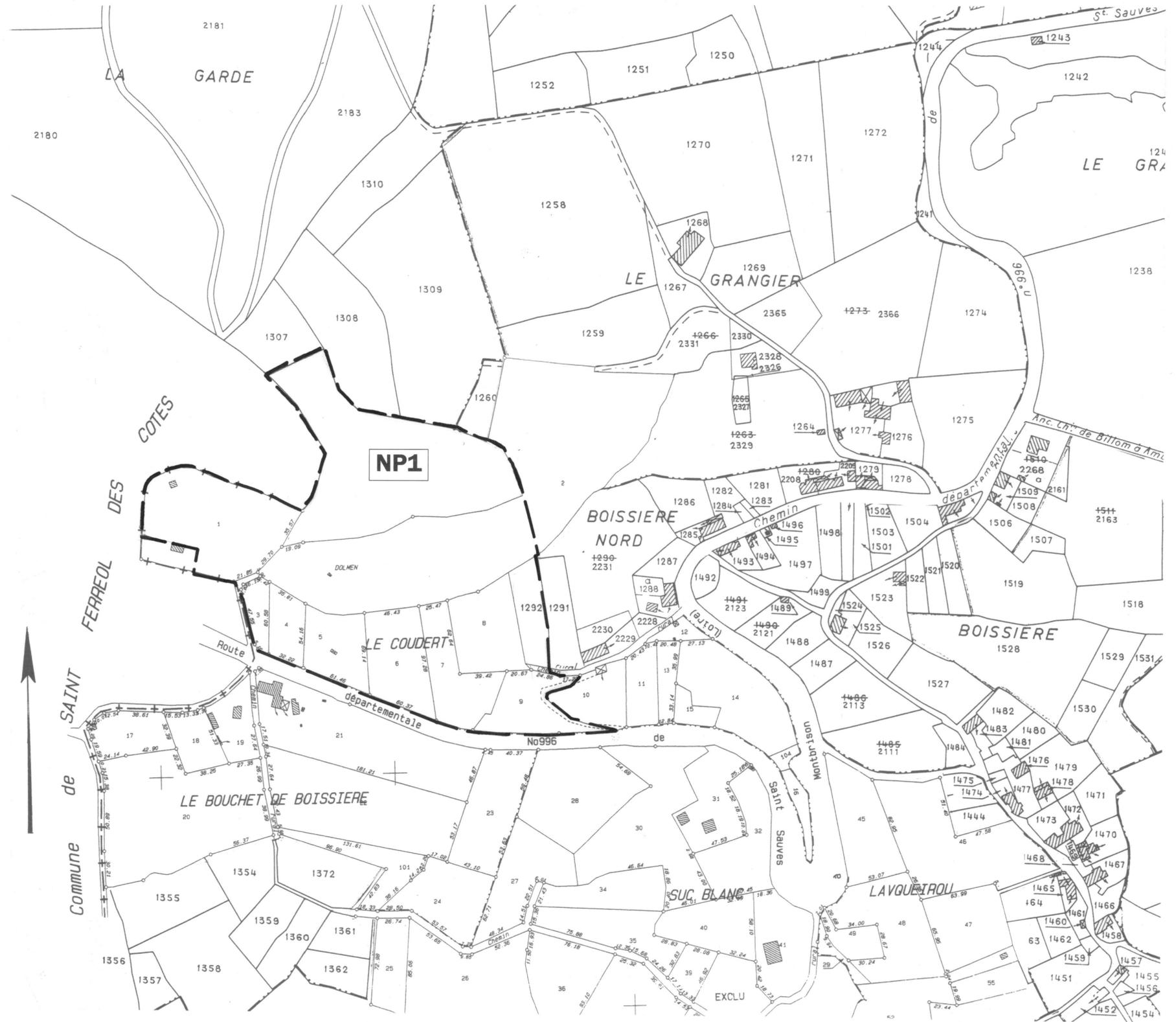
COMMUNE D' AMBERT

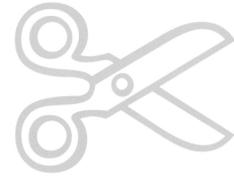
ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE
ARCHITECTURAL, URBAIN & PAYSAGER

PLAN n°2 (BOISSEYRE)

André DAVID Architecte DPLG Urbaniste 5 avenue des Thermes BP 167 63408 CHAMALIERES

AVRIL 2001





COMMUNE D'
A M B E R T

ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE
ARCHITECTURAL, URBAIN & PAYSAGER

PLAN n°1 (CENTRE URBAIN)

André DAVID Architecte DPLG Urbanité 5 avenue des Thermes BP 167 63408 CHAMALIERES

AVRIL 2001

Modification : novembre 2001



L É G E N D E

 Plantations, parcs arborés
ou jardins à protéger.

ANNEXE 3 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE AS1



ARRÊTÉ

AUTORISANT

la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine

**AGENCE REGIONALE DE SANTE
D'Auvergne-Rhône-Alpes
DELEGATION DEPARTEMENTALE
DU PUY-DE-DÔME**

**DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE
la dérivation des eaux souterraines,
L'instauration des périmètres de protection des points d'eau et
les travaux correspondants**

Commune d'AMBERT

La Préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212-2 ;

VU les articles L.1321-1 à L.1321-10, R 1321-1 à R 1321-63 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles L 211-1, L 214-1 à L 214-11, L 215-13, R 214-1 à R 214-60 du Code de l'Environnement ;

VU les articles L 11-1 à L 11-9, L13-2 à L13-12 et R 11-1 à R 11-31 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU les articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3 du Code de l'Urbanisme relatif aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

VU le décret n° 55-22 du 04 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application modifié n° 55-350 du 14 octobre 1955 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié (modifié par l'arrêté du 7 août 2006) ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié (modifié par l'arrêté du 7 août 2006) ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié par l'arrêté du 09 décembre 2015, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU la délibération en date du 30/09/2008, par laquelle le conseil municipal de la commune d'Ambert se prononce sur l'engagement de la procédure préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux périmètres de protection de ses captages conduisant à demander l'ouverture d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique, et parcellaire ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête publique, à laquelle il a été procédé du 11 janvier 2016 au 9 février 2016 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête n°15-01662 en date du 30 novembre 2015 ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 23 juillet 2004 (captages de La Rodarie et du Chomet 1-4) ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 25 octobre 2004 (captages Pirou, Sous Les Brantoux, Cheix de Vacivières, Bunangues et Combe haute n°3) ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 31 mars 2011 (captage Combe haute n°1) ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 24 janvier 2008 (prises d'eaux superficielles de La Rodarie et du Chomet), modifié le 16 avril 2008

VU les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du CODERST du Puy-de-Dôme en séance du 14 octobre 2016 ;

CONSIDERANT que la ressource exploitée est nécessaire pour assurer l'alimentation de la commune d'AMBERT ,

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de captages d'eaux destinées à la consommation est impérative ;

CONSIDERANT que l'eau de toutes les ressources de la commune d'AMBERT n'est pas conforme aux limites et références de qualité, notamment qu'elle est agressive et nécessite des traitements de potabilisation ;

VU le décret du Président de la République pris en conseil des ministres le 17 décembre 2015 nommant Madame Véronique Wallon directrice générale de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône- Alpes

VU la proposition de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône- Alpes,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Puy de Dôme,

ARRÊTE

AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

ARTICLE 1 – Autorisation de production et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique notamment l'article L 1321-7, la commune d'AMBERT est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel à partir des points de prélèvement mentionnés à l'article 3 pour la production et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

ARTICLE 2 – Autorisation de traitement de l'eau en vue de sa distribution pour la consommation humaine

Conformément à l'article R 1321-8 du Code de la Santé Publique, la commune d'AMBERT est autorisée à effectuer, avant distribution pour la consommation humaine, des traitements de correction de l'agressivité et de désinfection des eaux issues des captages visés par le présent arrêté (*sous réserve que les produits, procédés et matériaux utilisés soient autorisés par le Code de la Santé Publique pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine*).

AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 3 – Régime de prélèvement au titre du Code de l'Environnement

Les débits de prélèvement de tous les points d'eau sont soumis à déclaration, au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement (rubrique 1.1.1.0 de l'article R214.1 du code de l'Environnement).

Les débits de prélèvement sur les points d'eau souterraine qui sont compris entre 10 000 et 200 000 m³/an, sont soumis à déclaration au titre des articles L.214.1 à 214.6 du Code de l'Environnement (rubrique 1.1.2.0 de l'article R 214.1 du Code de l'Environnement).

Les débits de prélèvement effectués dans les ruisseaux des Chomet et de la Rodarie sont soumis à autorisation au titre de la rubrique 1.2.1.0 de l'article R 214.1 du Code de l'Environnement (*les prélèvements sont supérieurs à 5% du QMNAS de chaque ruisseau*).

Les débits réservés à maintenir dans les cours d'eau sont de 6.5 l/s dans le ruisseau de Chomet et de 4.4 l/s dans le ruisseau de La Rodarie. Si les débits de ces cours d'eau devaient être inférieurs à ces valeurs, le prélèvement par la commune d'Ambert devrait être suspendu.

L'arrêté du 11 septembre 2003, portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, et, l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié (modifié par l'arrêté du 7 août 2006), devront être respectés.

Les débits de prélèvements ne pourront excéder les limites fixées dans les tableaux suivants :

Eaux de surface :

Nom		Code Sise eaux	Code BRGM	Coordonnées Lambert II étendu	Commune d'implantation de l'ouvrage de captage	Cadastre (PPI et regard)		Prélèvement maximal autorisé	Débit réservé	QMNAS
						section	parcelle			
Du point d'eau	du captage									
Prise d'eau superficielle du CHOMET	ESU LE CHOMET	000007	07197X0009	X= 715 950 Y=2 064 260 Z=1015	AMBERT	D	1174	10.6	6.5	12
					VALCIVIERES	D	1754, 1755			
Prise d'eau superficielle de la RODARIE	ESU LA RODARIE	000010	07197X0012	X= 714 830 Y=2 062 860 Z=945	AMBERT	F	132, 479, 480,1415	6.4	4.4	7

Eaux souterraines :

Nom		Code Sise eaux	Code BRGM	Coordonnées Lambert II étendu	Commune d'implantation de l'ouvrage de captage	Cadastré (PPI et regard)		Prélèvement maximal autorisé m ³ /an	Débit maximum m ³ /h
Du point d'eau	du captage					section	parcelle		
Pirou	Pirou 1	000012	07197X0013	X= 713 136 Y= 2 066 003 Z=898	AMBERT	D	268, 269	1500	0.7
	Pirou 2	000013	07197X0014	X= 713 192 Y= 2 065 958 Z=900		D	274, 275	3000	1.1
	Pirou 3	000014	07197X0015	X= 713 460 Y= 2 065 900 Z=890		D	186	2000	0.9
	Pirou 4	000015	07197X0016	X= 713 530 Y= 2 065 770 Z=903		D	1076	6500	2.4
	Pirou 5	000016	07197X0017	X= 713 510 Y= 2 065 710 Z=910		D	1074		
	Pirou 6	004253	07197X0039	X= 713 580 Y= 2 065 750 Z=908		D	1074, 1075	4000	1.6
	Pirou 7	004254	07197X0040	X= 713 869 Y= 2 065 264 Z=965		D	1025, 1028	10 500	4.2
	Pirou 8	004255	07197X0041	X= 713 902 Y= 2 065 218 Z=968		D	1025		
Sous les Brantoux	Sous les Brantoux	004251	07197X0045	X= 713 570 Y= 2 065 060 Z=969	AMBERT	D	1019, 1021	17 000	6.5
Chomet (Baratte)	Chomet 1	000008	07197X0010	X=715 832 Y=2 063 724 Z=1160	AMBERT	F	3	17 000	6.7
	Chomet 2	000009	07197X0011	X= 716 230 Y= 2 063 750 Z=1095		D	1200	5000	2
	Chomet 3	004256	07197X0042	X= 716 080 Y= 2 063 854		D	1194, 1631, 1704, 1705	31 000	11.9
	Chomet 4	004257	07197X0043	X= 715 803 Y= 2 064 335		AMBERT VALCIVIERES	D D	1170 1760	13 000
Cheix de Valcivières	Cheix de Valcivières	000018	07197X0018	X=714 430 Y=2 064 870 Z=1025	AMBERT	D	760	18 000	6.9
Bunangués (Allebanas)	Bunangués (Allebanas)	000019	07197X0019	X= 714 920 Y= 2 064 360 Z=1120	AMBERT	D	1106	7000	2.7
La Rodarie	La Rodarie	002349	07197X0020	X= 714 772 Y= 2 062 774 Z=975	AMBERT	F	165, 484	11 000	4.3
La Combe	La Combe 3	000006	07197X0008	X= 713 520 Y= 2 061 800 Z= 805	AMBERT	YB	35, 41, 42	31 000	12
La Combe	La Combe 1	000004	07197X0006	X=713 650 Y=2 061 870 Z= 805	AMBERT	F YB	1494, 1499, 1512, CH4 44, CH4 et 141 (réservoir)	3000	1.1

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 4 – Déclaration d'utilité publique

En application de l'article L 215-13 du Code de l'Environnement et de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux à entreprendre par la collectivité en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir des points de prélèvement mentionnés à l'article 3,
- l'instauration des périmètres de protection de ces points de prélèvement.

ARTICLE 5 – Périmètres de protection des points de prélèvement

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des points de prélèvement. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires, joints en annexe du présent arrêté.

Dans le cas où le périmètre de protection immédiate se trouve sur une ou des parcelles enclavées, la collectivité devra prendre toutes dispositions en vue de créer un accès aux ouvrages, y compris au trop-plein/vidange, soit par acquisition (par voie amiable ou par voie d'expropriation), soit par création de servitudes de passage.

5.1 - Périmètres de protection immédiate (PPI)

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection immédiate figure au tableau ci-dessous.

Les chemins sont à intégrer dans la portion de leur traversée des périmètres.

Nom		Code Sise eaux	Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection immédiate		
du point d'eau	du captage			Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Prise d'eau superficielle de la RODARIE	ESU LA RODARIE	000010	07197X0012	AMBERT	F	1415 en totalité 132 en partie 479 en partie 480 en partie
Prise d'eau superficielle du CHOMET	ESU LE CHOMET	000007	07197X0009	VALCIVIERES	D	1754 en partie 1755 en partie
				AMBERT	D	1174 en partie
Pirou	Pirou 1	000012	07197X0013	AMBERT	D	268 en partie 269 en partie
	Pirou 2	000013	07197X0014	AMBERT	D	274 en partie 275 en partie
	Pirou 3	000014	07197X0015	AMBERT	D	186 en partie
	Pirou 4	000015	07197X0016	AMBERT	D	1076 en partie
	Pirou 5	000016	07197X0017	AMBERT	D	1074 en partie
	Pirou 6	004253	07197X0039	AMBERT	D	1074 en partie 1075 en partie
	Pirou 7	004254	07197X0040	AMBERT	D	1025 en partie 1028 en partie
	Pirou 8	004255	07197X0041	AMBERT	D	1025 en partie
Sous les Brantoux	Sous les Brantoux	004251	07197X0045	AMBERT	D	1019 en partie 1021 en totalité
Chomet (Baratte)	Chomet 1	000008	07197X0010	AMBERT	F	3 en partie
	Chomet 2	000009	07197X0011	AMBERT	D	1200 en partie
	Chomet 3	004256	07197X0042	AMBERT	D	1194 en partie, 1631 en totalité, 1704 en totalité, 1705 en totalité,
	Chomet 4 et 5	004257	07197X0043	AMBERT	D	1170 en partie,
VALCIVIERES				D	1760 en partie,	
Cheix de Valcivières	Cheix de Valcivières	000018	07197X0018	AMBERT	D	760 en partie,
Bunangues (Allebanas)	Bunangues (Allebanas)	000019	07197X0019	AMBERT	D	1106 en partie,
La Rodarie	La Rodarie	02349	07197X0020	AMBERT	F	165 en partie, 484 en partie,
La Combe	La Combe 3	000006	07197X0008	AMBERT	YB	35 en partie, 41 en partie, 42 en partie,
La Combe	La Combe 1	000004	07197X0006	AMBERT	YB	44 en partie, CH4
					F	1494 en partie, 1499 en partie, 1512 en partie

L'aire des périmètres de protection immédiate est définie conformément aux annexes I et II.

I - Prescriptions générales dans le périmètre de protection immédiate (PPI) :

Les emprises des parcelles doivent être acquises en pleine propriété par la collectivité dans les plus brefs délais (*sauf cas particulier prévu à l'article L 1321-2 du CSP*).

A défaut d'accord amiable, la collectivité est autorisée, après obtention de l'arrêté de cessibilité, à acquérir par voie d'expropriation, dans un délai de 5 ans, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate, doit être clos de façon à en interdire l'accès, tant aux animaux qu'aux personnes non autorisées. L'herméticité des enceintes sera régulièrement vérifiée et rétablie si besoin sans délai.

L'emprise du périmètre de protection immédiate sera régulièrement entretenue mécaniquement et non chimiquement; la couverture végétale doit être constituée de prairie naturelle uniquement. En l'absence de ce tapis naturel, l'ensemencement sera permis pour sa mise en place ou sa restauration.

L'apport ou l'utilisation d'engrais ou de produits phytosanitaires est interdit. Les travaux de gestion du sol devront être réalisés avec le minimum de risques pour les captages. Les arbres seront abattus sans dessouchage. **Cependant cette pratique est autorisée à l'occasion de travaux de reprise des drains.** Les produits de défrichage et/ou de coupe seront évacués sans délai en dehors des périmètres de protection. **Les feux sont interdits.**

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate sont interdits :

- Toute activité, toute circulation, toute construction, tous travaux, tout aménagement et occupation des lieux qui ne sont pas directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages et du périmètre de protection immédiate, ou par la protection de la ressource en eau.
- Tout épandage, tout stockage et tout dépôt même temporaire sauf les quantités nécessaires au fonctionnement du traitement de l'eau.
- Tout nouvel ouvrage de prélèvement, sauf autorisation préfectorale préalable.
- Le stationnement, le ravitaillement et/ou l'entretien de véhicules et matériels motorisés.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter une pollution de la ressource captée, par stagnation, infiltration ou ruissellement des eaux de surface.

Toute opération devra être réalisée dans les règles de l'art, avec le minimum de risques pour le captage. Les engins qui interviennent dans ce périmètre devront être en bon état d'entretien et les entrepreneurs devront être informés des prescriptions particulières qui se rapportent à la zone des périmètres de protection pour prendre les dispositions nécessaires au respect des prescriptions notifiées dans ce présent arrêté. Tout intervenant dans cette zone devra être prévenu des mesures à prendre lors d'incident pour éviter toute pollution de l'eau (obligation de prendre les mesures nécessaires pour enrayer l'origine du problème, de confiner l'épandage, d'avertir la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou les services de la Mairie, du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes et de faire enlever et nettoyer les zones souillées).

En outre, les travaux devront être réalisés pendant les périodes où le sol est sec.

L'accès aux périmètres de protection immédiate, aux regards et sortie trop-plein en vue de leur entretien, se fait par création de servitudes d'accès à travers les parcelles de la commune cadastrées suivantes :

- "Cheix de Valcivières" : 961, section D de la commune d'Ambert
- "Pirou 1" : 268, section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 2" : 274 section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 3" : 186 section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 4" : 281, 1077,1078 section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 5" : 1074, 1075, 1076 section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 6" : 1075 section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 7" : 1028 section D de la commune d'Ambert
- " Pirou 8" : 1025 section D de la commune d'Ambert.
- " Combe haute 1C" : 141a section YB, 1511 et 1512 section F de la commune d'Ambert.
- " Chomet 2" : 1200 section D de la commune d'Ambert
- " Chomet 1" 3, section F de la commune d'Ambert
- " Rodarie" : 484, section F de la commune d'Ambert.

- " Prise d'eau de La Rodarie" : 130 et 1414, section F de la commune d'Ambert.

Les servitudes de passage pourront être modifiées après accord amiable entre la collectivité et les propriétaires (sous réserve de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral).

II - Prescriptions spécifiques :

Toutes mesures seront prises pour éviter le colmatage de la grille de réception des eaux par des feuillages morts et des branches mortes (eaux superficielles).

Toutes mesures seront prises pour empêcher la circulation au niveau de la piste qui mène de la route RD67 à la prise d'eau de La Rodarie et au niveau des bassins de décantation pour la prise d'eau du Chomet. (Panneau d'interdiction notamment limitant la possibilité de circuler aux ayants droits, dans des conditions qui ne sont pas susceptibles de détériorer l'environnement du ruisseau).

Les travaux nécessaires seront réalisés pour protéger les ouvrages Pirou 3 et 4 des écoulements superficiels (par exemple : drainage de Pirou 5, détournement et/ou canalisation du ruisseau au droit des captages Pirou 3 et 4, détournement des eaux du chemin rural pour les amener au niveau du ruisseau à l'aval de Pirou 3...). Le ruisseau sera canalisé dans sa traversée du PPI de Pirou 4.

Des mesures seront prises en amont des captages afin d'en dévier les eaux de ruissellement ou superficielles (Sous les Brantoux, le long de la route D106 ; Bunangues, le long du chemin rural ; Combe Haute 3). Il conviendra de prendre toutes dispositions visant à ce que les eaux de ruissellement puissent s'évacuer sans stagnation, dans le respect des prescriptions générales.

Concernant Bunangues, le fossé, équipant le chemin à l'aval du site de captage, fera l'objet de mesures visant à ce que l'eau puisse s'évacuer facilement du fossé sans stagner et/ou s'infiltrer au droit du captage (par exemple, mesures visant à réduire l'impluvium du fossé, si nécessité imperméabilisation du fossé au droit du captage, ...).

Pour le captage de La Rodarie, une interdiction de stationner sur la portion du chemin jouxtant le périmètre de protection immédiate sera instaurée (avec implantation de panneaux de signalisation) et des mesures seront prises afin de dévier les eaux de ruissellement à l'aval du périmètre rapproché. La portion de chemin incluse dans le périmètre de protection immédiate sera condamnée et si besoin déplacée.

Pour le captage de Chomet 1, une interdiction de stationner sur la portion de piste forestière jouxtant le périmètre de protection immédiate sera instaurée (avec implantation de panneaux de signalisation) et des mesures seront prises afin de dévier les eaux de ruissellement à l'aval du périmètre rapproché.

Pour le captage de Chomet 2, une interdiction de stationner sur la portion de chemin rural (situé à 100 mètre en amont de l'ouvrage) au droit du périmètre de protection immédiate sera instaurée (avec implantation de panneaux de signalisation).

Le périmètre de protection immédiate du captage Chomet 3 sera nettoyé (notamment, enlèvement des bois morts). Une interdiction de stationner sur la portion de chemin rural bordant le périmètre de protection immédiate du captage Chomet 3 sera instaurée (avec implantation de panneaux de signalisation).

Des mesures seront prises visant à ce que le dispositif d'assainissement de l'habitation en amont du captage ne constitue pas une source de pollution pour les eaux captées (Combe 3). Des travaux de drainage superficiel donneront aux écoulements divagants, affectant l'environnement de l'ouvrage de La Combe 3, un lit qui évitera le captage.

Le lien entre les différents ouvrages liés au captage de Chomet 4 devra être identifié sans ambiguïté. Selon les besoins, tous les ouvrages conservés seront remis en état, selon les règles de l'art. Des panneaux d'interdiction de circulation des véhicules à moteur sur le chemin jouxtant le périmètre de protection immédiate du captage Chomet 4 (sauf pour les ayant-droits tels que exploitants forestiers, services des eaux, services de secours...) seront mis en place et des mesures seront prises afin de dévier les eaux de ruissellement à l'aval du périmètre rapproché. La cabane située en amont des ouvrages le long du chemin sera détruite.

Le périmètre de protection immédiate de Combe Haute 3 sera bordé à l'amont par un fossé recueillant les eaux superficielles et les obligeant à contourner le périmètre de protection immédiate par l'ouest. Si cela n'est pas possible, elles traverseront le périmètre de protection immédiate en canalisation.

5.2 - Périmètres de protection rapprochée (PPR)

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée figure au tableau ci-dessous.

Les chemins notés « CH » sont à intégrer dans la portion de leur traversée des périmètres.

5.2.1 Eaux superficielles de La Rodarie et du Chomet

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée figure dans les tableaux ci-dessous, pour les eaux superficielles du Chomet et de la Rodarie :

Périmètre A :

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Prise d'eau superficielle de la RODARIE	ESU LA RODARIE		AMBERT	F	132 en partie 133 en partie 134 en partie 135 en partie 136 en partie 139 en partie 140 en totalité 141 en partie 142 en partie 143 en partie 144 en partie 145 en partie 1382 en partie 146 en totalité 147 en totalité 101 en partie 166 en partie 165 en partie 164 en totalité 162 en partie 159 en partie 158 en partie 157 en partie 152 en partie 151 en partie 150 en partie 149 en partie 148 en partie 1362 en partie 1490 en partie 1489 en partie 1488 en partie 43 en partie 1463 en partie 44 en partie 45 en partie 46 en partie 483 en totalité 482 en totalité 481 en partie 480 en partie 479 en partie 1393 en partie CH7 en partie

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Prise d'eau superficielle du CHOMET	ESU LE CHOMET		VALCIVIERES	D	1724 en totalité 1723 en totalité 1722 en totalité 1721 en totalité 1720 en totalité 1719 en totalité 1718 en totalité 1754 en partie 1753 en partie 1681 en partie 1717 en partie 1716 en partie 1714 en partie 1715 en partie 1693 en partie 1692 en partie 1691 en partie 1686 en partie 1685 en partie 1684 en partie 1683, en partie 1682 en partie 1671, en partie 2035 en totalité 1694 en partie
			AMBERT	D	1184 en totalité, 1185 en totalité, 1186 en totalité, 1187 en totalité, 1188 en totalité, 1205 en totalité, 1206 en totalité, 1174 en partie, 1182 en partie, 1183 en partie, 1189 en partie, 1201 en partie, CH1 en partie
				F	1360, en partie,

Périmètre B :

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Prise d'eau superficielle de la RODARIE	ESU LA RODARIE		AMBERT	F	133 en partie 134 en partie 135 en partie 136 en partie 139 en partie 141 en partie 142 en partie 143 en partie 144 en partie 145 en partie 1382 en partie 101 en partie 166 en partie 165 en partie 163 en totalité 162 en partie 161 en totalité 160 en totalité 159 en partie 158 en partie 157 en partie 156 en totalité 155 en totalité 154 en totalité 153 en totalité 152 en partie 151 en partie 150 en partie 149 en partie 148 en partie 138 en totalité 137 en totalité 105 en totalité 106 en partie 104 en totalité 103 en totalité 102 en totalité CH 7 en partie 1362 en partie 1490 en partie 1489 en partie 1488 en partie 43 en partie 1463 en partie 44 en partie 45 en partie 46 en partie 484 en partie 481 en partie 480 en partie 479 en partie 1393 en partie

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Prise d'eau superficielle du CHOMET	ESU LE CHOMET		VALCIVIERES	D	1754 en partie 1753 en partie 1681 en partie 1717 en partie 1716 en partie 1714 en partie 1715 en partie 1694 en partie 1693 en partie 1692 en partie 1691 en partie 1686 en partie 1685 en partie 1684 en partie 1683 en partie 1682 en partie 1671 en partie 1725 en totalité 1752 en partie 1726 en partie 1712 en partie 1713 en totalité 1711 en partie 1705 en partie 1706 en partie 1695 en partie 1690 en partie 1689 en partie 1755 en partie 1687 en partie
			AMBERT	D	1175 en partie 1174 en partie 1176 en partie 1182 en partie 1183 en partie 1192 en totalité 1191 en totalité 1193 en partie 1194 en partie 1631 en partie 1197 en partie 1198 en partie 1199 en partie 1190 en totalité 1189 en partie 1201 en partie 1200 en partie 1202 en totalité 1203 en totalité 1204 en totalité CH1 en partie
				F	1 en partie 1360 en partie

5.2.2 Eaux d'origine souterraine

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée figure au tableau ci-dessous, pour les captages d'eau d'origine souterraine :

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Pirou	Pirou 1		AMBERT	D	268 en partie 269 en partie 270 en totalité 283 en partie
	Pirou 2		AMBERT	D	272 en totalité 273 en totalité 274 en partie, 275 en partie 276 en totalité 283 en partie
	Pirou 3		AMBERT	D	186 en partie 187 en partie 281 en partie 604 en totalité 605 en totalité 606 en totalité 607 en totalité 608 en totalité 609 en totalité 610 en totalité 611 en totalité 1070 en totalité 1074 en partie 1075 en partie 1076 en partie 1077 en totalité 1078 en totalité 1760 en totalité 1851 en totalité 1852 en totalité 1853 en totalité 1854 en totalité CH10 en partie
	Pirou 4		AMBERT	D	282 en partie 296 en partie 1063 en totalité 1064 en partie 1065 en totalité 1066 en totalité 1067 en totalité 1071 en totalité 1074 en partie 1075 en partie 1076 en partie 1642 en totalité 1692 en totalité 1759 en totalité 1761 en totalité CH 9 en partie

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Pirou	Pirou 5		AMBERT	D	1056 en totalité 1057 en totalité 1058 en totalité 1059 en totalité CH10 en partie 1063 en totalité 1759 en totalité 1064 en partie 1067 en totalité 1065 en totalité 1066 en totalité 1642 en totalité 1071 en totalité 1074 en partie 1692 en totalité 1761 en totalité
	Pirou 6		AMBERT	D	608 en totalité 615 en totalité 609 en totalité 611 en totalité 1061 en totalité 610 en totalité 612 en partie 614 en totalité 1051 en totalité 1052 en totalité 1053 en totalité CH10 en partie 1060 en totalité 1062 en totalité 1064 en partie 1068 en totalité 1069 en totalité 1070 en totalité 1074 en partie 1075 en partie 1760 en totalité 1851 en totalité 1854 en totalité 1852 en totalité 1853 en totalité
	Pirou 7 Pirou 8		AMBERT	D	752 en partie 962 en partie 959 en partie 964 en totalité 965 en totalité 1025 en partie 1028 en partie 1029 en partie CH9 en partie CH8 en partie
Sous les Brantoux	Sous les Brantoux		AMBERT	D	959 en partie 966 en totalité 969 en totalité 970 en totalité 1022 en totalité 971 en totalité 972 en totalité 973 en totalité 974 en totalité 1019 en partie 1020 en totalité CH2 en partie CH3 en partie
Chomet (Baratte)	Chomet 1		AMBERT	F	3 en partie
	Chomet 2		AMBERT	D	1200 en partie 1201 en partie CH1 en partie
		F		3 en partie	

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
Chomet (Baratte)	Chomet 3		AMBERT	D	1194 en partie 1195 en totalité 1197 en totalité CH1 en partie
				F	2 en totalité 3 en partie
	Chomet 4 et 5		AMBERT	D	1166 en totalité 1167 en partie 1170 en partie 1171 en totalité 1172 en partie 1178 en partie CH1 en partie
				F	3 en partie
	VALCIVIERES	D	1760 en partie		
Cheix de Valcivières	Cheix de Valcivières		AMBERT	D	758 en partie 1695 en partie 759 en partie 874 en partie 1696 en partie 760 en partie 892 en partie 895 en totalité 896 en totalité 898 en totalité 897 en totalité 1681 en totalité 959 en partie 960 en partie 1106 en partie 961 en totalité 962 en partie CH6a en partie CH6b en partie
Bunangues (Allebanas)	Bunangues (Allebanas)		AMBERT	D	1106 en partie 1115 en partie
				F	50 en partie
La Rodarie	La Rodarie		AMBERT	F	165 en partie 484 en partie 559 en partie CH5 en partie
La Combe	La Combe 1		AMBERT	F	1006 en totalité 996 en totalité 997 en totalité 998 en totalité 1004 en totalité 1012 en totalité 1016 en totalité 1018 en totalité 1000 en partie 1512 en partie 1002 en partie 1003 en totalité 1005 en totalité 1013 en totalité 1007 en totalité 1008 en totalité 1011 en totalité 1009 en totalité 1010 en totalité 1036 en partie 1014 en totalité 1015 en totalité 1499 en partie 1181 en totalité 1182 en totalité 1494 en partie 1511 en partie CH4 en partie

Nom		Code BRGM	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du point d'eau	du captage		Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
La Combe	La Combe 1		AMBERT	YB	44 en partie 66 en partie 141 en partie CH4 en partie
La combe	La Combe 3		AMBERT	F	996 en totalité 997 en partie 1006 en totalité 1007 en totalité 1008 en totalité 1009 en totalité 1010 en partie 1179 en totalité 1181 en totalité 1182 en totalité 1511 en totalité 1512 en totalité, CH4 en partie
				YB	44 en totalité 56 en partie, 141 en totalité 140 en totalité 35 en partie 36 en totalité 41 en partie 42 en partie 61 en partie 66 en partie 134 en totalité

L'aire des périmètres de protection rapprochée est définie conformément aux annexes I et II.

Prescriptions générales dans le périmètre de protection rapprochée (PPR) :

1) Eaux superficielles

Dans ces périmètres de protection rapprochée est interdit tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux notamment :

- l'établissement de toute construction nouvelle (aérienne ou souterraine) même provisoire quelle que soit sa destination, hormis les constructions liées à l'adduction d'eau publique ou les travaux de rénovation de l'existant qui restent soumis à l'avis de l'autorité sanitaire,
- l'installation de tombes, la création de cimetières, l'enfouissement de cadavres d'animaux,
- tout aménagement entraînant la concentration d'animaux même provisoire (abri, hébergement pour animaux, parc de contention, stabulation, enclos à gibier...)
- l'installation de canalisations et la création de réservoirs [sauf les abreuvoirs, dans les conditions précisées ci-après (1)], autres que pour l'usage de l'eau potable ou nécessaires à la protection, la surveillance, l'exploitation de la ressource en eau,
- le forage et/ou le captage de sources, hormis celui destiné à l'alimentation en eau potable d'une collectivité ou celui destiné à une étude spécifique qui fera l'objet néanmoins d'un avis préalable de l'autorité sanitaire,
- la pratique des opérations de vidange et d'entretien des véhicules,
- la manipulation d'huiles et de tout hydrocarbure liquide ou gazeux, hormis le ravitaillement du matériel nécessaire à l'exploitation des parcelles (tronçonneuses, scies...) et le remplissage des cuves à fioul existantes,
- le dépôt, le stockage même temporaire d'huiles et d'hydrocarbures liquides ou gazeux hormis le volume stocké dans les cuves à fioul existantes ou le volume nécessaire à une journée de travail maximum, dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel (obligation d'un dispositif de rétention, stock de matières absorbantes par exemple...). Le cas échéant les cuves à fioul seront mises en conformité.
- le dépôt, le stockage même temporaire et la manipulation de tout autre produit chimique, de produits phytosanitaires, d'eaux usées, de produits de traitement des routes et de tout produit

susceptible d'altérer la qualité de l'eau, hormis dans des locaux soumis à réglementation ou dans les habitations existantes (quantités domestiques dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel).

- le dépôt et stockage de tous matériaux ou produits non inertes (les inertes sont la terre, les pierres), comme les engrais chimiques ou organiques (fumier...), les matières fermentescibles (produits d'ensilage...), les ordures ménagères ou assimilés, les immondices, les déchets industriels, les matières radioactives, les détritiques ou autres, hormis dans des locaux soumis à réglementation ou dans les habitations existantes (quantités domestiques dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel).
- la destruction des nuisibles par voie chimique,
- l'utilisation et/ou l'épandage de produits phytosanitaires et apparentés (sauf solutions d'urée pour traitement ponctuel antifongique et localisé en milieu forestier),
- l'utilisation de mâchefers ou tout autre produit dérivé d'ordures ménagères pour tout type de travaux publics,
- le rejet et/ou l'épandage de fertilisants organiques (lisier, purin, fumier etc.) et chimiques,
- l'épandage ou le rejet, sur ou sous le sol, d'eaux usées industrielles, domestiques ou agricoles, d'hydrocarbures et autres substances polluantes, notamment l'épandage de boues de station d'épuration, de jus d'ensilage et résidus verts, de lactosérum, de matières de vidange, de résidus de curage de fossés...
- le camping, caravaning et tout aménagement touristique et/ou de loisirs,
- la pratique de sports mécaniques,
- la pratique tout terrain d'engins motorisés (motocross, 4 X 4, quad, ...) à travers les parcelles et sur les voiries en terre, sauf celle nécessaire à l'entretien et à la surveillance de la forêt et/ou des ouvrages d'eau et leurs périmètres associés, ainsi qu'à l'entretien et l'exploitation des parcelles,
- toute manifestation sportive, touristique ou autre devant amener un large public sur la zone,
- la création de voies de communication (routes, chemins, pistes...), autre que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau, de la forêt, ou de parcelles enclavées (cf. infra) ;
- le parcage de véhicules motorisés hormis sur des aménagements adaptés,
- l'ouverture et l'exploitation de zones d'emprunt, de mines ou de carrières,
- le remblaiement avec des matériaux non inertes,
- la réalisation de tranchées
- l'établissement d'ouvrages hydrauliques modifiant les circulations d'eau superficielles ou souterraines (irrigation, drainages, fossés, biefs, canaux, prises d'eau, étangs, retenues, mares, plan d'eau ou toute autre pièce d'eau...),
- l'aménagement et l'installation d'activité piscicole ou aquacole,
- tout décaissement venant à mettre à nu la nappe ou tout creusement susceptible de modifier les circulations d'eau superficielles ou souterraines, sauf celles nécessaires pour la protection de la ressource en eau,
- le décapage de la couverture pédologique, le sous solage, le labour profond, le dessouchage (*risque de déstructuration du sol*), hormis pour replantation de la forêt suite à une coupe ou évènement naturel exceptionnel (tempête, glissement de terrain...);
- le défrichement pour changer la nature des terrains
- les feux (branchage ou autre).

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter une pollution de la ressource captée, par stagnation infiltration ou ruissellement des eaux de surface.

Le bénéficiaire du présent arrêté se rapprochera du gestionnaire du réseau routier ou des voies de communication pour préciser les mesures envisagées dans le cadre de la préservation de la ressource en eau ; les travaux, à charge du bénéficiaire du présent arrêté, seront soumis au préalable à l'avis de l'Autorité Sanitaire.

Toute opération devra être réalisée dans les règles de l'art, avec le minimum de risques pour le captage. Les engins qui interviennent dans ce périmètre devront être en bon état d'entretien et les entrepreneurs devront être informés des prescriptions particulières qui se rapportent à la zone des périmètres de protection pour prendre les dispositions nécessaires au respect des prescriptions notifiées dans ce présent arrêté. Tout intervenant dans cette zone devra être prévenu des mesures à prendre lors d'incident pour éviter toute pollution

de l'eau (obligation de prendre les mesures nécessaires pour enrayer l'origine du problème, de confiner l'épandage, d'avertir la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou les services de la Mairie, du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes et de faire enlever et nettoyer les zones souillées).

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée sont autorisés toute activité, toute circulation, toute construction, tous travaux, tout aménagement et occupation des lieux qui sont directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages et du périmètre de protection immédiate, ou par la protection de la ressource en eau.

Dispositions complémentaires pour les pratiques agricoles (1) :

L'utilisation d'engrais chimiques et organiques est interdite au sein des périmètres de protection A et B. Une zone sera laissée en friche pour permettre une végétalisation naturelle de la ripisylve en bordure de berges sur une distance de 25 mètres sur les deux rives (au sein du périmètre de protection A dite zone tampon).

Toute disposition devra être prise afin d'éviter une concentration de polluants ou de laisser un sol à nu suite à une pratique culturale et/ou au piétinement des animaux notamment :

- un couvert végétal sera maintenu même en hiver,
- le pacage du bétail est autorisé (sauf au sein du périmètre de protection A) sous réserve qu'il demeure extensif (charge instantanée inférieure ou égale à 0,8 UGB par hectare)

L'apport en eau, en sel et en nourriture est interdit au sein du périmètre de protection A. Seul l'apport en eau et en sel est admis au sein du périmètre de protection B.

Dispositions complémentaires pour les pratiques sylvicoles (2) :

L'exploitation de la forêt et le renouvellement des plantations se feront de manière à ne pas bouleverser la couverture pédologique.

La collectivité bénéficiaire du présent arrêté et le cas échéant les autres collectivités concernées par l'emprise des périmètres de protection devront être tenues averties des travaux forestiers envisagés, afin de pouvoir faire part aux intervenants, de la position des équipements liés à l'eau potable (captages, canalisations, trop-plein, bouches à clef, borne de balisage et limite des périmètres...) et de pouvoir envisager la prise de mesures préventives ou palliatives (renforcement du suivi analytique, augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources...).

Des plans de circulation seront établis pour diminuer autant que possible les pistes et favoriser le travail de débusquage au treuil (dans le cas d'exploitation de troncs). Les voies seront balisées au sol et les conducteurs tenus de s'y conformer.

Le programme des travaux forestiers devra être positionné sur plan (parcelles exploitées, voies d'accès de manœuvre et de travail des engins forestiers ...) et défini (calendrier, nature, mode d'exploitation...). Les noms, les qualités et les responsabilités de chacun des intervenants devront être clairement définis.

Avant le début des travaux, un état des lieux sera dressé en présence de représentants des différentes parties. Cet état portera sur la surface du sol, les chemins, la présence d'eau de surface, les clôtures des périmètres de protection immédiate, les bornes de balisage des canalisations, les canalisations et autres ouvrages enterrés...).

A l'issue du chantier, le cas échéant, les surfaces seront remises en état, les ornières soigneusement comblées, les buses rapatriées... Une visite de réception de travaux sera organisée, elle pourra donner lieu à la demande par la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou de la Mairie de travaux de remise en état complémentaires et/ou de dispositions adaptées au contexte.

En outre, l'exploitation de la forêt, le débardage et l'entretien des chemins ou autres travaux réalisés avec des engins se feront en période où le sol est sec.

Les huiles utilisées sur le chantier dans les conditions du présent arrêté seront biodégradables.
Les andains seront disposés de façon préférentielle perpendiculairement à la pente.

Le chargement de troncs s'effectuera hors des périmètres.

Seront interdits au sein des périmètres de protection rapprochée :

- la réalisation de route forestière empierrée ou piste (voie non terrassée et non empierrée) pour le débardage, qu'elle soit permanente ou provisoire, à moins de 80 mètres en amont des PPI.
- les andains dont la largeur dépasse trois mètres
- le stockage des coupes au-delà de trois mois, sauf pour un usage domestique
- l'écorçage,
- le stockage et l'enfouissement de souches

Prescriptions spécifiques (eaux superficielles) :

Pour les prises d'eau de La Rodarie et du Chomet :

- Le franchissement des ruisseaux par des engins motorisés est interdit sauf s'il s'effectue par des buses installées à cet effet.
- Le passage de véhicule dans la rivière est interdit au niveau de la piste forestière qui se trouve en amont de la prise d'eau du Chomet et qui traverse le ruisseau. Une plantation d'arbres le long des berges au niveau du passage de la piste sera réalisée afin de maintenir notamment la ripisylve.
- Au sein du périmètre de protection rapprochée A, l'abattage d'arbres est interdit (sauf entretien sanitaire).
- Au sein du périmètre de protection rapprochée B, les parcelles seront exploitées en futaie irrégulière, seule la coupe alternée à raison d'un arbre sur deux sera admise ; en cas d'impossibilité motivée, des coupes partielles seront autorisées dans le but d'atteindre la gestion en futaie irrégulière. Le débardage sera réalisé avec une traction animale, ou à défaut par engins, en cas d'impossibilité technique ou d'un contexte particulier, à condition d'avoir l'autorisation de la Mairie, d'utiliser des engins exerçant une faible pression au sol et de suivre les préconisations générales.
- La coupe sera suivie d'une reforestation.
- Les cultures de céréales sont interdites au sein des périmètres de protection rapprochée A et B,

Pour la prise d'eau de La Rodarie :

La zone humide en amont de la prise d'eau sera maintenue en état (sans reboisement et sans mise en pâture).

2) Eaux souterraines :

Dans ces périmètres de protection rapprochée est interdit tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux notamment :

- l'établissement de toute construction nouvelle (aérienne ou souterraine) même provisoire quelle que soit sa destination, hormis les constructions liées à l'adduction d'eau publique ou les travaux de rénovation de l'existant qui restent soumis à l'avis de l'autorité sanitaire,
- l'installation de tombes, la création de cimetières, l'enfouissement de cadavres d'animaux,
- tout aménagement entraînant la concentration d'animaux même provisoire (abri, hébergement pour animaux, parc de contention, stabulation, enclos à gibier...)
- l'installation de canalisations et la création de réservoirs [sauf les abreuvoirs, dans les conditions précisées ci-après (1)], autres que pour l'usage de l'eau potable ou nécessaires à la protection, la surveillance, l'exploitation de la ressource en eau (l'installation des équipements nécessaires à la mise en conformité de l'assainissement de l'habitation dans le périmètre de Combe Haute est admise),
- le forage et/ou le captage de sources, hormis celui destiné à l'alimentation en eau potable d'une collectivité ou celui destiné à une étude spécifique qui fera l'objet néanmoins d'un avis préalable de l'autorité sanitaire,
- la pratique des opérations de vidange et d'entretien des véhicules,
- la manipulation d'huiles et de tout hydrocarbure liquide ou gazeux, hormis le ravitaillement du matériel nécessaire à l'exploitation des parcelles (tronçonneuses, scies..) et le remplissage des cuves à fioul existantes,
- le dépôt, le stockage même temporaire d'huiles et d'hydrocarbures liquides ou gazeux hormis le volume stocké dans les cuves à fioul existantes ou le volume nécessaire à une journée de

travail maximum, dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel (obligation d'un dispositif de rétention, stock de matières absorbantes par exemple...). Le cas échéant les cuves à fioul seront mises en conformité.

- le dépôt, le stockage même temporaire et la manipulation de tout autre produit chimique, de produits phytosanitaires, d'eaux usées, de produits de traitement des routes et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau, hormis dans des locaux soumis à réglementation ou dans les habitations existantes (quantités domestiques dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel).
- le dépôt et stockage de tous matériaux ou produits non inertes (les inertes sont la terre, les pierres), comme les engrais chimiques ou organiques (fumier...), les matières fermentescibles (produits d'ensilage...), les ordures ménagères ou assimilés, les immondices, les déchets industriels, les matières radioactives, les détritiques ou autres, hormis dans des locaux soumis à réglementation ou dans les habitations existantes (quantités domestiques dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel).
- la destruction des nuisibles par voie chimique,
- l'utilisation et/ou l'épandage de produits phytosanitaires et apparentés (sauf solutions d'urée pour traitement ponctuel antifongique et localisé en milieu forestier),
- l'utilisation de mâchefers ou tout autre produit dérivé d'ordures ménagères pour tout type de travaux publics,
- le rejet et/ou l'épandage de fertilisants organiques (lisier, purin, fumier etc),
- le rejet et/ou l'épandage de fertilisants chimiques sauf dans les conditions précisées ci-après
- l'épandage ou le rejet, sur ou sous le sol, d'eaux usées industrielles, domestiques ou agricoles, d'hydrocarbures et autres substances polluantes, notamment l'épandage de boues de station d'épuration, de jus d'ensilage et résidus verts, de lactosérum, de matières de vidange, de résidus de curage de fossés...
- le camping, caravaning et tout aménagement touristique et/ou de loisirs,
- la pratique de sports mécaniques,
- la pratique tout terrain d'engins motorisés (motocross, 4 X 4, quad, ...) à travers les parcelles et sur les voiries en terre, sauf celle nécessaire à l'entretien et à la surveillance de la forêt et/ou des ouvrages d'eau et leurs périmètres associés, ainsi qu'à l'entretien et l'exploitation des parcelles,
- toute manifestation sportive, touristique ou autre devant amener un large public sur la zone,
- la création de voies de communication (routes, chemins, pistes...), autre que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau, de la forêt, ou de parcelles enclavées (cf. infra) ;
- le parcage de véhicules motorisés hormis sur des aménagements adaptés,
- l'ouverture et l'exploitation de zones d'emprunt, de mines ou de carrières,
- le remblaiement avec des matériaux non inertes,
- la réalisation de tranchées
- l'établissement d'ouvrages hydrauliques modifiant les circulations d'eau superficielles ou souterraines (irrigation, drainages, fossés, biefs, canaux, prises d'eau, étangs, retenues, mares, plan d'eau ou toute autre pièce d'eau...),
- l'aménagement et l'installation d'activité piscicole ou aquacole,
- tout décaissement venant à mettre à nu la nappe ou tout creusement susceptible de modifier les circulations d'eau superficielles ou souterraines, sauf celles nécessaires pour la protection de la ressource en eau,
- le décapage de la couverture pédologique, le sous solage, le labour profond, le dessouchage (*risque de déstructuration du sol*), hormis pour replantation de la forêt suite à une coupe ou évènement naturel exceptionnel (tempête, glissement de terrain...);
- le défrichement pour changer la nature des terrains
- les feux (branchage ou autre).

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter une pollution de la ressource captée, par stagnation infiltration ou ruissellement des eaux de surface.

Le bénéficiaire du présent arrêté se rapprochera du gestionnaire du réseau routier ou des voies de communication pour préciser les mesures envisagées dans le cadre de la préservation de la ressource en eau; les travaux, à charge du bénéficiaire du présent arrêté, seront soumis au préalable à l'avis de l'Autorité Sanitaire.

Toute opération devra être réalisée dans les règles de l'art, avec le minimum de risques pour le captage. Les engins qui interviennent dans ce périmètre devront être en bon état d'entretien et les entrepreneurs devront être informés des prescriptions particulières qui se rapportent à la zone des périmètres de protection pour prendre les dispositions nécessaires au respect des prescriptions notifiées dans ce présent arrêté. Tout intervenant dans cette zone devra être prévenu des mesures à prendre lors d'incident pour éviter toute pollution de l'eau (obligation de prendre les mesures nécessaires pour enrayer l'origine du problème, de confiner l'épandage, d'avertir la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou les services de la Mairie, du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes et de faire enlever et nettoyer les zones souillées).

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée sont autorisés toute activité, toute circulation, toute construction, tous travaux, tout aménagement et occupation des lieux qui sont directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages et du périmètre de protection immédiate, ou par la protection de la ressource en eau.

Dispositions complémentaires pour les pratiques agricoles (1) :

L'épandage d'engrais chimiques y sera autorisé sous réserve de ne pas dépasser 60 unités d'azote/an/ha, et dans le respect de la réglementation générale des bonnes pratiques agricoles. L'exploitant tiendra à jour un cahier d'épandage qui sera mis à disposition des services chargés du contrôle du présent arrêté. Pour Combe Haute 1, dans le cas d'augmentation des teneurs en nitrates dans l'eau, l'interdiction de tout épandage sera imposée.

Toute disposition devra être prise afin d'éviter une concentration de polluants ou de laisser un sol à nu suite à une pratique culturale et/ou au piétinement des animaux notamment :

- un couvert végétal sera maintenu même en hiver,
- le pacage du bétail est autorisé sous réserve qu'il demeure extensif (charge instantanée inférieure ou égale à 0,8 UGB par hectare) et que les analyses ne montrent pas de dégradation de la qualité de l'eau. A défaut, pour Combe haute 3, le pacage sera interdit sur les parcelles 1164 à l'amont du périmètre de protection immédiate, 1167, 1168 et 1169.

L'apport en eau et en nourriture s'effectuera à distance des limites du périmètre de protection immédiate (distance à adapter au contexte). Pour Combe haute 1, l'apport en nourriture est interdit, seul est admis l'apport en eau et en sel.

Dispositions complémentaires pour les pratiques sylvicoles (2) :

L'exploitation de la forêt et le renouvellement des plantations se feront de manière à ne pas bouleverser la couverture pédologique.

La collectivité bénéficiaire du présent arrêté et le cas échéant les autres collectivités concernées par l'emprise des périmètres de protection devront être tenues averties des travaux forestiers envisagés, afin de pouvoir faire part aux intervenants, de la position des équipements liés à l'eau potable (captages, canalisations, trop-plein, bouches à clef, borne de balisage et limite des périmètres...) et de pouvoir envisager la prise de mesures préventives ou palliatives (renforcement du suivi analytique, augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources...).

Des plans de circulation seront établis pour diminuer autant que possible les pistes et favoriser le travail de débusquage au treuil (dans le cas d'exploitation de troncs). Les voies seront balisées au sol et les conducteurs tenus de s'y conformer. Le débardage sera réalisé avec une traction animale, ou à défaut par engins, à condition d'avoir l'autorisation de la Mairie, d'utiliser des engins exerçant une faible pression au sol et de suivre les préconisations générales.

Le programme des travaux forestiers devra être positionné sur plan (parcelles exploitées, voies d'accès de manœuvre et de travail des engins forestiers ...) et défini (calendrier, nature, mode d'exploitation...). Les noms, les qualités et les responsabilités de chacun des intervenants devront être clairement définis.

Avant le début des travaux, un état des lieux sera dressé en présence de représentants des différentes parties. Cet état portera sur la surface du sol, les chemins, la présence d'eau de surface, les clôtures des périmètres de protection immédiate, les bornes de balisage des canalisations, les canalisations et autres ouvrages enterrés...).

A l'issue du chantier, le cas échéant, les surfaces seront remises en état, les ornières soigneusement comblées, les buses rapatriées.... Une visite de réception de travaux sera organisée, elle pourra donner lieu à la demande par la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou de la Mairie de travaux de remise en état complémentaires et/ou de dispositions adaptées au contexte.

En outre, l'exploitation de la forêt, le débardage et l'entretien des chemins ou autres travaux réalisés avec des engins se feront en période où le sol est sec.

Les huiles utilisées sur le chantier dans les conditions du présent arrêté seront biodégradables.
Les andains seront disposés de façon préférentielle perpendiculairement à la pente.
Le chargement de tronc s'effectuera hors des périmètres.

Seront interdits au sein des périmètres de protection rapprochée :

- la réalisation de route forestière empierrée ou piste (voie non terrassée et non empierrée) pour le débardage, qu'elle soit permanente ou provisoire, à moins de 80 mètres en amont des PPI.
- les andains dont la largeur dépasse trois mètres
- le stockage des coupes au-delà de trois mois, sauf pour un usage domestique
- l'écorçage,
- le stockage et l'enfouissement de souches

La coupe sera suivie d'une reforestation.

Prescriptions spécifiques (eaux souterraines)

Captages de Pirou :

- le franchissement dans l'eau des tracteurs forestiers est interdit ; si le franchissement est nécessaire, le ruisseau sera busé pendant les travaux aux points de passage. Les buses seront retirées à l'issue du chantier.

Captage de Combe Haute 1 :

- Le franchissement des ruisseaux par des engins forestiers ou agricoles motorisés est interdit sauf s'il s'effectue par des buses installées à cet effet.

Captage de Combe Haute 3 :

- Analyse de l'habitat en amont du captage n°3 (notamment, dispositif d'assainissement, cuve à fuel, stationnement des véhicules, drainages et rejets des eaux pluviales, utilisation de produits potentiellement polluants...) et, en fonction de l'existant, prise des mesures pour prévenir les risques de pollution de la ressource en eau
- L'accroissement de la construction sera limité (pourcentage de l'existant ne permettant pas un accroissement incohérent de la population hébergée) de même que son affectation qui sera limitée à une utilisation professionnelle non polluante ou domestique.

Pour les voiries départementales traversant les périmètres de protection rapprochée (CD67 et/ou CD106E pour Pirou 7 et 8 et Sous Les Brantoux, CD57 pour Combe haute...)

- Lors de travaux de réfection de chaussée, la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et le cas échéant les autres collectivités concernées par l'emprise des périmètres de protection devront être tenues averties des travaux, afin qu'une surveillance accrue des captages soit exercée.
- Des mesures seront prises pour détourner les eaux de chaussée du CD106E, au droit du PPI du captage « Sous Les Brantoux », en veillant à prendre les mesures afin que les eaux puissent s'évacuer sans stagnation.

5.3 - Périmètres de protection éloignée (PPE)

Il est défini un périmètre de protection éloignée sur toute la surface des bassins versants des ruisseaux de la Rodarie et du Chomet, conformément au plan présent à l'annexe III.

Prise d'eaux superficielles (ruisseaux de La Rodarie et du Chomet):

Le plan local d'urbanisme veillera à maintenir les conditions actuelles d'occupation des sols par de la forêt, ou à encadrer tout nouvel aménagement de telle façon qu'aucune pollution n'affecte les prises d'eaux superficielles.

ARTICLE 6 – Travaux

6.1 Délais des travaux

La collectivité procédera à compter de la date de la notification du présent arrêté, aux dispositions et aux travaux suivants, au maximum dans les délais suivants :

Dans un délai de six mois

- informer le public sur la qualité de l'eau distribuée et lui transmettre des recommandations de consommation relatives au caractère agressif de l'eau, en veillant à renouveler l'information pour maintenir la sensibilisation dans le temps.

Dans un délai d'un an,

- Rechercher tous les branchements et les canalisations publics en plomb, ainsi que les réseaux intérieurs en plomb des bâtiments publics et fournir un échéancier de leur remplacement au Préfet (par délégation à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes) ;
- Inciter les propriétaires d'immeubles privés à rénover leurs réseaux intérieurs en plomb puis renouveler régulièrement cette sensibilisation,
- Pour chaque ressource souterraine, mesure du débit de la source ou de chaque drain deux fois par an an à raison d'une en hautes-eaux et d'une en basses-eaux.

Sera installé au niveau des prises d'eau superficielles les dispositifs permettant d'assurer les débits réservés des ruisseaux des Chomet et de La Rodarie, soit respectivement 6.5 l/s et de 4.4 l/s. Il sera mis en place également des dispositifs de contrôle des débits réservés.

Le suivi des débits des cours d'eau du Chomet et de la Rodarie à la fréquence mensuelle sera réalisé jusqu'à ce que la recherche de nouvelles ressources ait abouti ; au-delà tant que ces ressources seront utilisées, le suivi sera poursuivi selon la fréquence adaptée afin de maintenir un suivi minimum et pouvoir disposer de données actualisées.

Dans un délai de trois ans :

- établissement ou remise en état des clôtures des périmètres de protection immédiate à une hauteur de 2 mètres, adaptées au contexte et constituées de matériaux résistants à la corrosion et solides. La matérialisation du périmètre de protection immédiate devra être conçue pour empêcher le passage des hommes et des animaux et un portail d'une hauteur au moins égale à celle de la clôture devra être installé et fermé à clef. Un système d'identification adéquat sera installé sur le site afin de sensibiliser les usagers sur la protection de la ressource en eau ;

- travaux et/ou remise en état des ouvrages conformément à l'annexe IV du présent document ;

- mise en place d'une signalétique informant de l'existence des zones de protection rapprochée des captages, aux endroits stratégiques des différents périmètres, permettant de sensibiliser le public à la protection de la ressource en eau ;

- réalisation d'une campagne de recherche de fuites. Suite au diagnostic, les travaux nécessaires seront engagés afin de limiter les pertes du réseau ;

- Pour toutes les unités de distribution (alimentées par les ressources visées par le présent arrêté) – de moins de 500 habitants-, ayant une eau agressive et ne bénéficiant pas d'un traitement de neutralisation-reminéralisation, une étude complémentaire devra être réalisée pour définir un plan d'action global, afin d'apporter des solutions techniques adaptées permettant d'atteindre les limites et références de qualité au point de mise en distribution, notamment sur l'agressivité de l'eau. La collectivité établira le calendrier de mise en œuvre des solutions retenues.

- Le cas échéant, la mise en place d'un traitement de l'agressivité de l'eau s'accompagnera à l'aval d'une étape de désinfection, avant la mise en distribution.

- Le cas échéant, toutes les installations de traitement seront maintenues en bon état de fonctionnement. Des indicateurs de fonctionnement seront définis, suivis et notés sur un carnet sanitaire afin de fournir des éléments d'appréciation en vue d'optimiser la gestion des installations et de la qualité de l'eau distribuée. Tout projet de modification de la filière de traitement sera soumis à l'avis de l'Autorité Sanitaire.

Dans un délai de 5 ans :

- Pour l'UDI principale (UDI d'Ambert), mise en place d'un système de traitement complémentaire au dispositif de traitement actuel permettant d'assurer la neutralisation-reminéralisation, avec mise à l'équilibre de l'eau, au niveau de l'installation de tête du réseau, avant la mise en distribution aux abonnés (la reminéralisation étant fonction du taux de CO2 total).

- La collectivité bénéficiaire doit fournir au Préfet (par délégation, à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes) copie des actes de mutation qui la rendent propriétaire du périmètre de protection immédiate et bénéficiaire des servitudes d'accès, et, le cas échéant, copie des pièces prouvant le versement des indemnités aux propriétaires et exploitants dont les parcelles situées dans le périmètre de protection rapprochée sont soumises à servitudes ;

- à défaut d'accord amiable pour l'obtention des terrains sis dans le périmètre de protection immédiate, la collectivité devra demander l'arrêt de cessibilité des parcelles concernées au Préfet ;

A l'issue des travaux :

Le bénéficiaire du présent arrêté établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé au préfet (par délégation, à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes) dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux.

6.2 Maintien en bon état des installations: critères

Il est rappelé que les ouvrages de captages et de stockage doivent être maintenus en bon état et rester fonctionnels selon les modalités suivantes :

- ✓ Les ouvrages doivent être conçus ou aménagés de façon à ce qu'ils puissent être accessibles à l'intérieur et permettre un entretien aisé ;
- ✓ Les dispositifs d'ouverture doivent être en bon état, étanches et fermant à clef ;
- ✓ Les ouvrages doivent être étanches aux infiltrations d'eaux de surface (margelle par ex...),
- ✓ Ils seront rendus étanches vis à vis de la pénétration d'insectes et d'animaux indésirables (grilles moustiquaires sur les aérations, joints d'étanchéité sur les ouvertures, ...);
- ✓ Les ouvrages doivent être suffisamment ventilés,
- ✓ Les ouvrages doivent être équipés d'une crépine,
- ✓ Ils seront équipés d'une échelle de descente si nécessaire,
- ✓ Les ouvrages doivent comporter des dispositifs de vidange et de trop-plein, ainsi qu'une vanne d'isolement si nécessaire ;
- ✓ la conduite de sortie du trop-plein et/ou de vidange doit être équipée d'un dispositif anti intrusion pour les animaux indésirables,
- ✓ le dispositif d'évacuation du trop-plein et/ou de vidange doit être conçu de façon à éviter l'obstruction de la conduite, avec rejet dans le milieu naturel par surverse dans la mesure du possible.

6.3 – Mesures de précaution par rapport au risque de l'ambroisie

L'Arrêté Préfectoral 12/01525 du 11 juillet 2012 prescrit la destruction obligatoire de l'Ambroisie (plante invasive au pollen très allergisant) dans le département du Puy-de-Dôme. Les travaux de terrassement, l'aménagement des espaces verts, l'entretien des terres et des abords des domaines privés et publics doivent intégrer la gestion des moyens pour lutter contre cette plante.

Les mesures de protection adéquates seront donc prises pour éviter la prolifération de l'ambrosie, notamment lors de l'apport de matériaux argilo-sableux préconisé pour l'établissement des périmètres de protection immédiate.

ARTICLE 7 – Droits des tiers et indemnisation

Les droits des tiers sont et demeurent réservés. La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Conformément à l'article L.1321-3 du Code de la Santé Publique, les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, à la suite de mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. En cas de désaccord sur le montant, le juge de l'expropriation doit être saisi. L'indemnisation pouvant être liée à la mise en place des servitudes des terrains sis dans les périmètres de protection rapprochée est à la charge de la collectivité bénéficiaire du présent arrêté.

ARTICLE 8 – Installations, ouvrages, travaux ou activités

A compter de la date du présent arrêté, tout propriétaire qui voudrait apporter une quelconque modification à ses installations, ouvrages ou dépôts situés dans le périmètre de protection rapprochée ci-avant défini, devra faire connaître son intention au préfet (par délégation, à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes), en précisant notamment les caractéristiques de son projet ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques de pollution éventuelle et devra fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 9 – Modalités de la distribution de l'eau et suivi de la qualité de l'eau

La collectivité veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution. L'exploitant s'assure du maintien en permanence de la qualité de l'eau, notamment par des opérations régulières de surveillance et de maintenance des installations et par ses propres analyses.

Des robinets de prélèvement facilement accessibles doivent être installés au niveau des captages, des réservoirs au besoin et le cas échéant après traitement afin de réaliser le suivi analytique de l'eau mise en distribution. Ces robinets sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle ;
- le flambage du robinet ;
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

Toutes les interventions (entretien courant, réparations, auto-contrôles...) devront être consignées dans un fichier sanitaire tenu à disposition des services de contrôle. L'exploitant doit tenir à jour également un registre d'exploitation et les plans et synoptiques des installations (captages, réservoirs, canalisations...).

Les résidus et produits résultant du process de traitement feront l'objet le cas échéant des dispositions adaptées pour leur prise en charge, en vue de leur évacuation, afin de ne pas contaminer l'environnement et les eaux.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place.

Tout dépassement significatif d'une limite ou référence de qualité des eaux peut entraîner la révision de la présente autorisation. Des traitements complémentaires pourront être imposés, ou l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine pourra être suspendue.

En application de l'article R 1321-11 du Code la Santé Publique, toute modification des installations doit faire l'objet, dans les plus brefs délais, d'une déclaration accompagnée d'un dossier descriptif auprès du Préfet (par délégation à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes).

ARTICLE 10 – Comptage de l'eau

La collectivité doit être en mesure de fournir tout élément concernant la production pour chaque point d'eau (compteurs généraux aux captages et/ou aux réservoirs) et la consommation de l'eau, chez les abonnés et dans les établissements communaux, sur chacun des secteurs identifiés du réseau, en application du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les registres correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

La collectivité doit veiller à limiter les prélèvements à ses stricts besoins pour limiter les impacts sur le milieu. Le trop plein des captages doit se situer au plus près de la ressource.

ARTICLE 11 – Contrôle du présent arrêté

Le bénéficiaire de l'arrêté veille au respect de son application et est chargé du contrôle de la mise en œuvre des prescriptions et servitudes instituées.

Les agents des services de l'Etat et l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes (par délégation), chargés du contrôle, ainsi que les agents du laboratoire mandatés pour le contrôle sanitaire des eaux, ont constamment libre accès aux installations autorisées.

L'agence Régionale de Santé est chargée, par délégation, au titre de la police sanitaire, du contrôle de la qualité de l'eau et des installations de captage, de production et de distribution.

La Direction Départementale des Territoires (DDT) est chargée, au titre de la police de l'eau, du contrôle du débit dérivé, et du débit réservé dans le cas de prélèvement en eaux superficielles.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à la disposition des services de contrôle, le fichier sanitaire et le registre d'exploitation.

ARTICLE 12 – Notification, publicité de l'arrêté et publication des servitudes

- Le présent arrêté, annexé des états et des plans parcellaires, sera transmis au demandeur en vue :
- de sa mise en œuvre ;
 - de la notification des servitudes qui grèvent les terrains à chaque propriétaire intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
 - d'une publication des servitudes au **Service de publicité foncière** dans un délai de trois mois, à compter de la date de signature de l'arrêté. Celle-ci permet d'assurer la transmission des servitudes aux tiers et de garantir la réalisation des obligations qui résultent du présent arrêté.

Une mention de l'arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy de Dôme.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de chacune des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois (un procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins du maire des communes concernées). Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux par les soins du Préfet.

Conformément au Code de l'Expropriation, la notification individuelle du présent arrêté sera faite **sans délai** aux propriétaires et usufruitiers des terrains compris dans les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception. Le bénéficiaire de l'autorisation préfectorale est chargé d'effectuer ces

formalités. Après notification qui leur sera faite, les propriétaires sont tenus eux-mêmes d'assurer la transmission en tout ou partie des dispositions de l'arrêté aux personnes concernées par l'application du dit arrêté.

De plus, conformément au Code de l'Urbanisme (articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3), les servitudes instituées dans les périmètres de protection définis dans le présent arrêté seront reportées au plan des servitudes d'utilité publique du plan local d'urbanisme ou de la carte communale de la commune concernée (*ou aux documents d'urbanisme des communes concernées*), en vue d'être opposées à des demandes d'occupation du sol, dans un délai maximal de 3 mois, à compter de la date du présent arrêté.

Le bénéficiaire du présent arrêté transmet au Préfet (par délégation à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes) dans un délai de 6 mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection ;
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme ;
- l'inscription au Service de Publicité Foncière.

ARTICLE 13 – Délais et droits des tiers

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement des collectivités dans les conditions fixées par celui-ci.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6, Cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND), pour recours contentieux :

- **En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative :

- par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un **délai de deux mois** à compter de la notification ou de la publication de la décision.

- **En ce qui concerne les servitudes publiques**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative :

- par les propriétaires concernés dans un **délai de deux mois** à compter de sa notification.

- **En ce qui concerne le Code de l'Environnement**

En application des articles L.211-6, L.214-10, L 514-6 du Code de l'Environnement :

- par le bénéficiaire, dans un **délai de deux mois** à compter de la notification,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

D'autre part, toute personne qui désire contester le présent arrêté peut, dans un **délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication** saisir :

- d'un recours gracieux le Préfet du Puy-de-Dôme ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet ;
- d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de la Santé ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet ;

Cette personne dispose alors d'un délai de deux mois pour se pourvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois ou à compter de la réponse explicite de l'administration.

ARTICLE 14 – Arrêté abrogé

Tout arrêté antérieur relatif à l'instauration de périmètres de protection et/ou d'autorisation au titre du Code de l'Environnement pour l'alimentation en eau potable sur les ressources visées par cet arrêté, est abrogé.

ARTICLE 15 -- Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, conformément à l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, conformément à l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 16 -- Exécution et copie

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme,
Mme la Sous-Préfète d'Ambert,
Mme le Maire d'Ambert,
M. le Maire de Valcivières
Mme la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes,
M. le Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme,
M. le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Puy de Dôme
Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

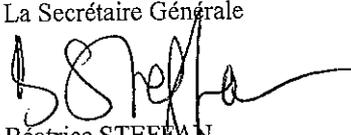
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme, et dont copie sera adressée :

Au Président du Conseil départemental du Puy-de-Dôme,
Au Directeur de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,
Au Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt (Service Régional de Protection des Végétaux) d'Auvergne-Rhône-Alpes,
Au Président de la Chambre d'Agriculture du Puy de Dôme.
Au Directeur territorial de l'ONF Centre ouest Auvergne Limousin,
Au Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière d'Auvergne (CRPF)

Fait à Clermont-Ferrand, le

18 NOV. 2016

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale



Béatrice STEFFAN

LISTE DES ANNEXES :

- Annexe I : Etats parcellaires*
- Annexe II : Plans parcellaires*
- Annexe III : définition du PPE*
- Annexe IV : Travaux*

MAIRIE D'AMBERT

ETATS PARCELLAIRES

Annexe I de l'arrêté préfectoral N° 16-02579 du 18 novembre 2016

AUTORISANT

la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine

DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE

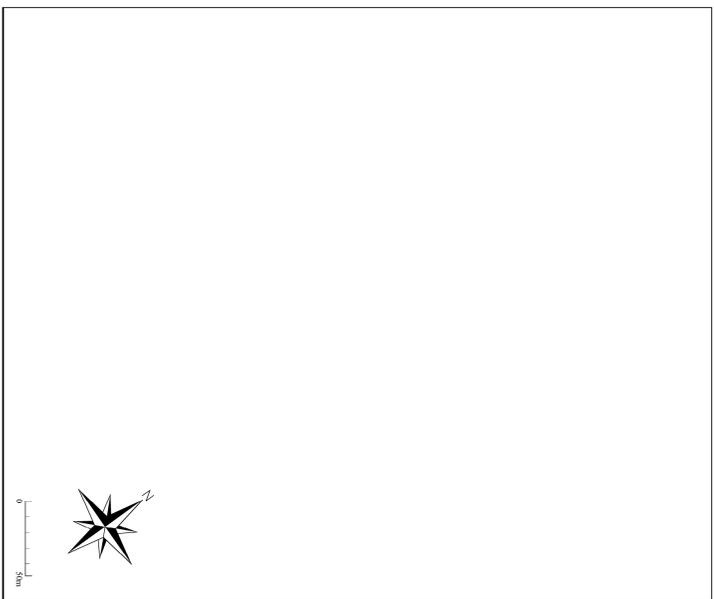
la dérivation des eaux souterraines,

l'instauration des périmètres de protection du point d'eau et les travaux correspondants

CAPTAGES de

Nom		Code BRGM
du point d'eau	du captage	
ESU LE CHOMET	ESU LE CHOMET	07197X0009
ESU LA RODARIE	ESU LA RODARIE	07197X0012
PIROU	Pirou 1	07197X0013
	Pirou 2	07197X0014
	Pirou 3	07197X0015
	Pirou 4	07197X0016
	Pirou 5	07197X0017
	Pirou 6	07197X0039
	Pirou 7	07197X0040
	Pirou 8	07197X0041
Sous les Brantoux	Sous les Brantoux	07197X0045
Chomet (Baratte)	Chomet 1	07197X0010
	Chomet 2	07197X0011
	Chomet 3	07197X0042
	Chomet 4	07197X0043
Cheix de Valcivières	Cheix de Valcivières	07197X0018
Bunangues (Allebanas)	Bunangues (Allebanas)	07197X0019
La Rodarie	La Rodarie	07197X0020
La Combe 3	La Combe 3	07197X0008
La Combe 1	La Combe 1	07197X0006





Departement du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

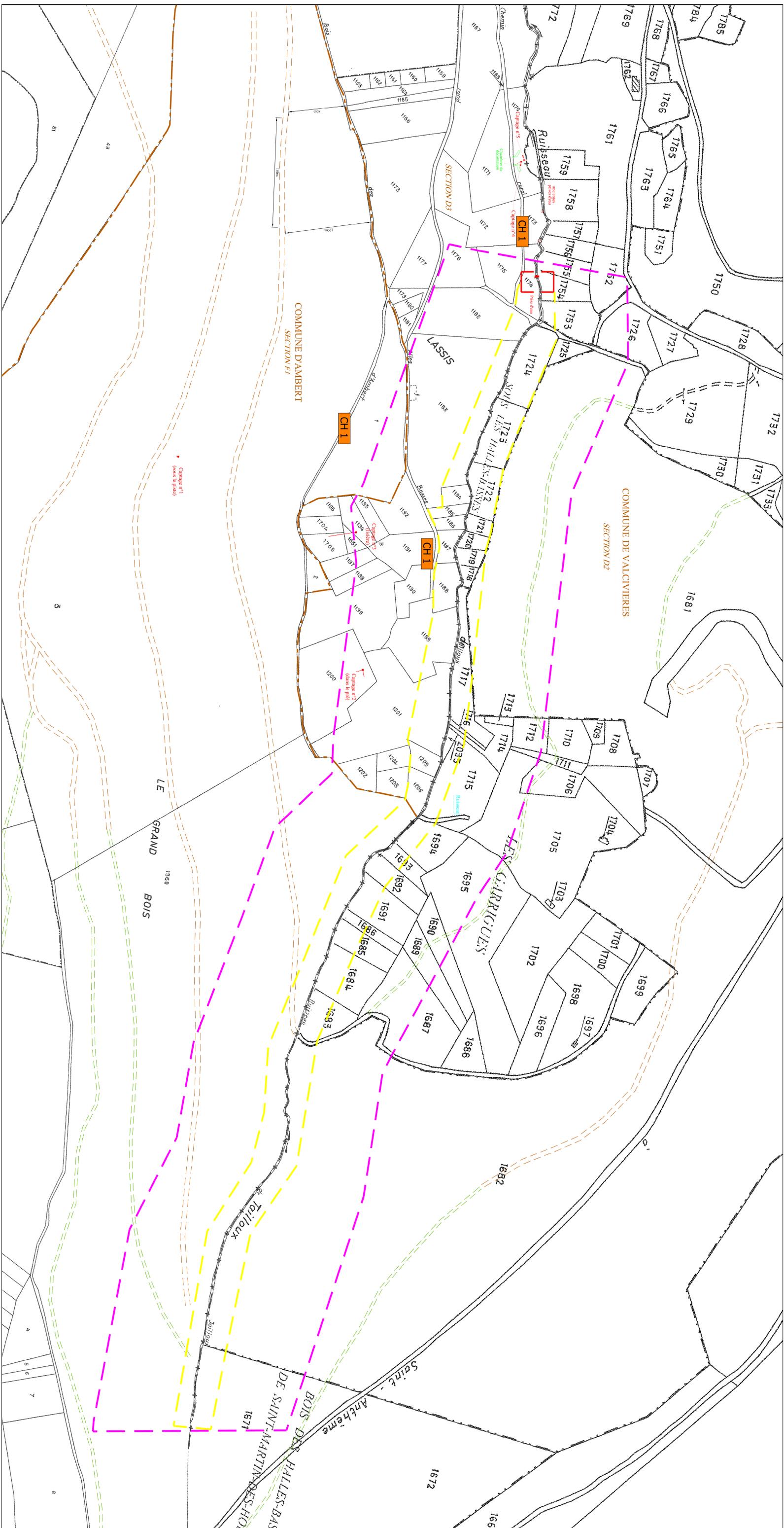
**PERIMETRES DE PROTECTION
 DES CAPTAGES**

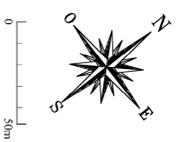
**PLAN PARCELLAIRE
 PRISE D'EAU DU CHOMET**

- LEGENDE
- Captage
 - Périmètre de protection immédiate
 - Périmètre de protection rapproché A
 - Périmètre de protection rapproché B
 - Sentier
 - Piste forestière

RELEVÉ

N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R. MARNIER	L. BOURGEOIS
2	Juin 2005	R. MARNIER	L. BOURGEOIS
3	Février 2015	F. JACON	A. JACON





Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

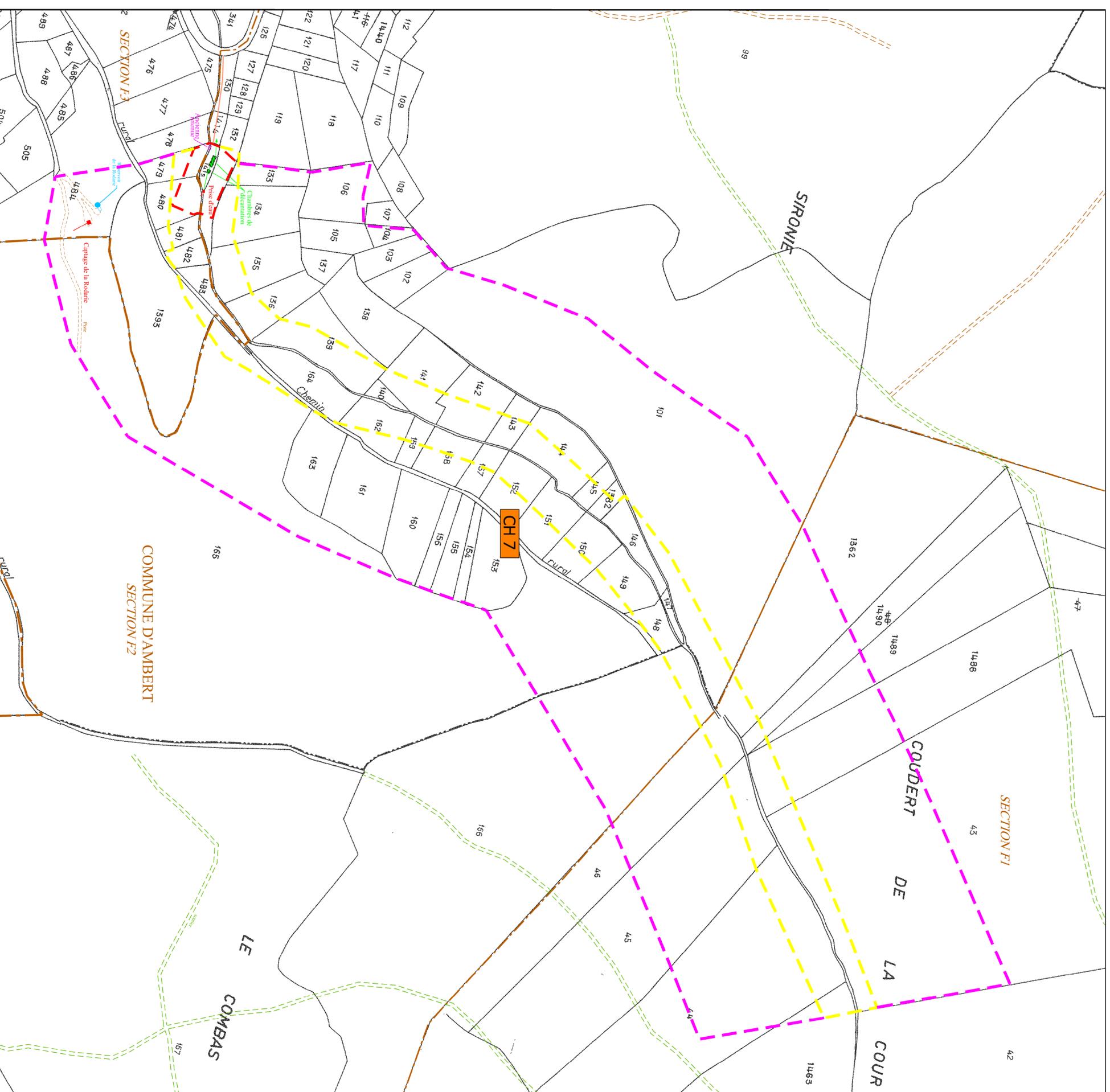
PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

PLAN PARCELLAIRE PRISE D'EAU DE LA RODARIE

- LEGENDE
- Captage
 - Périmètre de protection immédiate
 - Périmètre de protection rapprochée A
 - Périmètre de protection rapprochée B
 - Servitude d'accès aux ouvrages
 - Sentier
 - Piste forestière

ECHELLE	
Version n°	Date
1	Février 2003
2	Juillet 2005
3	Février 2015

Dessiné par	
R.MARNIER	O.SOURDRECS
R.MARNIER	O.SOURDRECS
F.VADON	M.MOUZIN



Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

**PERIMETRES DE PROTECTION
 DES CAPTAGES**

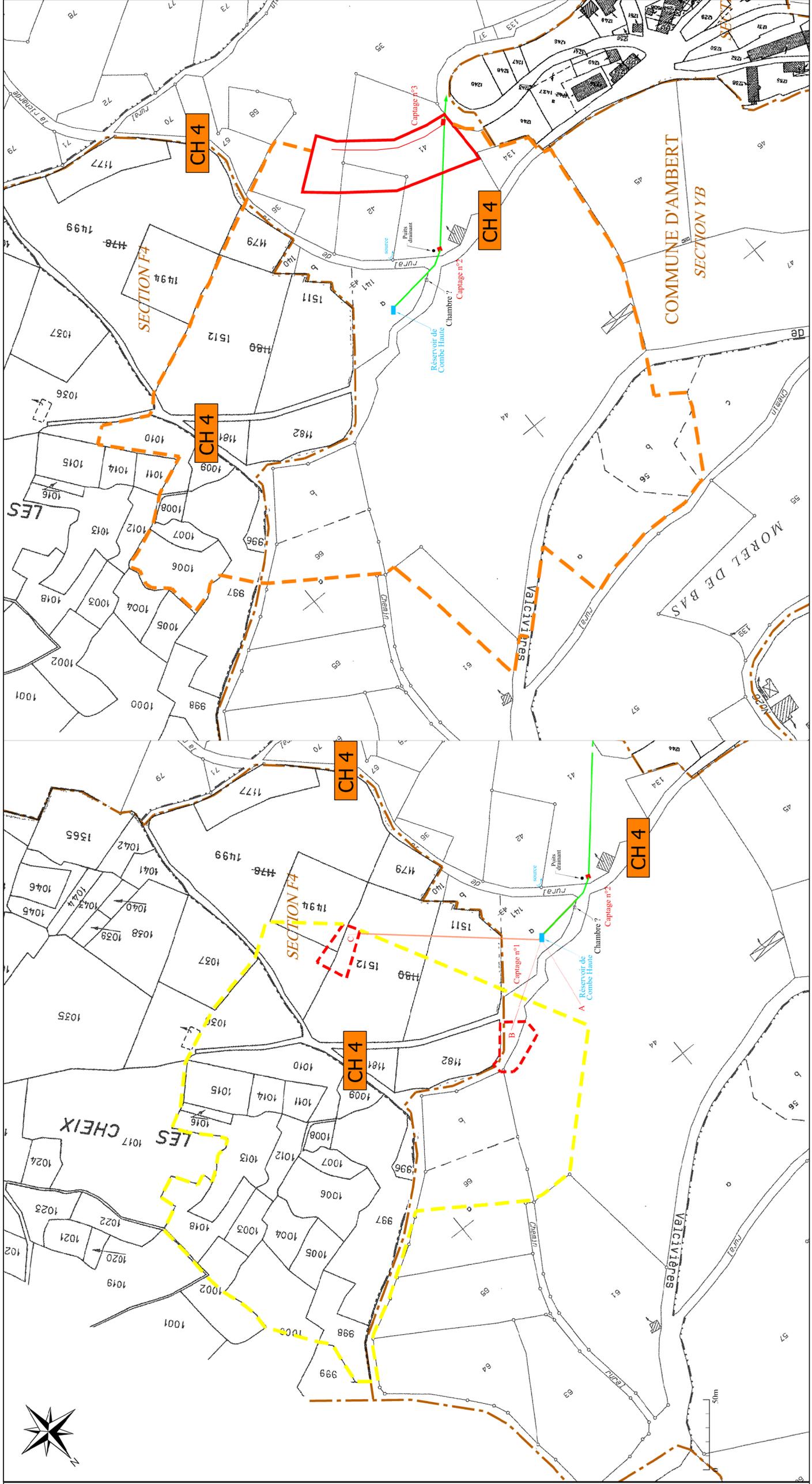
**PLAN PARCELLAIRE
 CAPTAGE DE COMBE HAUTE N°1 et N°3**

LEGENDE

- Captage 
- Périmètre de protection immédiate 
- Périmètre de protection rapprochée captage n°1 
- Périmètre de protection rapprochée captage n°3 
- Servitude d'accès aux ouvrages 
- Sentier 
- Piste forestière 

ECHELLE

Version N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R.MARINER	D.BOURGEOIS
2	Juillet 2005	R.MARINER	D.BOURGEOIS
3	Février 2015	F.VADON	M.LIMOUZIN



Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

**PERIMETRES DE PROTECTION
 DES CAPTAGES**

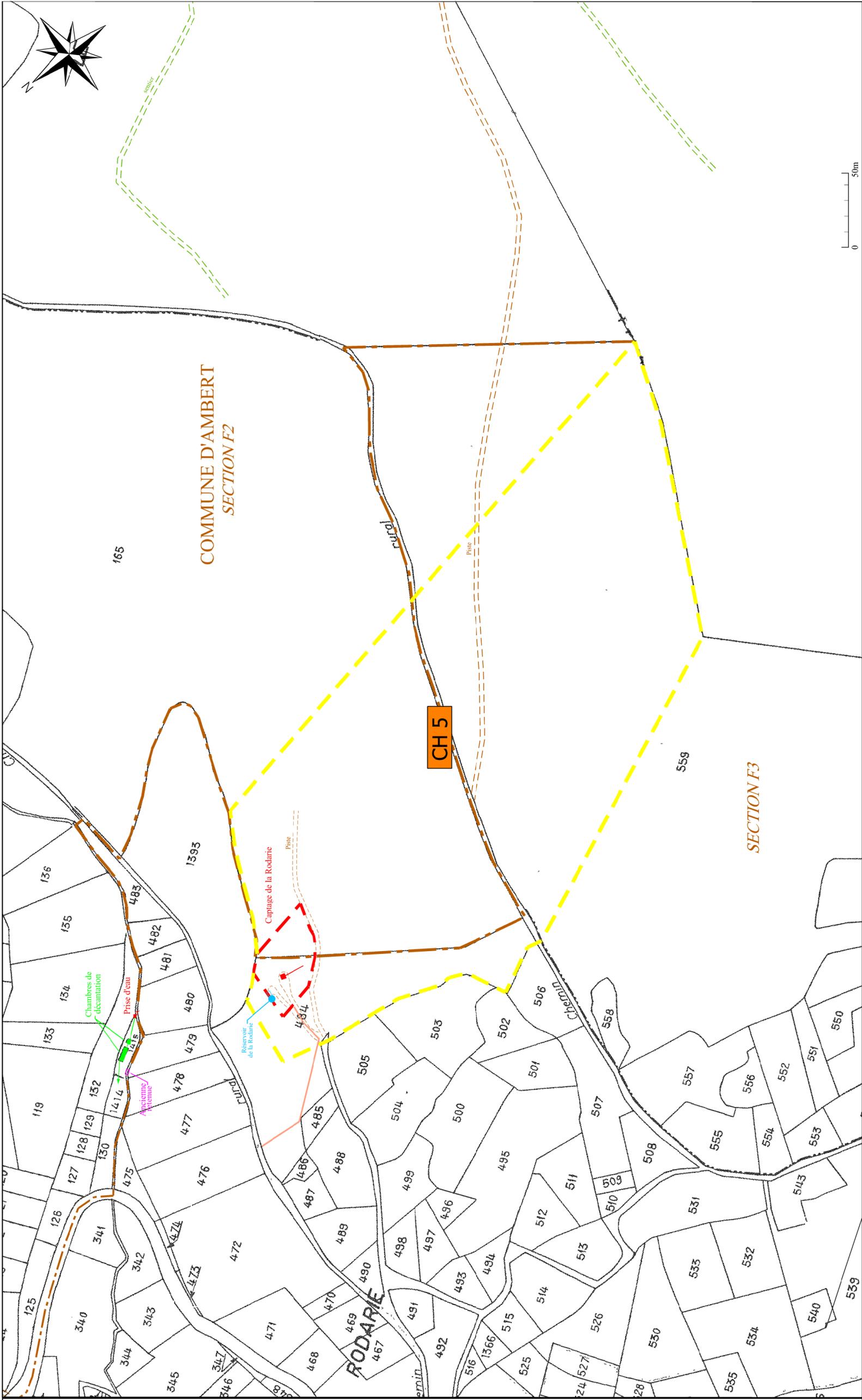
**PLAN PARCELLAIRE
 CAPTAGE DE LA RODARIE**

LEGENDE

- Captage 
- Périmètre de protection immédiate 
- Périmètre de protection rapproché 
- Servitude d'accès aux ouvrages 
- Sentier 
- Piste forestière 

ECHELLE

Version N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R. MARINIER	D. BOURGEOIS
2	Juillet 2005	R. MARINIER	D. BOURGEOIS
3	Février 2015	F. VADON	M. LIMOUZIN



Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

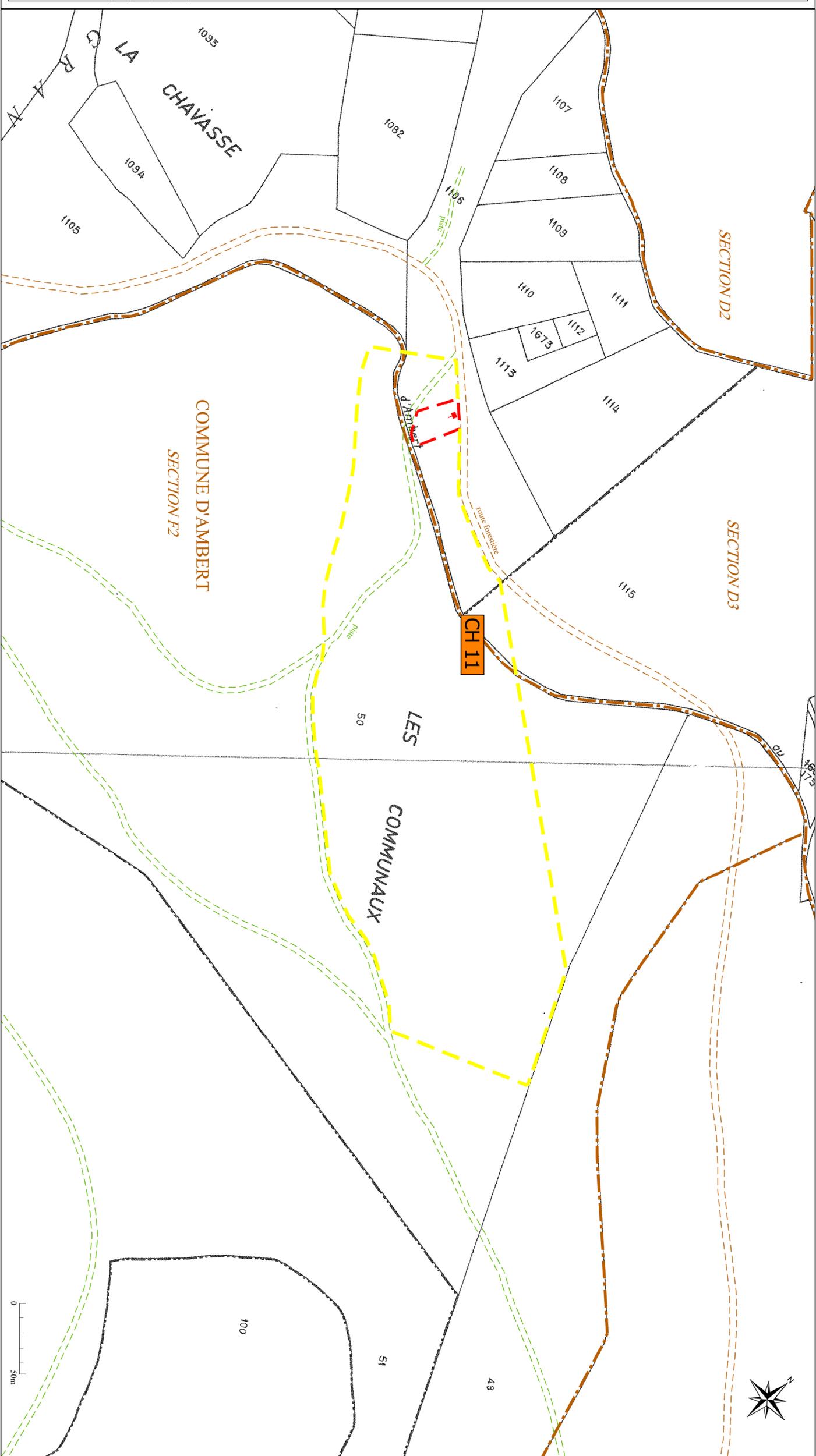
**PERIMETRES DE PROTECTION
DES CAPTAGES**

**PLAN PARCELLAIRE
CAPTAGES DE BUNANGUES**

- LEGENDE
- Captage
 - Périmètre de protection immédiate
 - Périmètre de protection rapprochée
 - Sentier
 - Piste forestière

ECHELLE

Version N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R. MARNIER	D. BOURGEOIS
2	Juillet 2005	R. MARNIER	D. BOURGEOIS
3	Février 2015	F. VADON	M. LIMOUZIN



Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

PLAN PARCELLAIRE

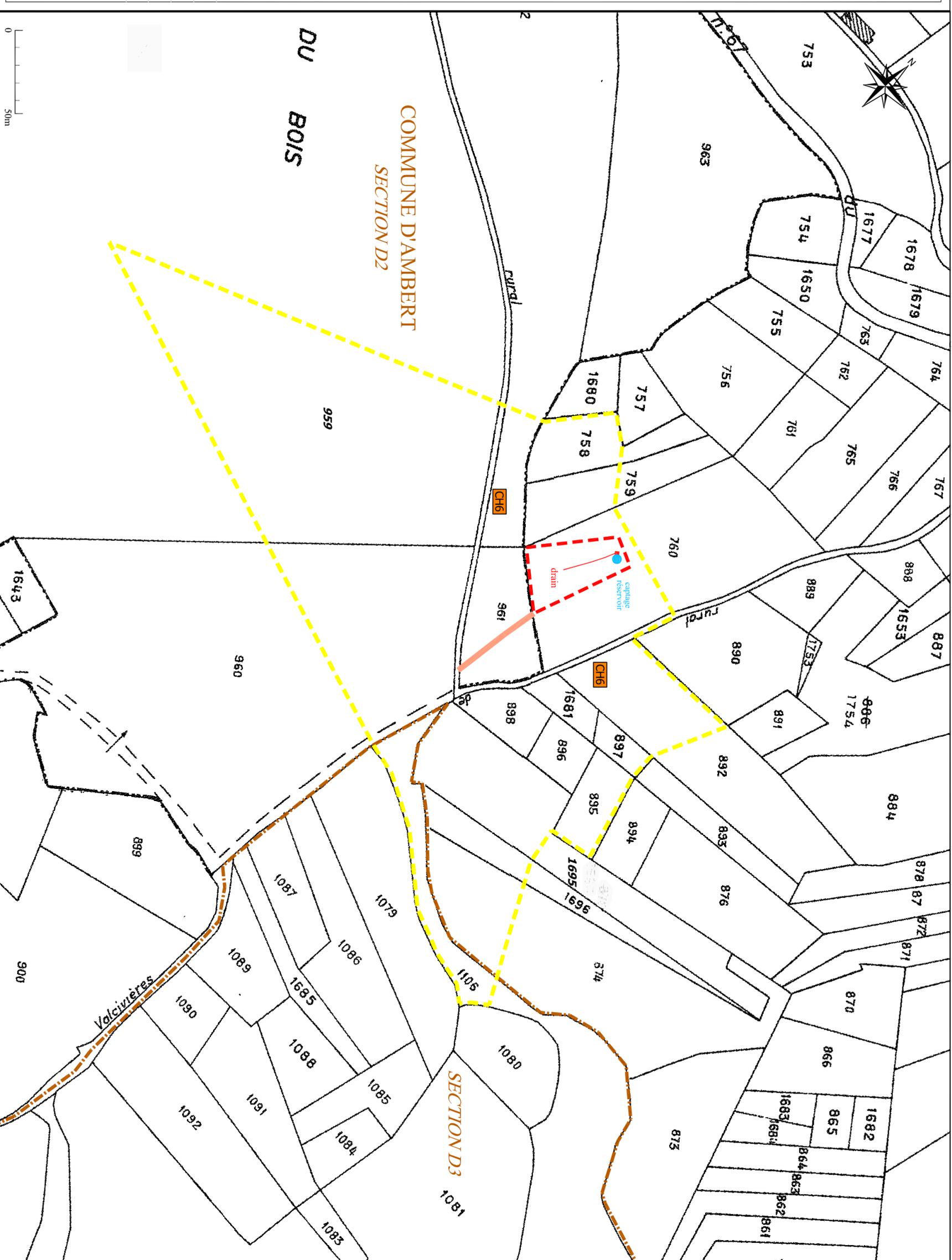
CAPTAGE DU CHEIX DE VALCIVIERES

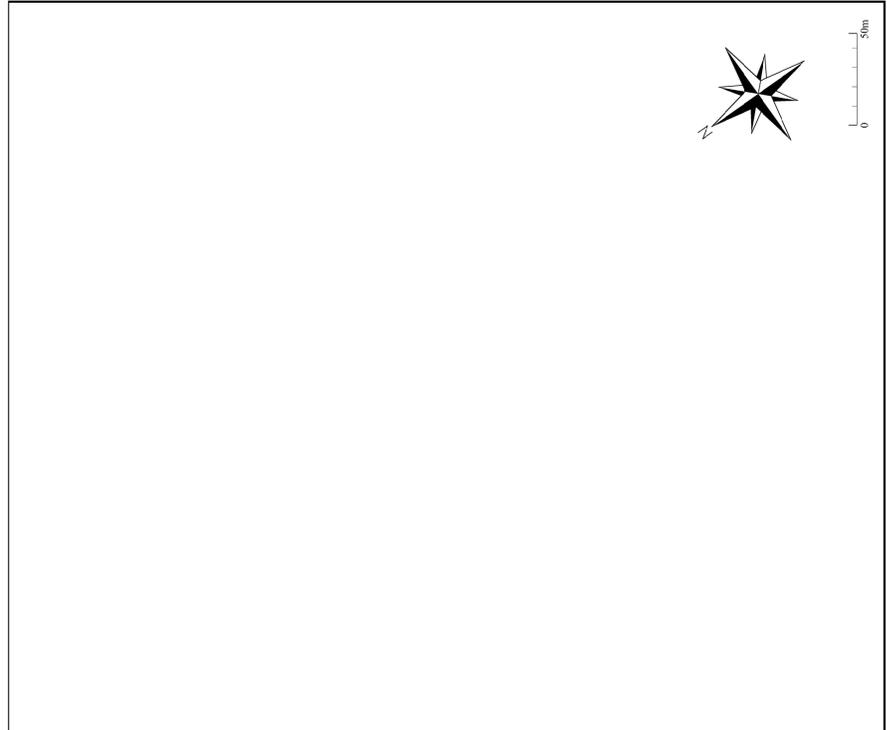
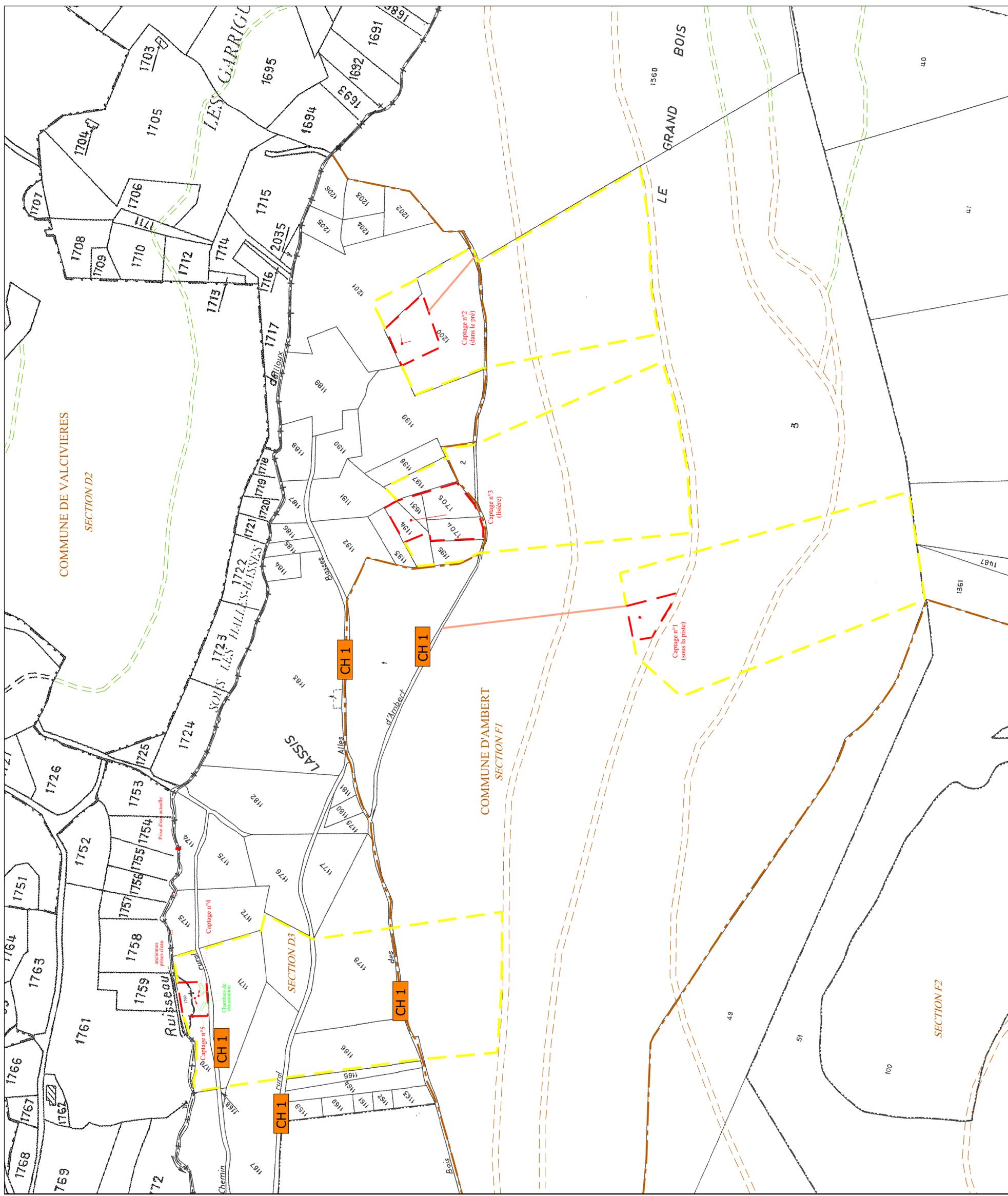
LEGENDE

- Captage 
- Périmètre de protection immédiate 
- Périmètre de protection rapprochée 
- Servitude d'accès aux ouvrages 
- Sentier 
- Piste forestière 

ECHELLE

Version N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R.MARINIER	D.BOURGEOIS
2	Juillet 2005	R.MARINIER	D.BOURGEOIS
3	Février 2015	F.VADON	M.LIMOUZIN





Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

**PERIMETRES DE PROTECTION
DES CAPTAGES**

**PLAN PARCELLAIRE
CAPTAGES DU CHOMET**

LEGENDE

- Captage
- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Servitude d'accès aux ouvrages
- Sentier
- Piste forestière

ECHELLE

Version N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R. MARINER	D. BOURGEOIS
2	Juillet 2005	R. MARINER	D. BOURGEOIS
3	Février 2015	F. MADON	M. LIMOUZIN

EURYCE*
Groupe MERLIN

EDACERE
Ingénierie de l'eau

Département du Puy de Dôme
COMMUNE D'AMBERT

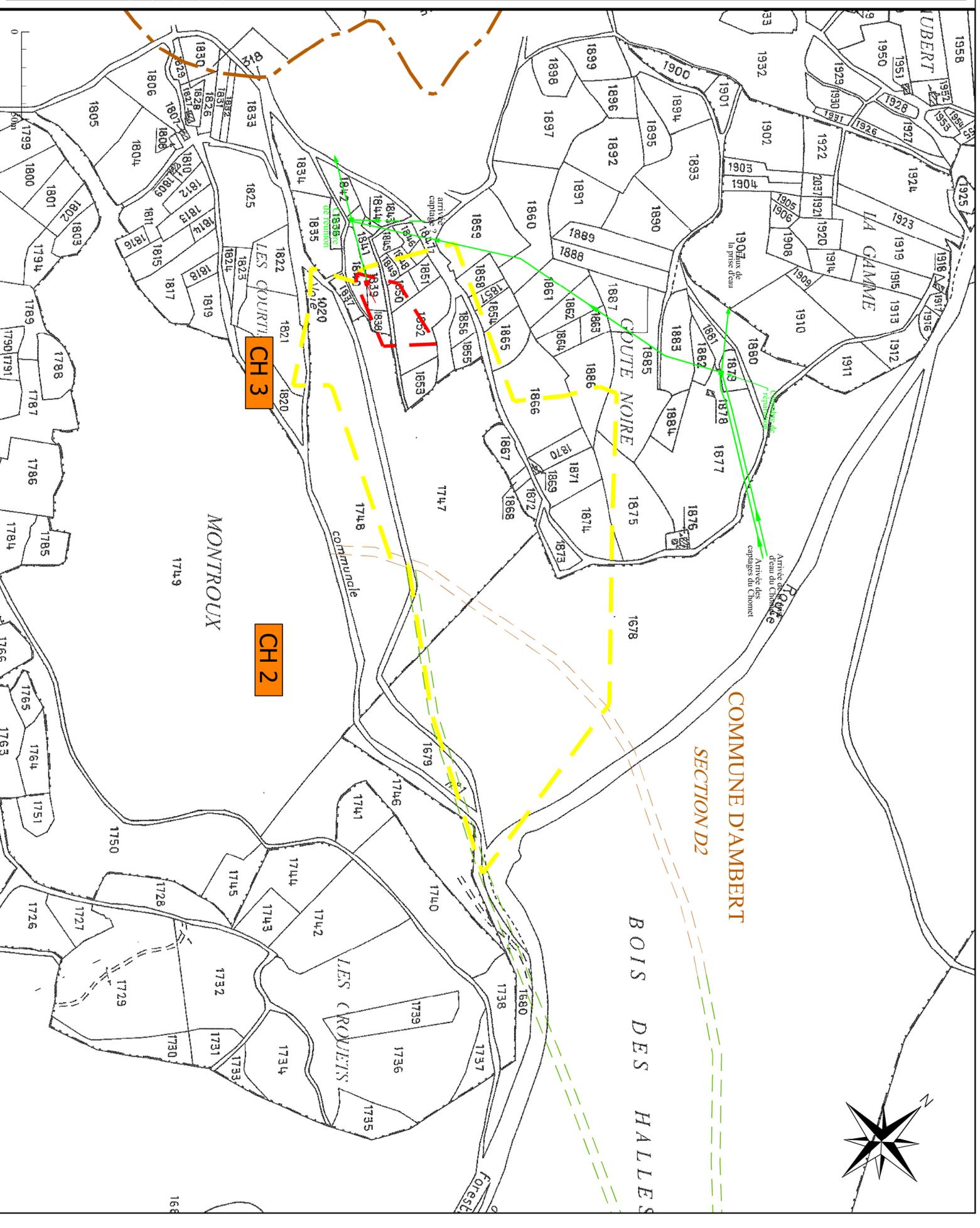
PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

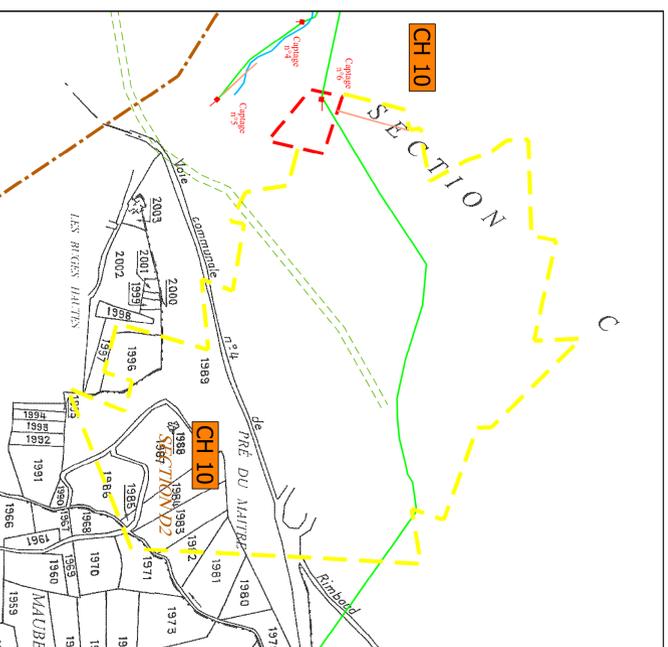
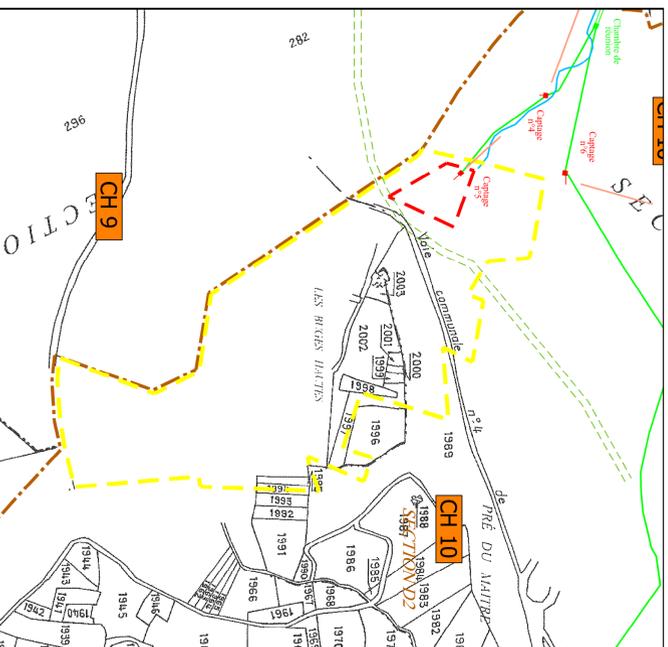
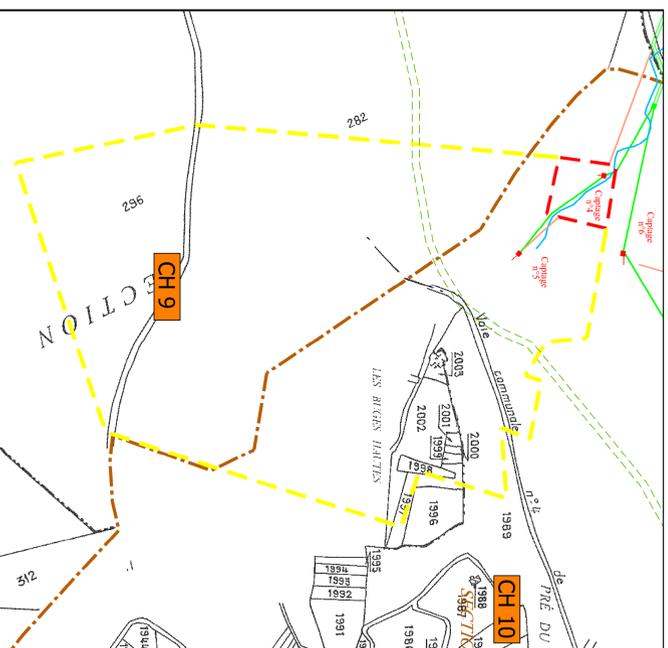
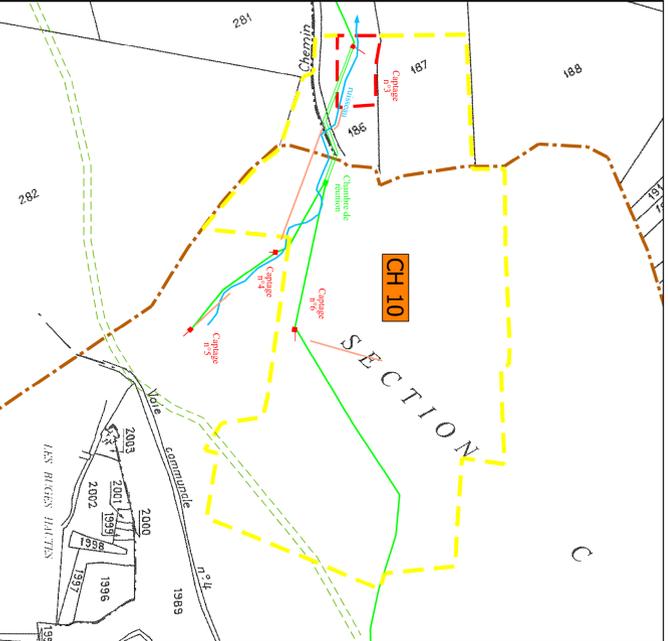
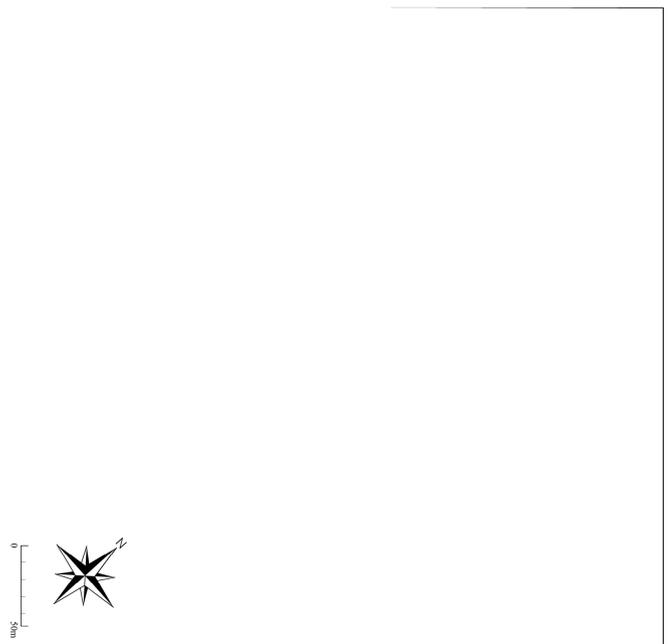
PLAN PARCELLAIRE CAPTAGE DE SOUS LES BRANTOUX

- LEGENDE**
- Captage
 - Périmètre de protection immédiate
 - Périmètre de protection rapprochée

- Sentier
- Piste forestière

ECHILLE			
Version N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	R.MARINIER	D.BOURGEOIS
2	Juillet 2005	R.MARINIER	D.BOURGEOIS
3	Février 2015	F.VADON	M.LINOUZIN





Département du Puy de Dôme
 COMMUNE D'AMBERT

**PERIMETRES DE PROTECTION
 DES CAPTAGES**

**PLAN PARCELLAIRE
 CAPTAGES DU PIROUX**

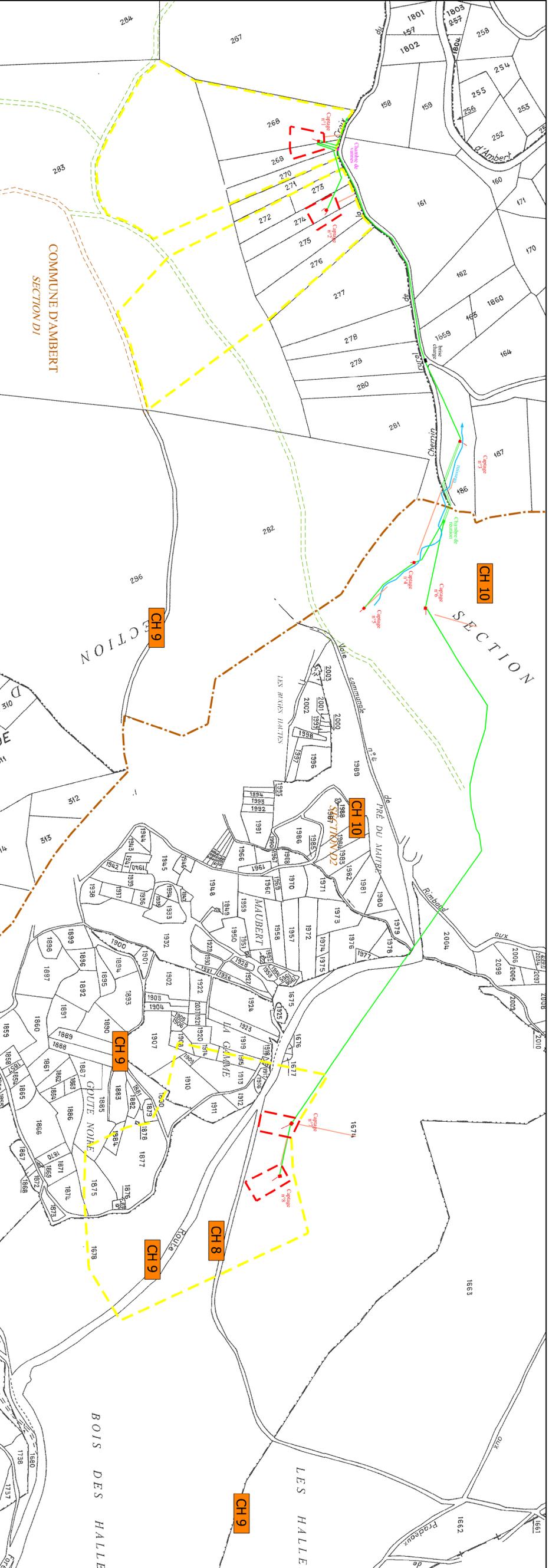
**PERIMETRES DE PROTECTION
DES CAPTAGES**

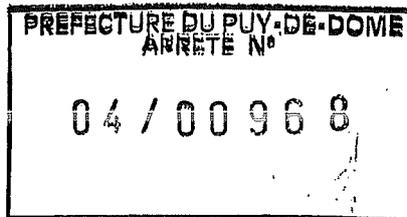
LEGENDE
 Captage
 Périmètre de protection immédiate
 Périmètre de protection rapprochée
 Servitude d'accès aux ouvrages
 Sentier
 Piste forestière

ECHILLES			
N°	Date	Dessiné par	Vérifié par
1	Février 2003	P. MARNIER	D. BOUQUAIS
2	Avril 2005	P. MARNIER	D. BOUQUAIS
3	Février 2015	F. VADON	M. MAZOUZ

EURYCEC
 Groupe MERLIN

EDACERRE
 Ingénierie de l'eau





Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt
Service Aménagement Environnement

ARRETE PREFECTORAL

DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
la dérivation des eaux souterraines,
l'instauration des périmètres de protection des points d'eau et les travaux correspondants

AUTORISANT
la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine

COMMUNE DE ST MARTIN DES OLMES

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'environnement et notamment le livre I et le livre II - Titre I,
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU les articles L.126-1, R.126-1 à R.126-3, R.111-2 et R.123-36 du code de l'urbanisme relatif aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol,
- VU l'article L.215-13 du code de l'environnement relatif à la dérivation des eaux,
- VU les articles L.1321-1 à L.1321-6 du code de la santé publique,
- VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ainsi que le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions pris pour son application,
- VU le décret n° 55-22 du 04 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955,
- VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration, prévues par l'article L.214-1 du code de l'environnement,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L.214-2 du code de l'environnement,
VU le décret n° 2003-462 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique,
VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié,
VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 1980 portant règlement sanitaire départemental,
VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1982 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable et la dérivation par gravité d'eau provenant de la source de « Ballays ».
VU la délibération en date du 03 juin 2002, par laquelle le conseil municipal de la commune de St Martin des Olmes demande l'ouverture d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique, et parcellaire,
VU la délibération en date du 3 mars 2003, par laquelle le conseil municipal de la commune de Martin des Olmes demande à M. le Préfet une dérogation de traitement du caractère agressif de l'eau destinée à la consommation humaine,
VU le dossier et les résultats de l'enquête publique, à laquelle il a été procédé du 16 juin 2003 au 28 juin 2003 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête n° 03/01014 en date du 10 avril 2003,
VU le rapport hydrogéologique établi le 22 janvier 2002 par M. CHALIER accompagné de sa note complémentaire du 5 juin 2002.
VU l'avis du commissaire enquêteur,
VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène du Puy-de-Dôme en séance du 19 mars 2003,
SUR proposition de M. le secrétaire général du Puy-de-Dôme,

ARRETE

ARTICLE 1 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux à entreprendre par la commune de ST MARTIN DES OLMES en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du point de prélèvement détaillé dans l'article 2,
- l'instauration des périmètres de protection de ce point de prélèvement.

ARTICLE 2 - Caractéristiques du point de prélèvement de la commune de ST MARTIN DES OLMES

Nom		Code DDASS	Commune d'implantation de l'ouvrage	Cadaastre		Etiage l/s	Prélèvement maximal autorisé	
Du réseau	du captage			section	parcelle		l/s	m ³ /h
FERRY	FERRY	374 BB 01	ST MARTIN DES OLMES	ZB	259 - 261	0,29	1,11	4,00
BALLAYS BAS	BALLAYS BAS (gauche et droit)	374 EE 01	ST MARTIN DES OLMES	ZC	363	1,62	1,11	4,00
BALLAYS HAUT	CIMES	374 DD 01	ST MARTIN DES OLMES	A2	760	0,43	1,11	4
	VEISSIER	374 DD 02		A2	697 - 705	0,47		
PRÉLÈVEMENT CUMULE POUR L'AQUIFERE							1,11	4,00
MIGNEVAL	VERNET	374 FF 01	ST MARTIN DES OLMES	B	692	1,15	1,11	4,00
CHOMY	CHOMY	003 LL 01	AMBERT	F	167	0,97	1,11	4,00
JARROUX	JARROUX	374 HH 01	ST MARTIN DES OLMES	A1	783	0,47	1,11	4,00

Le débit de prélèvement sur l'aquifère étant inférieur à 8 m³/h, le prélèvement envisagé par la collectivité n'est soumis à aucun régime au titre de la loi sur l'eau (rubrique 1.1.0 de l'annexe au décret n° 93-743 du 29 mars 1993).

Le captage de "Longchaud" (374 CC 01) sera abandonné par la commune ; toute possibilité de communication fixe avec le réseau de distribution public sera supprimée.

Le présent article vaut autorisation de prélèvement dans les limites figurant au tableau ci-dessus.

ARTICLE 3 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 4 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés. La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 - Service de contrôle

Les agents des services de l'Etat chargés du contrôle ont constamment libre accès aux installations autorisées. La direction départementale de l'agriculture et de la forêt est chargée, au titre de la police de l'eau, du contrôle du débit dérivé, et du débit réservé dans le cas de prélèvement en eaux superficielles. La direction départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée, au titre de la police sanitaire, du contrôle de la qualité de l'eau et des installations de captage et distribution. Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition un registre d'exploitation.

ARTICLE 6 - Périmètres de protection des points de prélèvement

Les périmètres de protection immédiate, et rapprochée sont établis autour du point de prélèvement. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires, joints en annexe au présent arrêté.

Dans le cas où le périmètre de protection immédiate se trouve sur une ou des parcelles enclavées, la collectivité devra prendre toutes dispositions en vue de créer un accès aux ouvrages, soit par acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation dans le périmètre de protection rapprochée, soit par création de servitudes de passage.

6.1 - Périmètres de protection immédiate (PPI)

La liste des parcelles concernées pour le périmètre de protection immédiate figure au tableau ci-dessous.

Nom		N° DDASS	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection immédiate		
			Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
FERRY	FERRY	374 BB 01	ST MARTIN DES OLMES	ZB	259 en totalité, soit 441 m ² 260 en totalité, soit 584 m ² 261 en totalité, soit 1 464 m ² 457 en partie, soit 56 m ² 461 en partie, soit 704 m ² 488 en partie, soit 14 m ² 489 en partie, soit 7 m ²
				ZC	371 en partie, soit 178 m ²
BALLAYS BAS	BALLAYS BAS Gauche Droit regard	374 EE 01	ST MARTIN DES OLMES	ZC	363 en partie, soit 1 191 m ² 363 en partie, soit 1 211 m ² 363 en partie, soit 98 m ²
BALLAYS HAUT	CIMES	374 DD 01	ST MARTIN DES OLMES	A	690 en partie, soit 597 m ² 697 en partie, soit 645 m ² 705 en partie, soit 3 374 m ² 707 en partie, soit 237 m ² 760 en totalité, soit 800 m ² 761 en partie, soit 1 687 m ²
	VEISSIER	374 DD 01	ST MARTIN DES OLMES		
MIGNEVAL	VERNET	374 FF 01	ST MARTIN DES OLMES	ZA	414c en partie, soit 90 m ²
				B	692 en totalité, soit 470 m ² 693 en partie, soit 778 m ²
CHOMY	CHOMY	003 LL 01	ST MARTIN DES OLMES	A	320 en partie, soit 1 845 m ²
			AMBERT	F	167 en partie, soit 327 m ²
JARROUX	JARROUX	374 HH 01	ST MARTIN DES OLMES	A	758 en partie, soit 1 078 m ²

Prescriptions hydrogéologiques spécifiques :

↳ FERRY

374 BB 01

L'aire du périmètre de protection immédiate adopte au moins les dimensions d'un polygone comme prévu dans le rapport hydrogéologique de M. CHALIER du 22/01/02 (page 15).

Deux périmètres de protection seront mis en place :

- le premier, implanté à 4 m de part et d'autre du regard de captage, sera ajusté aux limites des parcelles existantes (457, 485, 489 et le CD)
 - ↳ parcelles 457, 488 et 489 section ZB Commune de St martin des Olmes
- le second protégera la source
 - ↳ en totalité : parcelles 259, 260 et 261 section ZB Commune de St martin des Olmes
 - ↳ en partie : parcelles 461 et 371 section ZB et ZC Commune de St martin des Olmes
(sur une bande de 20m en amont de la limite avec les parcelles 260 et 261)

L'accès au périmètre de protection immédiate et au regard, en vue de leur entretien, se fait par le CD 996.

Dans la traversée du PPR, le CD 996 devra être muni de fossés étanches et de glissières de sécurité.

Aucune descente d'eau issue de ces fossés ne pourra être réalisée dans le PPR.

↳ BALLAYS BAS

374 EE 01

L'aire du périmètre de protection immédiate adopte au moins les dimensions d'un polygone comme prévu dans le rapport hydrogéologique de M. CHALIER du 22/01/02 (page 29 – figure 3.3).

Trois périmètres de protection seront mis en place :

- l'un sur le regard/réservoir : il sera constitué d'un carré qui sera établi à 4 m de part et d'autre de l'ouvrage,
- les deux autres seront implantés sur les sources. Ils s'étendront à
 - ↳ 5 m en aval du barrage
 - ↳ 15 m de part et d'autre de la zone drainée,
 - ↳ 30 m en amont de la zone drainée.

Une fois les périmètres défrichés si des zones humides apparaissent, celles ci devront être assainies et drainées.

L'accès aux périmètres de protection immédiate et au regard, en vue de leur entretien, se fait à partir d'une servitude de passage à établir sur la parcelle 363 section ZC de la commune de St Martin des Olmes.

↳ BALLAYS HAUT

374 DD 01

L'aire du périmètre de protection immédiate adopte au moins les dimensions d'un polygone comme prévu dans le rapport hydrogéologique de M. CHALIER du 22/01/02 (page 44 – figure 3.3).

- 15 m de part et d'autre des zones drainées,
- 30 m en amont des têtes de zones drainées.

La liste des parcelles concernées est énoncée dans la note complémentaire établie par M. CHALIER le 5 juin 2002 et modifiant le rapport initial suite au levé topographique effectué par M. LASSALE géomètre expert.

- ↳ 690, 697, 705, 707, 760 et 761 section A2 de la commune de St Martin des Olmes.

L'accès aux périmètres de protection immédiate et au regard, en vue de leur entretien, se fait à partir de servitudes de passage à établir sur les parcelles 702, 704, 705 et 712 section A de la commune de St Martin des Olmes.

↳ VERNET

374 FF 01

L'aire du périmètre de protection immédiate adopte au moins les dimensions d'un polygone comme prévu dans le rapport hydrogéologique de M. CHALIER du 22/01/02 (page 52 – figure 5.2).

La liste des parcelles concernées est énoncée dans la note complémentaire établie par M. CHALIER le 5 juin 2002 et modifiant le rapport initial suite au levé topographique effectué par M. LASSALE géomètre expert.

Deux périmètres de protection seront mis en place :

- le premier, implanté à 4 m de part et d'autre du regard de captage, sera ajusté aux limites des parcelles existantes (chemins)
 - ↳ parcelle 414 en partie (90 m²) section C Commune de St martin des Olmes
- le second protégera la source 15 m de part et d'autre des zones drainées et 30 m en amont des têtes de zones drainées (1 248 m²)
 - ↳ en totalité : parcelle 692 section B Commune de St martin des Olmes
limite Sud ajusté au chemin rural de *Migneval à Chomy*
limite parcelle 692
 - ↳ en partie : parcelles 693 section B Commune de St martin des Olmes
(sur une bande de 20m en amont de la limite avec les parcelles 260 et 261)

Une fois les périmètres défrichés si des zones humides apparaissent, celles ci devront être assainies et drainées.

Un fossé sera aménagé en limite amont du PPI afin de détourner les eaux de ruissellement en aval de la source.

L'accès au périmètre de protection immédiate et au regard, en vue de leur entretien, se à partir du chemin rural de Migneval à Chomy qui passe à proximité.

↳ CHOMY 003 LL 01

L'aire du périmètre de protection immédiate adopte au moins les dimensions d'un polygone comme prévu dans le rapport hydrogéologique de M. CHALIER du 22/01/02 (page 62 – figure 6.2).

La liste des parcelles concernées est énoncée dans la note complémentaire établie par M. CHALIER le 5 juin 2002 et modifiant le rapport initial suite au levé topographique effectué par M. LASSALE géomètre expert.

- ↳ 167 en partie section F2 de la commune d'Ambert
- ↳ 320 section A1 de la commune de St Martin des Olmes

Il s'étendra à 30 m de la tête de la zone drainée, latéralement à 15 m de part et d'autre. A l'aval ce périmètre englobera le regard de captage et sa limite sera constituée de la piste.

L'accès au périmètre de protection immédiate et au regard, en vue de leur entretien, se fait par l'aval à partir de la piste.

↳ JARROUX 374 HH 01

L'aire du périmètre de protection immédiate adopte au moins les dimensions d'un polygone comme prévu dans le rapport hydrogéologique de M. CHALIER du 22/01/02 (page 71 – figure 7.1).

La liste des parcelles concernées est énoncée dans la note complémentaire établie par M. CHALIER le 5 juin 2002 et modifiant le rapport initial suite au levé topographique effectué par M. LASSALE géomètre expert.

- ↳ 758 en partie section A1 de la commune de St Martin des Olmes;

Le regard étant assez éloigné du captage, deux périmètres seront créés :

1. Pour le drain :
 - à l'aval, à 5 m de la tranchée de captage,
 - à l'amont, jusqu'à la piste forestière,
 - latéralement à 10 m de part et d'autre des extrémités de la tranchée de captage.
2. Pour le regard de captage :
 - à 4 m de part et d'autre de l'ouvrage.

Il sera réalisé, au niveau de la piste forestière, un fossé afin de recueillir les eaux de ruissellement et de les acheminer vers l'aval du périmètre.

L'accès au périmètre de protection immédiate et au regard, en vue de leur entretien, se fait par l'amont à partir de la piste.

Prescriptions hydrogéologiques communes à tous les points d'eau

Les parcelles doivent être acquises en pleine propriété par la collectivité dans les plus brefs délais. Le périmètre de protection immédiate doit être clos de façon à en interdire l'accès, tant aux animaux qu'aux personnes non autorisées, et sera régulièrement entretenu mécaniquement et non chimiquement ; la couverture végétale doit être constituée de prairie uniquement. A l'intérieur de celui-ci sont interdits toute activité, toute circulation, toute construction, tout aménagement et occupation des locaux, tout stockage, tout épandage et tout dépôt qui ne sont pas directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien du captage. Tout nouveau prélèvement y est interdit, sauf dérogation préfectorale préalable.

A défaut d'accord amiable, la collectivité est autorisée, après obtention de l'arrêté de cessibilité, à acquérir par voie d'expropriation, dans un délai de 5 ans, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

6.2 - Périmètres de protection rapprochée

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée figure au tableau ci-dessous.

Nom		N° DDASS	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection rapprochée		
du captage			Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
FERRY	FERRY	374 BB 01	ST MARTIN DES OLMES	ZB	262 en totalité, soit 937m ² 460 en totalité, soit 610 m ² 461 en partie, soit 9 696m ²
				ZC	258 en totalité, soit 1 800 m ² 259 en totalité, soit 13 055m ² 260 en totalité, soit 1 180 m ² 347 en totalité, soit 5 320 m ² 370 en totalité, soit 290 m ² 371 en partie, soit 10 307m ² 372 en totalité, soit 290 m ² 413 en totalité, soit 15 075 m ² 414 en totalité, soit 67 m ² 415 en totalité, soit 33 m ² 416 en totalité, soit 8 770 m ² 418 en totalité, soit 40 m ²
BALLAYS BAS BALLAYS HAUT	BALLAYS BAS Gauche Droit regard CIMES VEISSIER	374 EE 01 374 DD 01	ST MARTIN DES OLMES	ZC A	174 en totalité, soit 6 120 m ² 360 en totalité, soit 20 m ² 361 en totalité, soit 1 320 m ² 362 en totalité, soit 130 m ² 363 en partie, soit 12 885 m ² 690 en partie, soit 147 393 m ² 691 en totalité, soit 2 210 m ² 692 en totalité, soit 865 m ² 693 en totalité, soit 860 m ² 694 en totalité, soit 1 890 m ² 695 en totalité, soit 2 870 m ² 696 en totalité, soit 2 670 m ² 697 en partie, soit 4 405 m ² 698 en totalité, soit 2 820 m ² 699 en totalité, soit 3 270 m ² 700 en totalité, soit 260 m ² 701 en totalité, soit 110 m ² 702 en totalité, soit 2 550 m ² 703 en totalité, soit 1 360 m ² 704 en totalité, soit 1 620 m ² 705 en partie, soit 2 136 m ² 707 en partie, soit 1 123 m ² 708 en totalité, soit 1 250 m ² 709 en totalité, soit 740 m ² 710 en totalité, soit 3 760 m ² 711 en totalité, soit 1 290 m ² 712 en totalité, soit 4 850 m ² 713 en totalité, soit 2 350 m ² 714 en totalité, soit 3 160 m ² 715 en totalité, soit 3 970 m ² 716 en totalité, soit 1 620 m ² 717 en totalité, soit 1 950 m ² 718 en totalité, soit 2 490 m ² 761 en partie, soit 1 963 m ²

MIGNEVAL	VERNET	374 FF 01	ST MARTIN DES OLMES	B	530 en totalité, soit 2 120 m ² 536 en totalité, soit 300 m ² 537 en totalité, soit 1 330 m ² 538 en totalité, soit 990 m ² 539 en totalité, soit 2 050 m ² 540 en totalité, soit 3 110 m ² 541 en totalité, soit 8 820 m ² 542 en totalité, soit 770 m ² 543 en totalité, soit 2 780 m ² 544 en totalité, soit 3 580 m ² 547 en totalité, soit 3 780 m ² 548 en totalité, soit 230 m ² 550 en totalité, soit 1 430 m ² 551 en totalité, soit 790 m ² 552 en totalité, soit 2 340 m ² 693 en partie, soit 5 212 m ²
CHOMY	CHOMY	003 LL 01	ST MARTIN DES OLMES	A	320 en partie, soit 37 000 m ²
			AMBERT	F	167 en partie, soit 23 050 m ²
JARROUX	JARROUX	374 HH 01	ST MARTIN DES OLMES	A	758 en partie, soit 28 922 m ²

Le périmètre de protection rapprochée sera matérialisé sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

Prescriptions hydrogéologiques communes à tous les points d'eau

Dans ce périmètre de protection rapprochée seront interdits :

- l'établissement de toutes constructions nouvelles à usage : d'habitation, d'usine, de parc à bestiaux, de stabulation, de bâtiments d'élevage,
- le forage et/ou le captage de sources, hormis celui destiné à l'alimentation en eau potable,
- l'ouverture de zones d'emprunt ou de carrières, et le remblaiement d'excavations à ciel ouvert,
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, d'huiles, de produits chimiques, toxiques ou radioactifs, d'engrais organiques ou chimiques, d'eaux usées et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- les dépôts et stockage de tous matériaux non inertes (les inertes sont la terre, les pierres), comme le fumier, les matières fermenticibles destinées à l'alimentation du bétail, les ordures ménagères, détritiques ou autres,
- le rejet d'eaux usées ou d'hydrocarbures,
- le camping, caravaning et tout aménagement touristique,
- la pratique d'engins tout terrain (motocross, 4 X 4), sauf celle nécessaire à l'entretien et à la surveillance de la forêt et/ou des ouvrages,
- le passage de canalisations autres que celles d'eau potable, et la création de réservoirs,
- la création de routes, de chemins et de pistes, autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
- l'utilisation de produits phytosanitaires ou apparentés,

Sur la partie agricole du PPR:

- l'épandage de lisier, de fumier, de purin de jus d'ensilage et d'engrais organiques issus de déjections animales, de boues de station d'épuration, de matière de vidange, et de tous produits et substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures,

Plus particulièrement sur les conditions de gestion de la forêt :

- l'abattage à blanc des zones boisées est déconseillé, les opérations sylvicoles courantes seront autorisées (éclaircies, élagages),
- le stockage des troncs d'arbres abattus, afin d'éviter la création de bourniers,
- la destruction chimique des souches, et le stockage même temporaire d'hydrocarbures lié au débardage,

Les techniques employées lors de l'exploitation de la forêt et le renouvellement des plantations devront être adaptées de manière à éviter tout risque de contamination de l'aquifère. Les travaux réalisés ne devront en aucun cas détériorer la couverture pédologique.

L'exploitation forestière et le débardage se feront pendant les périodes où le sol est ressuyé ou en période de gel.

Prescriptions hydrogéologiques spécifiques :

- **FERRY** 374 BB 01
Mesures spécifiques pour limiter l'impact du CD :
- dans la traversée du PPR, le CD 996 devra être muni de fossés étanches et de glissières de sécurité,
 - aucune descente d'eau issue de ces fossés ne pourra être réalisée dans le PPR.
- **BALLAYS BAS et BALLAYS HAUT** 374 EE 01 et 374 DD 01
Les PPR des deux zones de captages seront identiques.

BALLAYS BAS :

- Des dérogations seront attribuées pour les habitations existantes (parcelles 361 section ZC et 700 section A1 et A2) :
 - si celles-ci disposent d'un dispositif de chauffage au fuel, les cuves seront tolérées mais leur étanchéité devra être contrôlée et elles devront être munies de dispositifs de rétention,
 - tout aménagement ou rénovation des bâtiments devra être réalisé en veillant à ne pas dégrader la qualité des eaux, et dans ce cas, l'attribution éventuelle des permis de construire devra faire l'objet d'un examen détaillé et rigoureux des projets présentés.
Au besoin l'avis d'un hydrogéologue peut être sollicité.
 - ces habitations devront impérativement être équipées d'un dispositif d'assainissement conforme aux prescriptions de la réglementation en vigueur et notamment au schéma communal,
- Mesures spécifiques pour limiter l'impact du CD :
 - dans la traversée du PPR, le CD 996 devra être muni de fossés étanches et de glissières de sécurité,
 - aucune descente d'eau issue de ces fossés ne pourra être réalisée dans le PPR.

6.3 - Périmètres de protection éloignée

Le contexte hydrogéologique et sanitaire de ces points d'eau ne justifie pas la mise en place de périmètre de protection éloignée.

ARTICLE 7 - Travaux de mise en conformité

La collectivité réalisera à compter de la date de la notification du présent arrêté, les travaux de mise en conformité suivants :

Immédiatement :

- installation et réalisation d'unités de désinfection permanente sur les réseaux d'eau de « Grivel Longchaud » (alimenté par le captage de Vernet) et « Chomy » (alimenté par le captage de Chomy).
- informer le public sur la qualité de l'eau distribuée et lui transmettre des recommandations de consommation,
- informer les propriétaires des immeubles privées et leur diffuser des recommandations de rénovation des réseaux intérieurs en plomb.
- un protocole d'analyse de la qualité des eaux au niveau de la radioactivité devra être mis en œuvre au niveau des points d'eau de Ballays Bas, Ballays Haut, Vernet, Chomy et Jarroux. Ce protocole devra être validé par le service de l'Etat chargé de la santé qui en assurera le suivi et pourra adapter les principes d'action en fonction des résultats des analyses,

Dans un délai d'un an :

- installation et réalisation d'unités de traitement de neutralisation-reminéralisation du pH sur le réseau de distribution à compter de la date de notification du présent arrêté, afin de respecter la norme autorisée pour le pH.

Toutefois, la commune en référence à la délibération en date du 3 mars 2003, et suite à l'engagement de respecter les dispositions ci-dessous, est autorisée à bénéficier d'une dérogation de traitement du caractère agressif de l'eau destinée à la consommation humaine pour les réseaux dont la population est inférieure à cent abonnés (300 habitants)

Dispositions conditionnant la dérogation du traitement de neutralisation-reminéralisation du pH :

- rechercher tous les branchements publics et canalisations en plomb, et étudier les modalités de leur remplacement dans le cadre d'une étude diagnostique des réseaux de distributions,
- transmettre à la DDASS du Puy-de-Dôme, suivant les conclusions de l'étude diagnostique des réseaux, le calendrier de réalisation des travaux.

Dans un délai de deux ans :

- la collectivité doit fournir au service de l'Etat (DDAF du Puy de Dôme) copie des actes de mutation qui la rendent propriétaire du périmètre de protection immédiate et copie des pièces prouvant le versement des indemnités aux propriétaires et exploitants dont les parcelles situées dans le périmètre de protection rapprochée sont soumises à servitudes.
- à défaut d'accord amiable pour l'obtention des terrains sis dans le périmètre de protection immédiate, la collectivité devra demander l'arrêté de cessibilité des parcelles concernées au préfet.
- les indemnités liées aux servitudes des terrains sis dans le périmètre de protection rapprochée, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (art. L.1321-3 du code de la santé publique) et en cas de désaccord sur le montant, le juge de l'expropriation doit être saisi,

Dans les plus brefs délais (maximum cinq ans) :

- établissement ou remise en état des clôtures du périmètre de protection immédiate (grillage galvanisé plastifié d'une hauteur de 1,50 m). La matérialisation du périmètre de protection devra être conçue pour empêcher le passage des hommes et des animaux et devra être fermé par un portail d'une hauteur au moins égal à celle de la clôture et devra pouvoir être fermé à clef.
- travaux et/ou remise en état des ouvrages si nécessaire, au vu du rapport hydrogéologique et du chapitre relatif aux travaux figurant dans le dossier d'enquête, et notamment les maçonneries, les échelles de descente et les pièces hydrauliques manquantes (crépines et vannes manuelles).
- Captage de Ferry:
 - reprise de la maçonnerie extérieure et d'étanchéité du regard,
 - mise en place d'une grille moustiquaire ne permettant pas la pénétration des nuisibles,
 - mise en œuvre d'un système évitant la pénétration des nuisibles (insectes et petits animaux) en extrémité de l'ouvrage de vidange,
 - dans la traversée du PPR, le CD 996 devra être muni de fossés étanches et de glissières de sécurité
- Captage de Ballays Bas:
 - Le regard/réservoir devra être assaini au niveau de la chambre sèche en particulier,
 - mise en œuvre d'un système évitant la pénétration des nuisibles (insectes et petits animaux) en extrémité de l'ouvrage de vidange,
 - Les départs devront être munis de crépines,
 - dans la traversée du PPR, le CD 996 devra être muni de fossés étanches et de glissières de sécurité
- Captage de Ballays Haut :
 - Le PPI devra être nivelé,
 - Les cimes : la sortie de vidange sera prolongé en aval du PPI,
 - Veissier : reprise de la chambre sèche, du bac de décantation, de l'aération, des fermetures qui devront être étanches,
 - pose d'une crépine sur les conduites de départ,
 - suppression des anciens branchements,
 - mise en œuvre d'un système évitant la pénétration des nuisibles (insectes et petits animaux) en extrémité de l'ouvrage de vidange,
- Captage du Vernet
 - reprise de la maçonnerie extérieure du regard,
 - assainissement de la chambre sèche,
 - mise en œuvre d'un système évitant la pénétration des nuisibles (insectes et petits animaux) en extrémité de l'ouvrage de vidange,
 - aménagement d'un fossé en limite amont du PPI qui devra recueillir les eaux de ruissellement issues des zones humides situées en amont de la source et les détourner sur le chemin rural.
- Captage de Chomy :
 - le regard devra être équipé d'un dispositif de fermeture du type capot en fonte à cheminée avec aération,
 - mise en œuvre d'un système évitant la pénétration des nuisibles (insectes et petits animaux) en extrémité de l'ouvrage de vidange,
- Captage de Jarroux :
 - PPI : au niveau de la piste forestière sera réalisé un fossé afin de recueillir les eaux de ruissellement et de les acheminer vers l'aval du périmètre,
 - mise en œuvre d'un système évitant la pénétration des nuisibles (insectes et petits animaux) en extrémité de l'ouvrage de vidange,

ARTICLE 8 - Installations, ouvrages, travaux ou activités

A compter de la date du présent arrêté, tout propriétaire qui voudrait apporter une quelconque modification à ses installations, ouvrages, ou dépôts réglementés situés dans le périmètre de protection rapprochée ci-avant définis, devra faire connaître son intention au service chargé de la police de l'eau, en précisant notamment les caractéristiques de son projet ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques de pollution éventuelle et devra fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

ARTICLE 9 - Publication des servitudes

La notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection. Le bénéficiaire de l'autorisation préfectorale est chargé d'effectuer ces formalités.

Les servitudes instituées à l'article 6 seront soumises aux formalités de publicité foncière par publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (dans un délai maximal de 3 mois).

De plus, conformément au code de l'urbanisme (articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3), les servitudes instituées dans les périmètres de protection définis dans le présent arrêté seront reportées au plan des servitudes d'utilité publique de la carte communale de la commune concernée, en vue d'être opposées à des demandes d'occupation du sol (dans un délai maximal de 3 mois).

ARTICLE 10 - Modalités de la distribution de l'eau et suivi de la qualité de l'eau

La commune de St Martin des Olmes est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du point de prélèvement cité à l'article 2 dans le respect des modalités suivantes :

- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application,
- les réseaux de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur. De plus, les réservoirs doivent être vidangés, nettoyés et désinfectés au moins deux fois par an. Ces différentes interventions devront être consignées dans un cahier d'exploitation qui sera tenu à disposition du service chargé du contrôle.

La collectivité veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution, et assume la charge du contrôle sanitaire organisé par les services de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant s'assure, par ses propres analyses, du maintien en permanence de la qualité de l'eau.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place.

Tout dépassement significatif d'une limite de qualité des eaux entraîne la révision de la présente autorisation. Des traitements complémentaires pourront être imposés, ou l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine pourra être suspendue.

ARTICLE 11 - Comptage de l'eau

La collectivité doit être en mesure de fournir tout élément concernant la production (compteurs généraux aux captages et/ou aux réservoirs) et la consommation de l'eau chez les abonnés sur chacun des secteurs identifiés de la commune, selon l'article L.214-8 du code de l'environnement.

La facturation de l'eau doit être mise en place selon l'article L.214-15 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 - Information des tiers

Les résultats d'analyses seront portés à la connaissance des usagers par affichage en mairie selon l'article L 1321-9 du CSP.

ARTICLE 13 – Arrêtés abrogés

L'arrêté préfectoral du 21 octobre 1982 est abrogé.

ARTICLE 14 – Levée de servitudes

Les servitudes instituées par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1982 abrogé sont levées.

ARTICLE 15 - Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté, annexé des états et des plans parcellaires, est transmis au demandeur en vue de sa notification individuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection, et de sa publication à la conservation des hypothèques.

Le présent arrêté est notifié aux maires des collectivités concernées en vue de son affichage en mairie pendant une durée d'un mois.

Un avis d'information de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet du Puy-de-Dôme et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 16 - Exécution et ampliation

Le maire de St Martin des Olmes,
Le maire d'Ambert,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Puy-de-Dôme,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Puy-de-Dôme,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme, et dont ampliation sera adressée à :

Au président du conseil général du Puy-de-Dôme,
Au directeur de l'agence de l'eau Loire-Bretagne,
Au directeur départemental de l'équipement du Puy-de-Dôme,
Au directeur régional de l'environnement Auvergne,
Au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Auvergne.
Au Directeur du parc Régional des Volcans d'Auvergne

Pour ampliation
Pour le Préfet,
P/ Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt

Le Chef du Service de
L'Aménagement et de l'Environnement,


Christian COSSART

Fait à Clermont-Ferrand,

Le 21 AVR. 2004

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Signé Henri d'ABZAC

ANNEXE 4 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE I4



OUVRAGES RTE

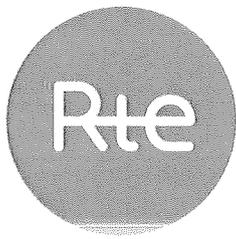
Poste Ligne

- 400 kV
- 225 kV
- 150 kV
- 90 kV
- 63 kV
- < 45 kV



Sous licences IGN : 2010-DP-GC-03-83 et 2010-DP-GC-03-86
Document réalisé le 21/03/2018





ANNEXE 2.4

VOS REF.

NOS REF. TER-ART-2020-63003-CAS-146809-Z9J8N6

INTERLOCUTEUR Maïlys CHAUVIN

TÉLÉPHONE 04 27 86 27 47

MAIL rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

DDT du PUY-DE-DOME
7, rue Léo Lagrange
63033 CLERMONT-FERRAND cedex 1

A l'attention de Mme Sandrine Belloeil

OBJET Avis projet d'arrêt – PLU de la commune d'AMBERT

Lyon, le 07/04/2020

Madame,

Nous accusons réception du dossier du projet de **PLU de la commune d'AMBERT** arrêté par délibération en date du 27/02/2020 et transmis pour avis le 09/03/2020 par votre service.

Nous vous rappelons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité.
Il s'agit de :

Ligne aérienne 63kV AMBERT - DORE 1
Ligne aérienne 63kV AMBERT - ISSOIRE 1
Ligne aérienne 63kV AMBERT - OLLIERGUES 1
Poste 63kV de AMBERT

Vous trouverez ci-joint une carte sur laquelle a été reporté le tracé des lignes électriques et des postes de transformations existants.

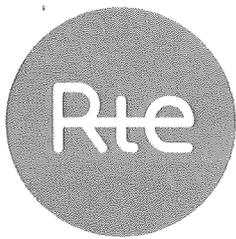
Nous vous informons que vous pouvez désormais télécharger librement et gratuitement sur le portail de l'Open Data RTE (<https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>) le tracé de nos ouvrages au format SIG.

Après étude de ce dossier, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Centre développement & ingénierie
de Lyon
Service Concertation Environnement Tiers
1, rue Crépet
69007 LYON
TEL : 04.27.86.26.01



www.rte-france.com



1/ Report des servitudes I4

1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitudes, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus ne sont pas bien représentés.

A cet effet vous trouverez en annexe à ce courrier une carte permettant de les situer.

1.2. La liste des servitudes

Dans le cadre de notre réponse à avis lors du porter à connaissance, en date du 21/03/2018, nous vous demandions d'indiquer dans la liste existante le nom de nos ouvrages.

Ces remarques n'ont pas été prises en compte dans le dossier de PLU.

A cet effet, les ouvrages indiqués ci-dessus vous permettront de compléter la liste mentionnée dans l'annexe du PLU.

2/ Règlement

Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones A, Ap, An, N, Nn et NLa de la commune.

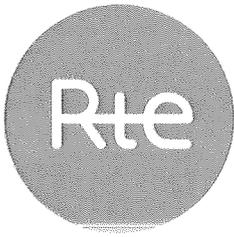
Ainsi que nous vous l'expliquions dans notre réponse à avis lors du porter à connaissance, en date du 21/03/2018, les règles de construction et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir insérer, dans les chapitres les phrases suivantes :

- **Article 1 des zones An (p.99) et Nn (p.108)** (occupations et utilisations du sol interdites)

RTE ne doit pas être mentionné dans cet article qui ne s'applique pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

- **Article 2 des zones A (p.98), Ap (p.99), N (p.109) et NLa (p.111)** (occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières)

« Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »



3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés

Pas de remarques à formuler.

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le service en charge de ces questions est :

RTE
Groupe Maintenance Réseaux AUVERGNE
14, boulevard Flaubert
BP 363
63010 CLERMONT-FERRAND cedex 1

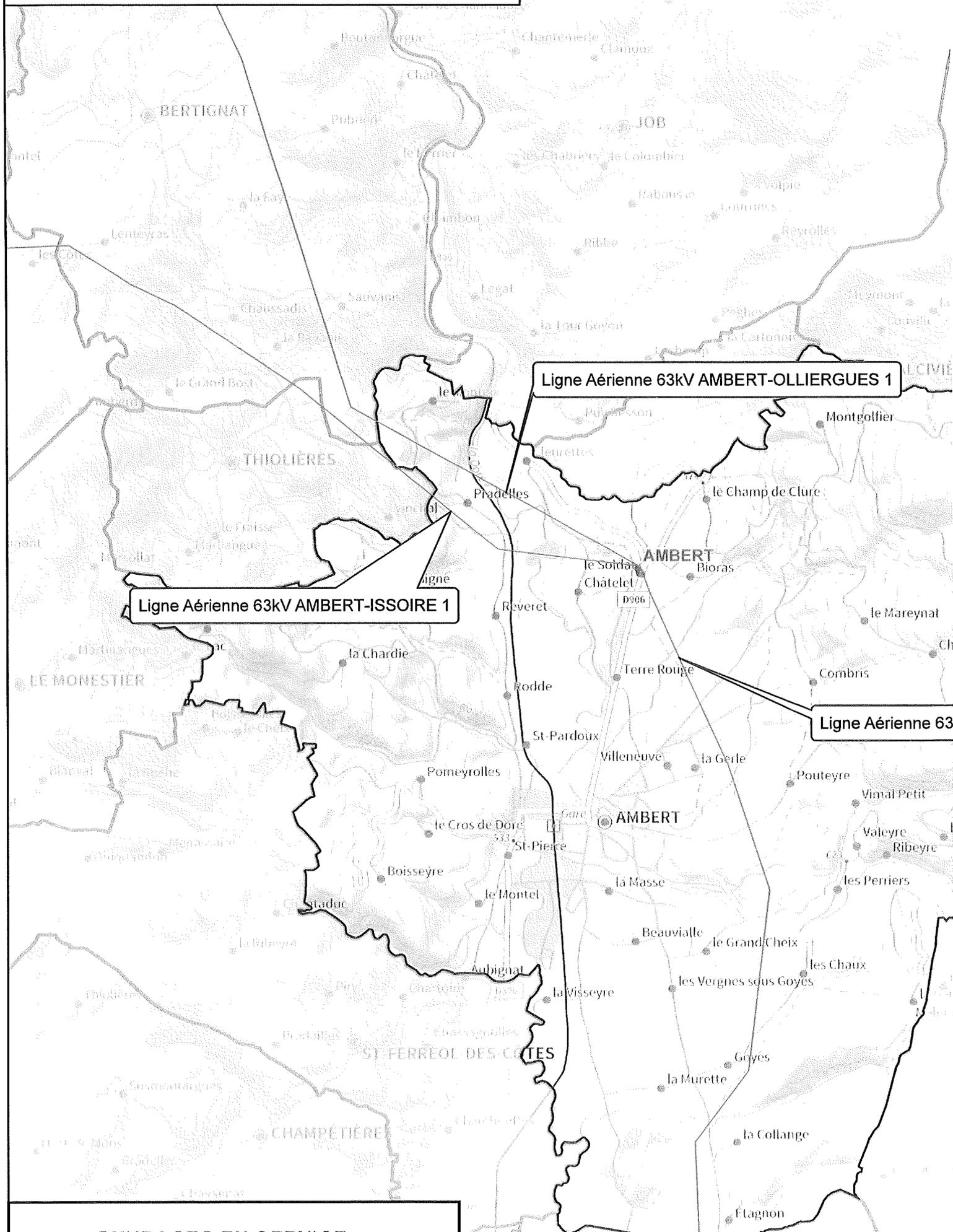
Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération très distinguée.

La Chef du Service
Concertation Environnement Tiers,

Marie SEGALA

Servitude I4 sur le territoire de la Commune de AMBERT

1:50 000



SERVITUDES DE TYPE I4

SERVITUDES RELATIVES AUX OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Servitudes reportées en annexe des articles R. 151-51 et R. 161-8 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II- Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A – Énergie

a) Électricité

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

La servitude relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité permet la mise en place de deux types de servitudes.

1.1.1 Les servitudes d'ancrage, d'appui, de surplomb, de passage et d'abattage d'arbres

La déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de la concession de transport ou de distribution d'électricité institue au profit du concessionnaire :

- une servitude d'ancrage : droit pour le concessionnaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur ;
- une servitude de surplomb : droit pour le concessionnaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiques au 1° ci-dessus ;
- une servitude d'appui et de passage : droit pour le concessionnaire d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;
- une servitude d'abattage d'arbres : droit pour le concessionnaire de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

1.1.2 Servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts

Après déclaration d'utilité publique précédée d'une enquête publique, il peut être institué une servitude de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer, dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur :

- de cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, ce rayon est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure
- d'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;
- de bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au précédent alinéa. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, la largeur des bandes est portée à 15 mètres.

Sous réserve des dispositions applicables aux lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, le champ d'application des servitudes peut être adapté en fonction des caractéristiques des lieux.

Dans le périmètre défini ci dessus, sont interdits, à l'exception des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution de ces servitudes, à condition que ces travaux n'entraînent pas d'augmentation significative de la capacité d'accueil d'habitants dans les périmètres où les servitudes ont été instituées, la construction ou l'aménagement :

- de bâtiments à usage d'habitation ou d'aires d'accueil des gens du voyage ;
- d'établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation entrant dans les catégories suivantes : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air ;

Peuvent, en outre, être interdits ou soumis à des prescriptions particulières la construction ou l'aménagement de bâtiments abritant :

- des établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation autres que ceux mentionnés ci-dessus ;
- des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles.

Lorsque l'institution de ces servitudes entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit. Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de la ligne électrique. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge judiciaire et est évaluée dans les conditions prévues par les articles L. 322-2 à L. 322-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

1.2 Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

Articles 12 et 12 bis de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie

Décret n°67-886 du 6 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique

Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes

Textes en vigueur :

Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du code de l'énergie.

1.3 Décision

Arrêté préfectoral ou arrêté ministériel

1.4 Restriction Défense

Aucune restriction Défense pour cette catégorie de servitude.

La SUP peut être diffusée, visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

2 Processus de numérisation

2.1 Responsable de la numérisation

Pour les ouvrages de transport d'électricité, il s'agit de RTE (Réseau de Transport d'Électricité). Pour les ouvrages de distribution d'électricité, il s'agit essentiellement (soit environ 95 % de l'électricité) d'ENEDIS, anciennement ERDF, et dans certains cas d'entreprises locales de distribution (ELD)¹.

2.2 Où trouver les documents de base

Pour les arrêtés ministériels : Journal officiel.

Pour les arrêtés préfectoraux : Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Annexes des PLU et des cartes communales

2.3 Principes de numérisation

Application du [standard CNIG 2016](#)

Création d'une fiche de métadonnées complétée selon les [consignes données par le CNIG](#)

2.4 Numérisation de l'acte

Copie de l'arrêté ministériel ou de l'arrêté préfectoral

¹ Il existe environ 160 ELD qui assurent 5 % de la distribution d'énergie électrique dans 2800 communes.

2.5 Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : BD TOPO et BD Parcellaire
Précision : 1/250 à 1/5000

2.6 Numérisation du générateur et de l'assiette

Servitudes d'ancrage, d'appui, de surplomb, de passage et d'abattage d'arbres

Le générateur

Le générateur est constitué des parcelles listées par l'arrêté préfectoral. Il est de type surfacique.

L'assiette

L'assiette de type surfacique est égale au générateur

Servitudes de voisinage

Le générateur

Le générateur est constitué des lignes électriques aériennes de tension supérieure ou égale à 130kV et ses supports.

L'assiette

L'assiette est de type surfacique. Il s'agit de périmètres constitués :

- de cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, ce rayon est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure ;
- d'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;
- de bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au précédent alinéa. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, la largeur des bandes est portée à 15 mètres

3 Référent métier

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Direction générale de l'énergie et du climat
Tour Sequoia
92055 La Défense CEDEX

ANNEXE 5 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE INT1

Servitude INT1

Servitudes instituées au voisinage des cimetières



Crédit photo : Clem Rutter



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

SERVITUDES DE TYPE INT1

SERVITUDES RELATIVES A LA PROTECTION DES CIMETIERES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- IV - Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique
- B - Salubrité publique
- a) Cimetières

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Les servitudes instituées par l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales au voisinage des cimetières s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Dans ce rayon :

- nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits;
- les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation;
- les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par arrêté du préfet à la demande du maire.

Cette servitude n'a pas pour effet de rendre les terrains compris dans ce rayon inconstructibles mais seulement d'imposer l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le maire en application de l'article R. 425-13 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R. 425-13, lorsque le projet porte sur une construction située à moins de 100 mètres d'un cimetière transféré, le permis de construire, le permis d'aménager ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord du maire, si celui-ci n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

Article L. 361-4 et R. 361-5 du code des communes
Articles R. 421-38-19 et R. 422-8 du code de l'urbanisme

Textes en vigueur :

Articles L. 2223-5 et R. 2223-7 du code général des collectivités territoriales
Article R. 425-13 du code de l'urbanisme

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Les communes	Le préfet Le maire

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

La servitude s'applique directement sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Les cimetières nouveaux transférés hors des communes.

Il faut entendre par « nouveaux cimetières transférés hors des communes » :

- les cimetières transférés hors des parties agglomérées des communes rurales ou urbaines;
- les cimetières existants non transférés respectant les distances requises par rapport aux habitations et aux puits.

En revanche, la règle ne s'applique pas aux cimetières situés en agglomération qui n'auraient pas été transférés en application du décret du 23 prairial an XII relatif au lieu d'inhumation.

1.5.2 - Les assiettes

Rayon de 100 mètres à partir de la limite des cimetières.

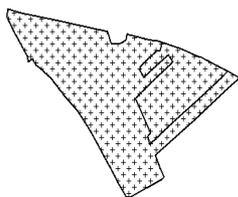
2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

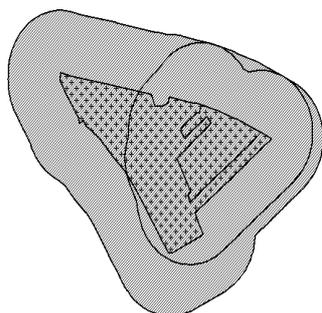
Le générateur d'un cimetière concerné par la servitude INT1 est l'emprise au sol de sa délimitation.

Il est conseillé de sélectionner dans l'information cimetière de la composante topographique du RGE (BD Topo), les emprises concernées par la servitude. Il s'agit d'objets de type surfacique.



2.1.2 - Les assiettes

A partir de l'emprise du cimetière concerné par la servitude (déplacé ou extension), l'assiette est un polygone de type zone tampon ou buffer. Son application est un rayon de 100 mètres généré depuis le contour de l'emprise du cimetière.



REFAIRE LE SCHEMA

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : La composante topographique du référentiel à grande échelle (BD TOPO)

Précision : Échelle de saisie maximale, le 1/5000
Échelle de saisie minimale, le 1/5000
Métrique

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - Saisie de l'acte

Cette servitude n'étant instituée par aucun acte, sa saisie informatique est sans objet (cf §1.4).

3.1.3 - Numérisation du générateur

▪ Recommandations :

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seul type de générateur est possible pour une sup INT1 :

- un polygone : correspondant au périmètre du cimetière de type surfacique.

Remarque : plusieurs générateurs de type surfacique sont possibles pour une même servitude INT1 (ex. : succession de cimetières).

▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **INT1_SUP_GEN.tab**.

Le générateur est de type surfacique :

- dessiner le périmètre du cimetière à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSUP.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **INT1** pour les cimetières.

3.1.4 - Création de l'assiette

- Précisions liées à GéoSUP :

1 seuls type d'assiette est possible pour une sup INT1 :

- un polygone : correspondant à la zone de protection du cimetière.

- Numérisation :

L'assiette d'une servitude INT1 est une zone de protection de x mètres (selon l'arrêté) tracé tout autour du générateur :

- une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, faire une copie du fichier INT1_SUP_GEN.tab et l'enregistrer sous le nom INT1_ASS.tab,
- ouvrir le fichier INT1_ASS.tab puis créer un tampon de x mètres (selon l'arrêté) en utilisant l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Modifier ensuite la structure du fichier INT1_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au chapitre 4 du document Structure des modèles mapinfo.odt tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

- Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 4* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- INT1 pour les cimetières.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (Zone de protection), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie INT1 - cimetières le champ TYPE_ASS doit être égale à **Zone de protection** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune

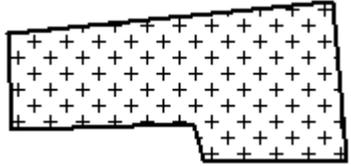
Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom INT1_SUP_COM.tab.

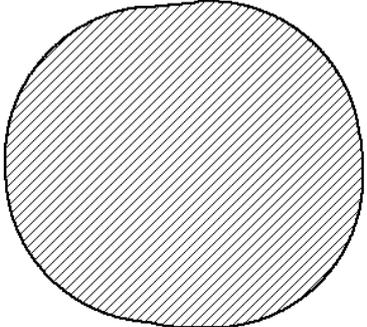
Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 5* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Surfacique (ex. : un cimetière)		Polygone composé d'une trame de symboles positifs « + » noirs et transparente Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Zone tampon (ex. : périmètre de protection d'un cimetière)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur noire et transparente Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

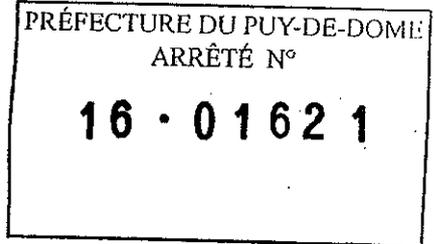
Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr

ANNEXE 6 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE PM2



PREFET DU PUY-DE-DOME



DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT

ARRÊTÉ

Instituant des Servitudes d'Utilité Publique dans le périmètre de deux cents mètres autour de la zone d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) du Poyet exploitée par le VALTOM sur le territoire de la commune d'Ambert

La préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés et notamment son article 9 ;

VU la demande déposée en préfecture par le VALTOM le 18 février 2015, relative à l'autorisation d'exploiter une extension de l'ISDND implantée au lieu dit «Le Poyet» à l'extrémité sud de la commune d'Ambert, en limite communale avec Marsac en Livradois ;

VU la demande déposée simultanément par le VALTOM, relative à l'institution de servitudes d'utilité publique pour certains terrains situés dans le périmètre de 200 m autour de la zone à exploiter pour lesquels il n'a pas la maîtrise foncière ;

VU le rapport de recevabilité du 20 mars 2015 de l'Inspection des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L), l'élaboration du projet de servitudes et sa communication aux exploitants, maires et propriétaires des parcelles ;

VU les avis exprimés lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin 2015 au 27 juillet 2015 ;

VU les avis des services consultés le 8 septembre 2015 sur le projet d'arrêté ;

VU le rapport et les propositions en date du 23 mai 2016 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 17 juin 2016 du CODERST au cours duquel l'exploitant et les maires des communes concernées ont été, ou ont eu la possibilité, d'être entendus ;

VU le projet d'arrêté transmis au VALTOM le 22 juin 2016 ;

CONSIDERANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié sus-visé impose que la zone à exploiter doit être à plus de 200 m de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers, sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi du site ;

CONSIDERANT que le VALTOM ne bénéficie pas de la maîtrise foncière de l'ensemble des parcelles de la bande de 200 m autour de la zone d'exploitation ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il convient de prescrire l'institution de servitudes d'utilité publique destinées à mettre en place des garanties d'isolement vis-à-vis des tiers sur une bande de 200 m autour de la zone d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) du Poyet sur les communes d'Ambert et Marsac en Livradois.

L'exploitant entendu ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy de Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DÉLIMITATION

En référence à l'article L.515-12 du Code de l'Environnement, sont instituées des servitudes d'utilité publique, portant sur l'utilisation des sols, sur la partie des parcelles située dans la bande de deux cents mètres autour de la zone exploitée de l'installation de stockage de déchets non dangereux du Poyet (selon le plan joint en annexe 1) et listées ci-après :

Commune	Section cadastrale	N° de parcelles
Ambert	YN	En totalité : 1 Pour partie : 2, 3, 40
Ambert	YM	Pour partie : 16, 76, 77, 78, 82
Ambert	OH	En totalité : 205, 208, 209, 219, 220, 226, 227, 228, 747, 748, 751, Pour partie : 133, 210, 215, 216, 217, 755
Marsac en Livradois	OA	Pour partie : 2262, 2263, 139, 140, 141, 143, 146, 149
Marsac en Livradois	ZB	Pour partie : 11

ARTICLE 2 - USAGE DU SOL

Sur les parcelles listées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont interdits : l'implantation de constructions ou d'ouvrages incompatibles avec une activité de stockage de déchets, l'aménagement de terrains de loisirs, de camping ou de stationnement de caravanes ainsi que les modifications de l'état du sous-sol.

Sont ainsi interdits (liste non exhaustive) :

- les locaux destinés à être habités ou occupés par des tiers, y compris les centres de vie et les établissements recevant du public autres que ceux nécessaires à l'exploitation du site ;
- l'aménagement de terrains de loisirs, de camping ou de stationnement de caravanes ;
- les constructions de bâtiments ou infrastructures ;
- l'implantation de stockage de matières explosives, inflammables ou toxiques ;
- les puits destinés à l'alimentation en eau ;
- les modifications de l'état du sous-sol ;
- les excavations susceptibles de nuire à la stabilité du centre de stockage de déchets...

Les activités agricoles existantes restent autorisées.

Les activités des entreprises compatibles avec l'activité de stockage de déchets restent autorisées.

ARTICLE 3 – INDEMNISATION

Lorsque l'institution des présentes servitudes entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'ISDND dans un délai de **trois ans** à dater de la notification du présent arrêté. Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de l'ISDND.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Le préjudice est estimé à la date de la décision de première instance. Toutefois, est seul pris en considération l'usage possible des immeubles et droits immobiliers un an avant l'ouverture de l'enquête publique. La qualification éventuelle de terrains à bâtir est appréciée conformément aux dispositions de l'article L.13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le juge limite ou refuse l'indemnité si une acquisition de droits sur un terrain a, en raison de l'époque à laquelle elle a eu lieu ou de toute autre circonstance, été faite dans le but d'obtenir une indemnité.

ARTICLE 4 - ENREGISTREMENT DES SERVITUDES

Les servitudes sont annexées au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ambert dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Elles sont annexées à la carte communale de Marsac-en-Livradois dans les mêmes conditions.

Elles feront également l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 5 - PUBLICATIONS

Le présent arrêté sera affiché aux mairies de Ambert et Marsac-en-Livradois pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services des maires. Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible à l'entrée principale du site par les soins du VALTOM.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du département du Puy de Dôme.

ARTICLE 6 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant, le VALTOM.

ARTICLE 7 - VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 8 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié :

- au VALTOM ;
- au SIVOM d'Ambert ;
- aux maires d'Ambert et Marsac-en-Livradois ;
- à chacun des propriétaires ou titulaires de droits réels des parcelles mentionnées à l'article 1^{er} et dont les noms figurent en annexe 2 du présent arrêté.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy de Dôme.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION ET COPIES

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy de Dôme, les maires d'Ambert et Marsac-en-Livradois, le Directeur des Finances Publiques, le Directeur Départemental des Territoires ainsi que la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

- à la Sous-Préfecture d'Ambert
- à la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé
- au Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile ;
- à la Direction Départementale de la Protection des Populations
- au Responsable de l'Unité inter Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le

13 JUIL. 2016

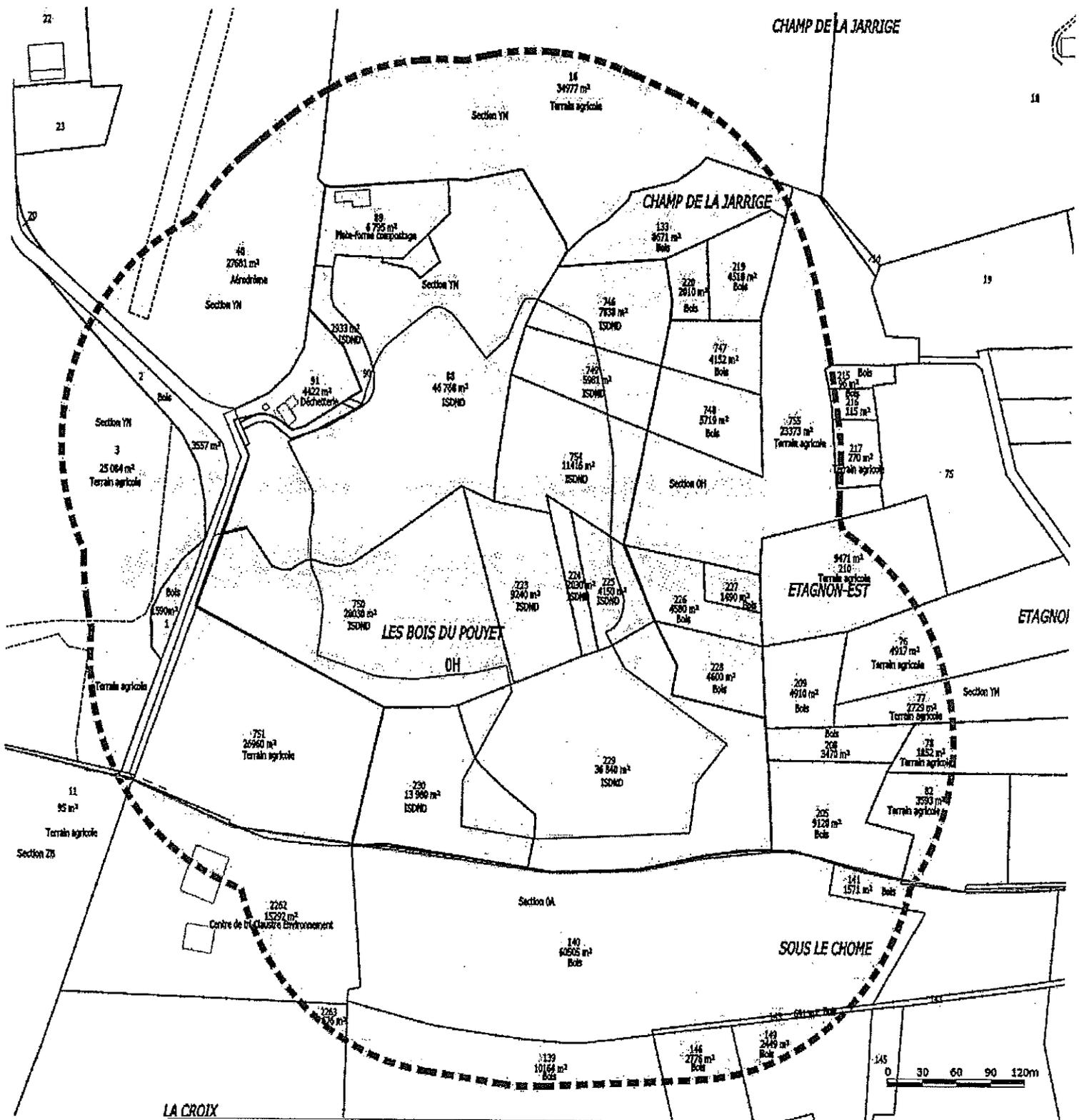
Pour la Préfète et par délégation

La Secrétaire Générale



Béatrice STEFFAN

Annexe 1 : plan du site avec zonage des servitudes



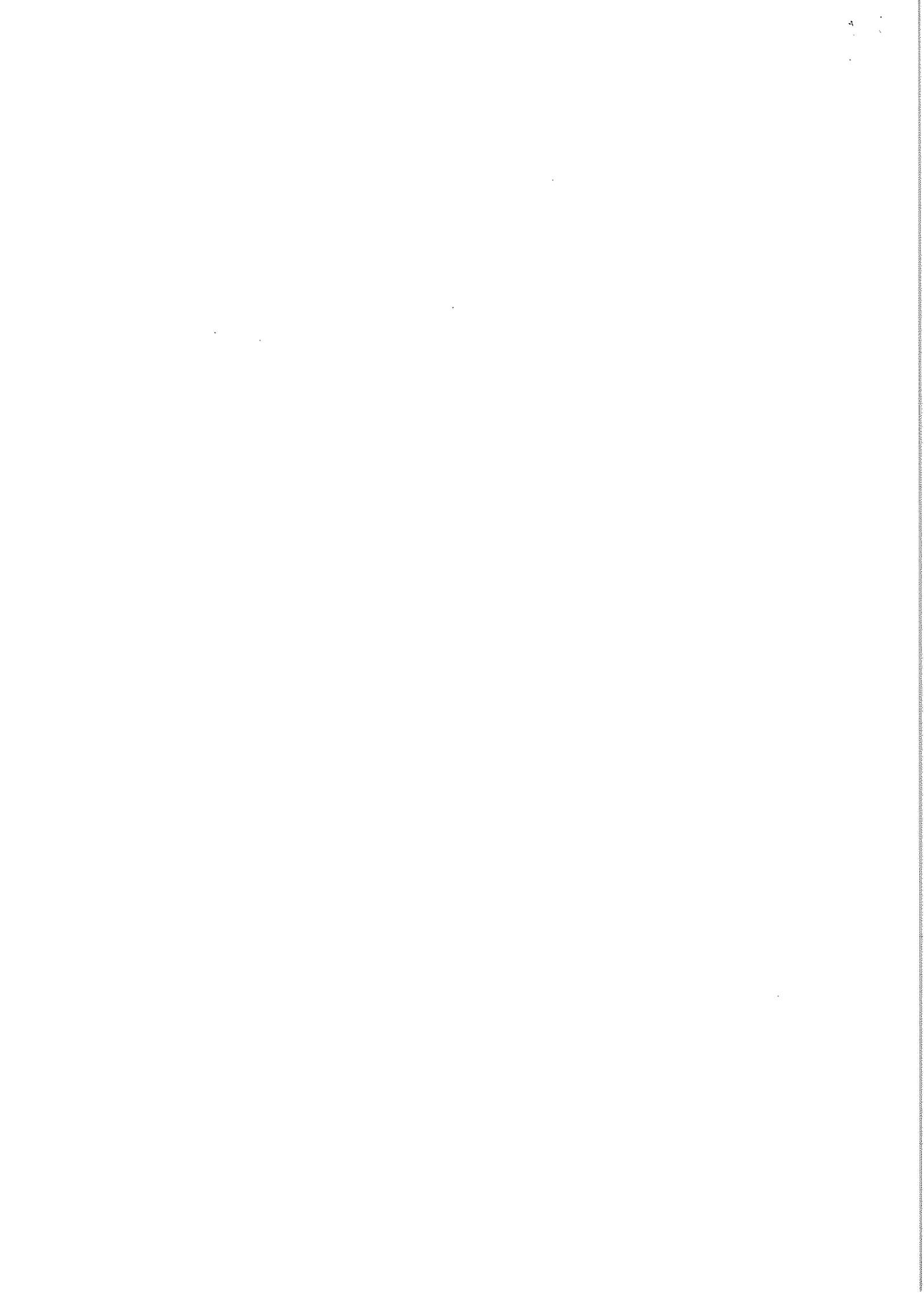
Annexe 2 : propriétaires des parcelles de la zone des servitudes

Commune	Section cadastrale	N° de parcelle	Utilisation	Propriétaire d'après la matrice cadastrale	Superficie totale de la parcelle	Superficie de la parcelle concernée par la demande d'institution de SUP (surface calculée)
Ambert	YN	1*	Bois	Cédric THENOT Champ de la Jarrige	1 590	1 590
		2	Bols	Chambre de commerce et d'Industrie d'Ambert	3 849	3 557
		3	Terrain agricole	Propriétaire indivision Sylvie LAVANDIER Propriétaire indivision Monique Liliane BESSEYRIAS	273 378	25 084
		40	Aérodrome	Chambre de commerce et d'Industrie d'Ambert	167 520	27 681
	YM	16	Terrain agricole	Cédric THENOT Champ de la Jarrige	96 590	34 977
		76	Terrain agricole	Paulette MATHEVET	15 332	4 917
		77	Terrain agricole	Usufruitier Simone Marie RIX Nu propriétaire Clairette Marie Thérèse CHASSAING	11 424	2 729
		78	Terrain agricole	Marie Rose MATHIAS	10 238	1 852
		82	Terrain agricole	Usufruitier René Mary Emile CELLIER Nu propriétaire Brigitte CELLIER	9 493	3 593
		88*	ISDND	ASS SIVOM d'Ambert	46 768	46 768
		89*	ISDND Plate-forme compostage	Syndicat VALTOM	6 795	6 795
		90*	ISDND	ASS SIVOM d'Ambert	2 933	2 933
		91*	Déchèterie	ASS SIVOM d'Ambert	4 422	4 422
		133	Bois	Cédric THENOT	8 730	8 671
		OH	205*	Bois	René Mary Emile CELLIER	9 120
	208*		Bois	René Mary Emile CELLIER	3 470	3 470
	209*		Bois	René Mary Emile CELLIER	4 910	4 910

Commune	Section cadastrale	N° de parcelle	Utilisation	Propriétaire d'après la matrice cadastrale	Superficie totale de la parcelle	Superficie concernée par la demande d'institution de SUP (surface calculée)
	OH	210	Terrain agricole	Marie-Noelle Eugénie JOUBERT	14 290	9 471
		215	Bois	Simone Jeanne Lucien HEYRAUD	1 080	96
		216	Bois	Paulette MATHEVET	1 000	115
		217	Terrain agricole	Cédric THENOT	2 210	270
		219*	Bois	Sylvie LAVANDIER	4 510	4 510
		220*	Bois	Berthe Marie POYET	2 010	2 010
		223*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	9 240	9 240
		224*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	2 030	2 030
		225*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	4 150	4 150
		226*	Bois	Michel SOLEILLANT	4 580	4 580
		227*	Bois	Usufruitier Jean Hippolyte Louis FENEYROL Nu propriétaire Indivision Françoise Claudine FENEYROL Nu propriétaire Indivision Annie FENEYROL Nu propriétaire Indivision Jean-Pierre Sébastien FENEYROL	1 490	1 490
		228*	Bois	René Mary Emile CELLIER	4 600	4 600
		229*	ISND (Info-casier n°3)	ASS SIVOM d'Amber	36 840	36 840
		230*	ISND Centre de transfert	ASS SIVOM d'Amber	13 980	13 980
		746*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	7 838	7 838
		747*	Bois	Nadine Marie Josephe CHAUTARD	4 152	4 152
		748*	Bois	Nadine Marie Josephe CHAUTARD	5 719	5 719
		749*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	5 981	5 981
		750*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	28 030	28 030
		751*	Terrain agricole	Cédric THENOT	26 960	26 960
754*	ISND	ASS SIVOM d'Amber	11 416	11 416		
755	Terrain agricole	Marie-Noelle Eugénie JOUBERT	31 174	23 373		
Marsac en livradois	OA	2262	Centre de trl Claustre Environnement	SCI de La CROIX	33 329	15 292
		2263	Bois	Corinne Marcelle Paule LASSALE	90 181	676
		139	Bois	Jean-Paul André COMPTE	64 930	10 164
		140	Bois	Jean-Paul André COMPTE	61 640	60 505
		143	Bois	PROPRIETAIRES DU BND 211 AD143	2 125	691
		146	Bois	SA GALLIEN BOIS IMPREGNES GBI	16 958	2 776
		149	Bois	SA GALLIEN BOIS IMPREGNES GBI	61 490	2 449
	ZB	11	Terrain agricole	Usufruitier Fernand Charles Marlus BERARD Nu propriétaire Martine Bernadette BERARD Usufruitier Odette Louise CHAPUY	278 391	95

Parcelles dont le VALTOM à la maîtrise foncière

Parcelle dont le SIVOM à la maîtrise foncière



ANNEXE 7 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE PT1

Servitude PT1

Servitudes de protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électromagnétiques



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir



Crédit photo : MAGNUS MANSKE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE PT1

SERVITUDES DE PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION RADIOELECTRIQUES CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
E – Télécommunications

1 - Fondements juridiques.

1.1 - Définition.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux, des servitudes sont instituées en application des articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques afin de protéger les centres radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques pouvant résulter du fonctionnement de certains équipements, notamment électriques.

Il convient de distinguer deux régimes :

- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique (articles L.57 à L.62 du code des postes et des communications électroniques);
- les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés (article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques). Cependant, en l'absence de décret d'application de l'article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation de faire cesser les perturbations électromagnétiques : Tout propriétaire ou usager d'une installation électrique produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception est tenu de se conformer aux dispositions qui lui seront indiquées par le ministre en charge de l'exploitation ou du contrôle du centre en vue de faire cesser le trouble;
- l'interdiction faite , **dans les zones de protection radioélectrique**, aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec son exploitation;
- l'interdiction, **dans les zones de garde radioélectrique**, de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques ou d'y apporter des modifications sans l'autorisation du ministre en charge de l'exploitation du centre.

1.2 - Références législatives et réglementaires.

Textes en vigueur :

- Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques,
- Article L. 5113-1 du code de la défense,
- Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques,
- Arrêté du 21 août 1953 modifié relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires.

Bénéficiaires	Gestionnaires
Ministères et exploitants publics de communications électroniques	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques.;
- Arrêté préfectoral désignant les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire;
- Enquête publique de droit commun;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences (ANFR);
- Approbation par :
 - par décret pris sous le contreseing du ministre intéressé et du ministre du développement industriel et scientifique si avis favorable de l'ANFR;
 - par décret en Conseil d'État si avis défavorable de l'ANFR.

Les modifications de nature à entraîner un changement d'assiette ou une aggravation de la servitude obéissent au principe de parallélisme des formes et doivent donc être opérées conformément à la procédure d'instauration. En revanche, les servitudes peuvent être réduites ou supprimées par simple décret, sans qu'il y ait lieu de procéder à enquête publique.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Élaboration du plan de protection pour les centres de réception radio-électriques concernés contre les perturbations électromagnétiques déterminant les terrains sur lesquels s'exercent ces servitudes;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences;
- Enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement;
- Avis des conseils municipaux concernés;
- Information des propriétaires des motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Les propriétaires disposent d'un délai minimum de trois mois pour présenter leurs observations;
- Approbation par arrêté préfectoral.

En l'absence de décret d'application des articles L 56-1 et L 62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

1.5 - Logique d'établissement.

1.5.1 - Les générateurs.

Le générateur est le centre de réception radioélectrique.

Les centres de réception radioélectrique exploités par les différents départements ministériels ou se trouvant sous la tutelle de l'un d'eux sont classés en trois catégories d'après leur importance, la nature du service qu'ils assurent et leur situation géographique.

La limite du centre radioélectrique est constituée par le contour du polygone de surface minimum englobant toutes les installations techniques existantes ou projetées.

La superficie d'un centre ne peut toutefois excéder une certaine surface. La distance entre deux points quelconques du contour représentant la limite du centre ne doit pas excéder :

- 2 000 mètres pour un centre de 1^{re} catégorie;
- 1 000 mètres pour un centre de 2^e catégorie;
- 100 mètres pour un centre de 3^e catégorie.

Dans le cas contraire, l'ensemble des installations techniques doit être fractionné en plusieurs îlots dont les limites répondent à ces conditions. Les zones de servitudes sont alors déterminées à partir de la limite de chacun de ces îlots.

1.5.2 - Les assiettes.

L'assiette comprend la zone de protection radioélectrique instituée aux abords du centre de réception radioélectrique. De plus, pour les centres de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie, il est institué, à l'intérieur de la zone de protection, une zone de garde radioélectrique.

La **distance maximale** séparant la limite d'un centre radioélectrique et le périmètre des zones de servitudes ne peut excéder :

Pour des zones de protection radioélectrique :

- 200 m pour un centre de 3^{ème} catégorie
- 1500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
- 3000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie

Pour les zones de garde radioélectrique :

- 500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
- 1000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie

2 - Bases méthodologiques de numérisation.

2.1 - Définition géométrique.

2.1.1 - Les générateurs.

Le générateur est généralement un objet de type ponctuel correspondant au centroïde de l'émetteur.

Le générateur peut également être de type surfacique et correspond alors à la limite du centre radio-électrique.

2.1.2 - Les assiettes.

Il peut y avoir deux types d'assiettes :

- les zones de protection sont matérialisées par une zone tampon dont le rayon ne peut excéder :
 - 200 m pour un centre de 3^{ème} catégorie
 - 1500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
 - 3000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie
- Les zones de garde sont situées à l'intérieur des zones de protection des centres de 2^{ème} et de 1^{ère} catégorie et sont matérialisées par une zone tampon dont le rayon ne peut excéder :
 - 500 m pour un centre de 2^{ème} catégorie
 - 1000 m pour un centre de 1^{ère} catégorie

Remarque : Exceptionnellement, des arrêtés anciens peuvent définir des assiettes non issues de tampon mais s'appuyant par exemple sur le tracé des voies.



Exemple d'une servitude PT1 dont la géométrie pseudo-circulaire s'appuie sur les axes de voies

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision.

<u>Référentiels</u> :	Il est conseillé de faire le report en s'appuyant sur le référentiel à grande échelle : BD Ortho
<u>Précision</u> :	Échelle de saisie maximale, 1/ 5000 Échelle de saisie minimale, 1/ 25000 Métrique ou décamétrique suivant le référentiel

3 - Numérisation et intégration.

3.1 - Numérisation dans MapInfo.

3.1.1 - *Préalable.*

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - *Saisie de l'acte.*

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT1_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 2** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - *Numérisation du générateur.*

▪ **Recommandations :**

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental,

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

2 types de générateur sont possibles pour une sup PT1 :

- un point : correspondant au centroïde du récepteur (ex. : une antenne),
- un polygone : correspondant au tracé des installations du centre de réception de type surfacique... (ex. : un bâtiment technique).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude PT1 (ex. : une antenne et son local technique).

▪ **Numérisation :**

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT1_SUP_GEN.tab**.

Si le générateur est de type ponctuel :

- placer le symbole sur le centroïde du récepteur à l'aide de l'outil symbole  (police MapInfo 3.0 Compatible, taille 12, symbole point, couleur noir).

Si le générateur est de type surfacique :

- dessiner les installations du centre radio-électrique à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continue, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs de type surfacique sont associés à une même servitude il est possible de les assembler :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Seul l'assemblage des générateurs de type surfacique peuvent être importés dans GéoSUP.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distincte.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **PT1_1** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques de niveau 1,
- **PT1_2** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques de niveau 2,
- **PT1_3** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques de niveau 3,

3.1.4 - Création de l'assiette.

▪ Précisions liées à GéoSUP :

Les assiettes de servitude de type PT1 sont uniquement de type surfacique.

Ces assiettes surfaciques et circulaires représentent une zone de garde ou une zone de protection, et une même servitude peut disposer des deux.

▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_ASS.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT1_ASS.tab**.

Si l'assiette est une zone de garde ou une zone de protection :

- créer à partir du générateur ponctuel représentant l'émetteur (antenne ponctuelle du fichier PT1_SUP_GEN.tab) ; une zone tampon de x mètres correspondant à la zone de garde ou de protection mentionnée dans l'arrêté. Utiliser l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Si plusieurs assiettes de type surfacique sont associées à une même servitude il est possible de les assembler :

- dessiner les différentes assiettes à l'aide des méthodes précédemment citées puis les assembler en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important : pour différencier le type de représentation graphique de l'assiette dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **PT1** pour les centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (zone de garde ou zone de protection), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **PT1 - Télécom. perturbations** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Zone de garde** ou **Zone de protection** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune.

Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom PT1_SUP_COM.tab.

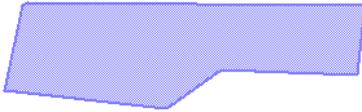
Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 5* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

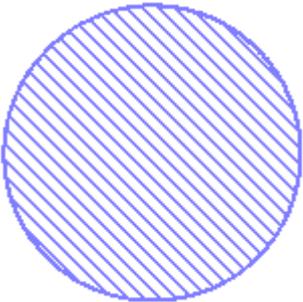
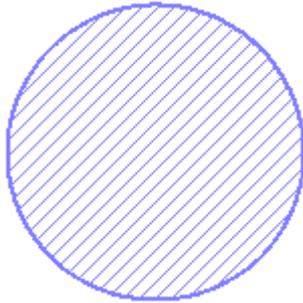
3.2 - Règles de nommage des données attributaires.

La table PT1_GEN devra contenir un champ nom indiquant le nom du centre, un champ type précisant le type de centre (trois valeurs possibles : 1, 2 ou 3 pour les centres dits de première catégorie de seconde ou de troisième)

La table PT1_ASS devra contenir un champ type de zone dont les valeurs seront protection ou garde

3.3 - Sémiologie.

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Ponctuel (ex. : une antenne)		Rond de couleur violette	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Surfacique (ex. : un centre de réception / émission)		Polygone composée d'un carroyage de couleur violette et transparent Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Zone tampon (ex. : une zone de protection)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 135° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Zone tampon (ex. : une zone de garde)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255

3.4 - Intégration dans GéoSup.

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature

Arche Sud
92055 La Défense Cedex

ANNEXE 8 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE PT2

Servitude PT2

*Servitude de protection des centres radio-électriques
d'émission et de réception contre les obstacles*



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Crédit photo : Magnus Manske

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE PT2

SERVITUDES DE PROTECTION DES CENTRES RADIO-ELECTRIQUES D'ÉMISSION ET DE RÉCEPTION CONTRE LES OBSTACLES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
E - Télécommunications

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux, des servitudes sont instituées en application des **articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques** afin de **protéger les centres radioélectriques contre les obstacles physiques susceptibles de gêner la propagation des ondes.**

Il convient de distinguer **deux régimes** :

- **les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique** (articles L.54 à L.56 du code des postes et des communications électroniques);
- **les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés** (article L.56-1 du code des postes et des communications électroniques). Cependant, en l'absence de décret d'application de l'article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

Un plan d'établissement des servitudes approuvé par décret fixe les zones qui sont soumises à servitudes. **Quatre types de zone** peuvent être créées :

- **des zones primaires de dégagement et/ou zones secondaires de dégagement** autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques;
- **des zones spéciales de dégagement** entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégahertz (c'est-à-dire de longueur d'onde inférieure à 10 mètres);
- **des secteurs de dégagement** autour des stations de radiorepérage ou de radionavigation d'émission ou de réception.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation, **dans toutes ces zones**, pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil. A défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles;
- l'interdiction, **dans toutes ces zones**, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par le décret de servitudes sans autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre;
- l'interdiction, **dans la zone primaire de dégagement** :
 - d'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station;
 - d'une station de sécurité aéronautique, de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station.
- l'interdiction, **dans la zone spéciale de dégagement**, de créer des constructions ou des obstacles situés au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission et de réception, sans cependant que la limitation de hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25 mètres.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Textes en vigueur :

Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques;
Article L. 5113-1 du code de la défense;
Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Ministères et exploitants publics de communications électroniques	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Arrêté préfectoral désignant les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire;
- Enquête publique de droit commun;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences (ANFR);
- Accord préalable du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre de l'agriculture requis;
- Approbation par :
 - par décret pris sous le contreseing du ministre intéressé et du ministre de la construction si accord préalable du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre de l'agriculture;
 - par décret en Conseil d'État à défaut d'accord.

Les modifications de nature à entraîner un changement d'assiette ou une aggravation de la servitude obéissent au principe de parallélisme des formes et doivent donc être opérées conformément à la procédure d'instauration. En re-

vanche, les servitudes peuvent être réduites ou supprimées par simple décret, sans qu'il y ait lieu de procéder à enquête publique.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Élaboration du plan de protection pour les centres de réception radio-électriques concernés contre les perturbations électromagnétiques déterminant les terrains sur lesquels s'exercent ces servitudes;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences;
- Enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement;
- Avis des conseils municipaux concernés;
- Information des propriétaires des motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Les propriétaires disposent d'un délai minimum de trois mois pour présenter leurs observations;
- Approbation par arrêté préfectoral.

En l'absence de décret d'application des articles L 56-1 et L 62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Le centre radioélectrique d'émission et de réception.

La limite du centre radioélectrique est constituée par le contour du polygone de surface minimum englobant tous les éléments rayonnants ou collecteurs existants ou projetés. La superficie d'un centre ne peut toutefois excéder une certaine surface. La distance entre deux points quelconques du contour représentant la limite du centre ne doit pas excéder 2 000 mètres. Dans le cas contraire, l'ensemble des éléments rayonnants ou collecteurs doit être fractionné en plusieurs îlots dont les limites particulières répondent à cette condition. Les zones de servitudes sont alors déterminées à partir de la limite de chacun de ces îlots.

1.5.2 - Les assiettes

L'assiette comprend les zones primaires de dégagement, les zones secondaires de dégagement, les zones spéciales de dégagement et les secteurs de dégagement.

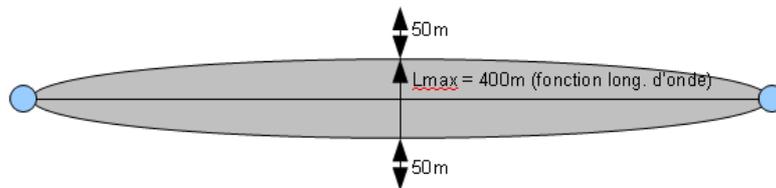
Distance maximale séparant la limite d'un centre radioélectrique et le périmètre des zones de servitudes :

Cette distance ne peut excéder :

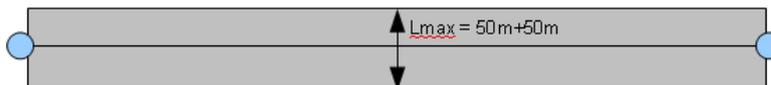
- 2 000 mètres dans le cas d'une zone secondaire de dégagement;
- 400 mètres dans le cas d'une zone primaire de dégagement entourant une installation de sécurité aéronautique ou un centre radiogoniométrique;
- 200 mètres dans le cas d'une zone primaire de dégagement entourant un centre autre que ceux précités;
- 5 000 mètres dans le cas d'un secteur de dégagement.

Largeur maximale d'une zone spéciale de dégagement protégeant une liaison radioélectrique :

Cette largeur entre deux points fixes comptée perpendiculairement à l'axe du trajet des ondes radioélectriques ne peut excéder 50 mètres de part et d'autre de l'ellipsoïde du faisceau hertzien.



En pratique, on assimile le faisceau à une bande et l'assiette ne dépassera pas 50m de part et d'autre de l'axe :



Largeur maximale d'un secteur de dégagement protégeant une station de radiorepérage ou de radionavigation :

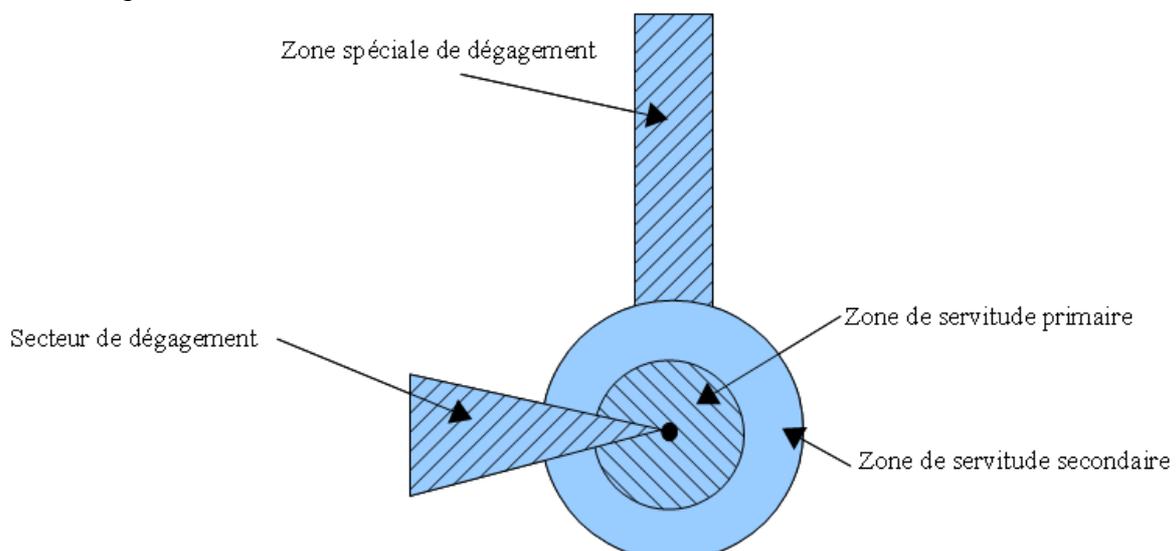
Cette largeur ne peut excéder la largeur du secteur angulaire exploré par la station, augmenté, s'il y a lieu, d'une marge de sécurité d'un degré au plus au-delà des deux limites de ce secteur.

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

- 1) Centres/stations d'émission et de réception : le générateur est soit un objet de type polygone, soit un point.
- 2) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique : le générateur est constitué par une ligne reliant les centres des générateurs.



2.1.2 - Les assiettes

1) Centres/stations d'émission et de réception :

Les assiettes sont constituées par :

- des tampons pour les zones primaires et secondaires de dégagement
- secteurs angulaires pour les zones spéciales de dégagement,

2) Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique :

L'assiette est matérialisée par un polygone créé par un tampon autour du générateur reliant les centres des générateurs.

2.1.3 - Cas de discontinuité de servitude générée par une liaison hertzienne

La servitude PT2 peut être interrompue lorsque les altitudes de propagation sont suffisamment hautes sur le tronçon pour ne pas nécessiter d'interdiction ou de limitation de construction de bâtiments élevés.

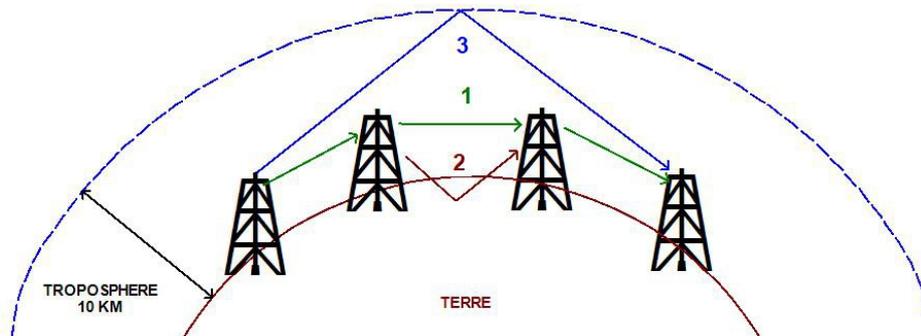
Les ondes hertziennes se propagent directement (1) ou sont réfléchies par le sol (2) ou par les couches atmosphériques (3). Dans le cas d'une réflexion troposphérique le trajet du faisceau entre deux antennes comporte une phase ascendante suivie d'une phase descendante. Certains actes d'institution de SUP PT2 évitent alors de grever les communes situées en milieu de parcours et n'instaurent la servitude que sur les premiers 10 à 30 kilomètres en début et en fin de liaison.

De même, pour un émetteur situé en altitude ou selon une topographie favorable, la protection du faisceau ne sera nécessaire qu'en plaine, sur la partie terminale de la liaison, à proximité du récepteur.

Le fait d'en tenir compte lors de l'établissement des listes de servitudes et des plans communaux annexés aux documents d'urbanisme évite d'allonger inutilement la durée d'instruction des demandes de permis de construire qui nécessiteraient sinon des avis des gestionnaires et prolongerait le temps d'instruction.

Dans tous les cas, la numérisation doit rester conforme au décret, présentant une interruption ou pas du faisceau.

- 1 : propagation par onde directe (y compris par antennes relais)
- 2 : propagation par onde de sol
- 3 : propagation par onde troposphérique



2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels :

Les centres / stations sont des objets facilement identifiables sur le terrain. Il est conseillé de faire le report en s'appuyant sur les référentiels à grande échelle : BD Orthophotoplan et/ou la BD Topo (couche bâtiments).

Précision :

Échelle de saisie maximale, le cadastre
Échelle de saisie minimale, 1/ 5000

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes).

3.1.2 - Saisie de l'acte

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT2_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - Numérisation du générateur

▪ Recommandations :

Privilégier :

- la numérisation au niveau départemental,

▪ Précisions liées à GéoSUP :

3 types de générateur sont possibles pour une sup PT2 :

- un point : correspondant au centroïde du récepteur / émetteur (ex. : une antenne),
- une polyligne : correspondant au tracé d'un centre d'émission / réception de type linéaire,
- un polygone : correspondant au tracé des installations du centre d'émission / réception de type surfacique (ex. : un bâtiment technique).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude PT2 (ex. : une antenne et son local technique).

▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT2_SUP_GEN.tab**.

Si le générateur est de type ponctuel :

- placer le symbole sur le centroïde du centre récepteur à l'aide de l'outil symbole  (police MapInfo 3.0 Compatible, taille 12, symbole point, couleur noir).

Si le générateur est de type linéaire :

- dessiner le tracé d'un centre d'émission / réception à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si le générateur est de type surfacique :

- dessiner les installations du centre d'émission / réception à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSUP.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSUP, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **PT2** pour les centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :

Plusieurs types d'assiettes sont possibles pour une SUP PT2 :

	Equivalent dans GéoSUP
une zone spéciale de dégagement	un faisceau
une zone de servitude primaire	une zone de servitude primaire
une zone de servitude secondaire	une zone de servitude secondaire
un secteur de dégagement	une zone spéciale de dégagement

▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_ASS.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT2_ASS.tab**.

Si l'assiette est une zone spéciale de dégagement :

- dessiner la zone spéciale de dégagement (le faisceau) allant de l'émetteur vers le récepteur à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si l'assiette est une zone de servitude primaire, secondaire ou un secteur de dégagement :

- créer à partir du générateur ponctuel représentant l'émetteur (antenne ponctuelle du fichier PT2_SUP_GEN.tab) ; une zone tampon de x mètres correspondant à la zone de servitude primaire ou secondaire mentionnée dans l'arrêté. Utiliser l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Si l'assiette est un secteur de dégagement (secteur angulaire) :

- dessiner le secteur angulaire correspondant au secteur de dégagement à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs assiettes sont associés à une même servitude :

- dessiner les différentes assiettes à l'aide des méthodes précédemment citées puis les assembler en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique de l'assiette dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **PT2** : pour les centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles.

Pour différencier le type d'assiette (zone spéciale de dégagement, zone de servitude primaire, zone de servitude secondaire, secteur de dégagement), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **PT2 - Télécom. obstacles** le champ **TYPE_ASS** doit prendre la valeur : **Faisceau** ou **Zone de servitude primaire** ou **Zone de servitude secondaire** ou **Zone spéciale de dégagement** (en respectant la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune

Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **PT2_SUP_COM.tab**.

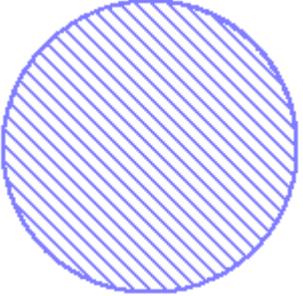
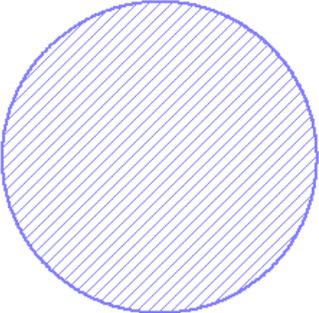
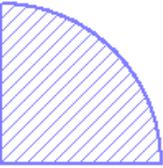
Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

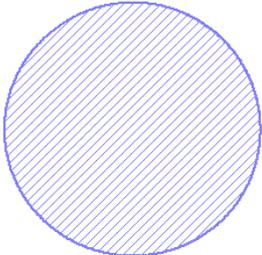
3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Ponctuel (ex. : une antenne)		Rond de couleur violette	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Linéaire (ex. : un centre de réception / émission)		Polyligne double de couleur violette et d'épaisseur égale à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Surfacique (ex. : un centre de réception / émission)		Polygone composée d'un carroyage de couleur violette et transparent Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255

Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Surfacique ex. : une zone spéciale de dégagement (ou : <i>faisceau</i> dans GéoSUP)		Polygone composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Zone tampon (ex. : une zone de servitude primaire)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Zone tampon (ex. : une zone de servitude secondaire)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255
Secteur angulaire ex. : un secteur de dégagement (ou : <i>zone spéciale de dégagement</i> dans GéoSUP)	 $0 < \alpha < 360^\circ$	Secteur angulaire composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 128 Vert : 125 Bleu : 255

Cas particulier ou le secteur angulaire fait 360°		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur violette et transparente Trait de contour continu de couleur violette et d'épaisseur égal à 2 pixels	
---------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes.

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr

ANNEXE 9 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE 13

Servitude 13

Servitude relative au transport de gaz naturel



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Crédit photo : John Haynes

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDE DE TYPE I3

SERVITUDES RELATIVES AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
 - A - Énergie
 - a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit des servitudes énumérées à l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, et plus particulièrement :

- de la servitude **d'abattage d'arbres** dont le titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel peut faire usage lors de la pose de canalisations ,
- et de la **servitude de passage** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Ces servitudes s'entendent sans dépossession de propriété : le propriétaire conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- **Loi du 15 juin 1906 (art. 12)** modifiée sur les distributions d'énergie,
- **Décret du 29 juillet 1927** portant règlement d'administration publique (RAP) pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (**art. 52 et 53** modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) - *abrogé par le décret n° 50-640 du 7 juin 1950,*
- **Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35)** modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- **Décret n°50-640 du 7 juin 1950** portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de déclaration d'utilité publique en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi - *abrogés par le décret n° 70-492 du 11 juin 1970,*
- **Décret n° 64-81 du 23 janvier 1964** portant RAP en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations (**art. 25**) - *abrogé par le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985,*
- **Décret n° 70-492 du 11/06/1970** pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié notamment par :

- **Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 (art. 2 et 8-1 à 10),**
- **Décret n° 93-629 du 25 mars 1993,**
- **Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003.**

- Décret 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations modifié (art. 5 et 29),
- Loi 2003-8 du 3 janvier 2003 relative au marché du gaz et de l'électricité et aux services publics de l'énergie (art.24).

Textes de référence en vigueur :

- Loi du 15 juin 1906 modifiée (art. 12),
- Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée (art. 35),
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4),
- Décret n° 70-492 du 1/06/1970 modifié (titre I – chapitre III et titre II),
- Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié (art. 5 et 29),
- Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée (art.24).

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Les transporteurs de gaz naturel.	<ul style="list-style-type: none"> - les bénéficiaires, - le MEDDTL - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

I - Déclaration préalable d'utilité publique (DUP) des ouvrages de transport et de distribution de gaz en vue de l'exercice de servitudes.

Conformément aux dispositions des **articles 2 à 4 et 8-1 à 10 du Décret n° 70-492** et des **articles 6 à 9-II du Décret n° 85-1108**,

a) Cette DUP est instruite :

- par le préfet ou les préfets des départements traversés par la canalisation

NB : pour les canalisations soumises à autorisation ministérielle, si plusieurs préfets sont concernés par la canalisation, un préfet coordonnateur désigné par le ministre chargé de l'énergie centralise les résultats de l'instruction.

- le dossier de DUP comprend notamment les pièces suivantes :

- Avant le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/10 000** sur laquelle figurent le tracé des canalisations projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de sectionnement ou de détente.

- Depuis le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/25 000** comportant le tracé de la ou des canalisations projetées permettant de connaître les communes traversées, avec l'indication des emprunts envisagés du domaine public,
- **une seconde carte établie à l'échelle appropriée** et permettant de préciser, si nécessaire, l'implantation des ouvrages projetés.

b) La DUP est prononcée :

- par **Arrêté du préfet ou arrêté conjoint** des préfets intéressés,
- et en cas de désaccord, par **Arrêté du ministre chargé de l'énergie**.

NB : à compter du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et jusqu'au Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003, la DUP était prononcée par **arrêté ministériel** pour les ouvrages soumis au régime de la concession.

II - Établissement des servitudes.

Conformément à l'article 11 et suivants du Décret n°70-492, les servitudes sont établies :

- après que le bénéficiaire ait notifié les travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages,
- **par convention amiable** entre le bénéficiaire et les propriétaires concernés par les servitudes requises,
- à défaut, **par arrêté préfectoral** pris :
 - sur requête adressée **par le bénéficiaire** au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
 - au vu d'un **plan et d'un état parcellaire par commune** indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
 - après enquête publique.
- et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

- une ou des canalisations de transport et distribution de gaz,
- des ouvrages annexes tels que les postes de sectionnement ou de détente.

1.5.2 - Les assiettes

- le tracé de la ou des canalisations,
- l'emprise des annexes.

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Le générateur est l'axe de l'ouvrage de distribution, de transport ou de collecte de gaz.

Méthode : identifier l'ouvrage par un repérage visuel et en représenter l'axe en linéaire.

2.1.2 - *Les assiettes*

L'assiette est systématiquement confondue avec le générateur, par duplication.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

<u>Référentiels</u> :	Le Scan 25 ou le référentiel à grande échelle Précision de positionnement (absolu) : de l'ordre de 5 à 10 m selon rapport à l'échelle cartographique du document source.
<u>Précision</u> :	Échelle de saisie maximale, Échelle de saisie minimale,

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - *Préalable*

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes)

3.1.2 - *Saisie de l'acte*

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **I3_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au *chapitre 2* du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - *Numérisation du générateur*

- **Recommandations :**

Privilégier :

- la numérisation au niveau départementale et non à la commune (une canalisation traverse généralement plusieurs communes d'un point a vers un point b),
- la numérisation à partir de la Bd Topo (couche transport énergie).

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

1 seul type de générateur est possible pour une sup I3 :

- une polyligne : correspondant au tracé de la canalisation de gaz.

Remarque : plusieurs générateurs sont possibles pour une même servitude I3 (ex. : départ de plusieurs canalisations à partir d'un centre de stockage).

▪ **Numérisation :**

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **I3_SUP_GEN.tab**.

Si le générateur est tracé de façon continu :

- dessiner la canalisation de gaz à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel).

Si le générateur est tracé de façon discontinu :

- dessiner les portions de canalisations de gaz à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel) puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide de l'outil précédemment cité puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Important :

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (inscrit ou classé), le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **I3** pour les canalisations de gaz.

3.1.4 - *Création de l'assiette*

▪ **Précisions liées à GéoSUP :**

1 seul type d'assiette est possible pour une sup I3 :

- une polyligne : correspondant à l'emprise de la canalisation de gaz.

▪ **Numérisation :**

L'assiette d'une servitude I3 est égale au tracé du générateur. Une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, il conviendra donc de faire une copie du fichier I3_SUP_GEN.tab et de l'enregistrer sous le nom **I3_ASS.tab**.

Modifier ensuite la structure du fichier I3_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document **Structure des modèles mapinfo.odt** tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ **Saisie des données alphanumériques associées :**

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

Important :

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup, le champ CODE_CAT doit être alimenté par un code :

- **I3** pour les canalisations de gaz.

Pour différencier le type d'assiette dans GéoSup (canalisation de gaz), le champ TYPE_ASS doit être en adéquation avec le type de catégorie saisi dans le champ CODE_CAT :

- pour la catégorie **I3 - canalisation de gaz** le champ **TYPE_ASS** doit être égale à **Canalisation de gaz** (respecter la casse).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune

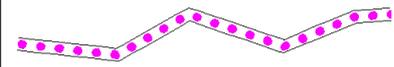
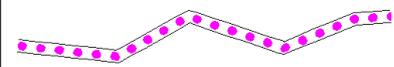
Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **I3_SUP_COM.tab**.

Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une canalisation de gaz)		Polyligne double de couleur noire d'épaisseur égale à 1 pixel et composée de ronds roses	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250
Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une canalisation de gaz)		Polyligne double de couleur noire d'épaisseur égale à 1 pixel et composée de ronds roses	Rouge : 250 Vert : 0 Bleu : 250

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes,

conformément aux consignes figurant aux *chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr

ANNEXE 10 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE I4



PRÉFET DU PUY-DE-DÔME



Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes

ARRETE PREFECTORAL

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune d'Ambert

*Préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 20 mars 2017 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Puy-de-Dôme le 14 avril 2017 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Ambert

Code INSEE : **63003**

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling
92277 BOIS COLLOMBES Cedex

• Ouvrages traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Alimentation AMBERT DP	67,7	150	2437	enterré	45	5	5

• Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
				SUP1	SUP2	SUP3
Alimentation LA FORIE CI JOUBERT	67,7	80	enterré	15	5	5

- **Installations annexes situées sur la commune**

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
AMBERT DP COUP	35	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui sera prise en compte au droit de l'installation annexe.

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
LA FORIE CI JOUBERT	35	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui sera prise en compte au droit de l'installation annexe.

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme
- adressé au maire de la commune d'Ambert.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon - CS 90129 - 63033 Clermont-Ferrand Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

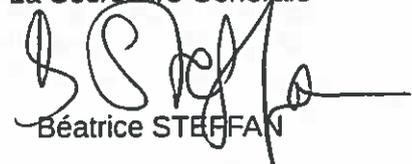
Article 7 – Exécution et copie

La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune d'Ambert, le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

Clermont-Ferrand, le

05 MAI 2017

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale



Béatrice STEFFAN

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture du Puy-de-Dôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

ANNEXE 11 : TEXTE RELATIF A LA SERVITUDE T1

Servitude T1

Servitudes relatives aux voies ferrées



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Crédit photo : Père Igor

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE T1

SERVITUDES RELATIVES AUX VOIES FERREES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D - Communications

c) Voies ferrées et aérotrains

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de servitudes concernant les propriétés riveraines des chemins de fer et instituées dans des zones définies par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer et par l'article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques à savoir :

- **interdiction de procéder à l'édification de toute construction**, autre qu'un mur de clôture, dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845),

- **interdiction de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations** dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale d'un remblai de chemin de fer de plus de trois mètres, largeur mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845),

- **interdiction d'établir des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin, et tout autre dépôt de matières inflammables**, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, largeur mesurée à partir du pied du talus (art. 7 de la loi du 15 juillet 1845),

- **interdiction de déposer, sans autorisation préfectorale préalable, des pierres ou des objets non inflammables** à moins de cinq mètres d'un chemin de fer (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845),

- **Servitudes de visibilité au croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée** (art. 6 du décret-loi du 30 octobre 1935 et art. R. 114-6 du code de la voirie routière), servitudes définies par un plan de dégagement établi par l'autorité gestionnaire de la voie publique et pouvant comporter, suivant le cas conformément à l'article 2 du décret):

- **l'obligation de supprimer** les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement précité,
- **l'interdiction absolue de bâtir**, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Textes abrogés :

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques, abrogé par la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative) et par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire).

Textes en vigueur :

Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - Titre Ier : mesures relatives à la conservation des chemins de fer (articles 1 à 11) ;

Code de la voirie routière (créé par la loi n° 89-413 et le décret n° 89-631) et notamment les articles :

- L. 123-6 et R.123-3 relatifs à l'alignement sur les routes nationales,
- L. 114-1 à L. 114-6 relatifs aux servitudes de visibilité aux passages à niveau,
- R. 131-1 et s. ainsi que R. 141-1 et suivants pour la mise en œuvre des plans de dégagement sur les routes départementales ou communales.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Catégories de servitudes	Bénéficiaires	Gestionnaires
Servitudes instituées par la loi du 15 juillet 1845	- Réseau ferré de France	Le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) : - Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), - Direction des infrastructures terrestres (DIT). Directions régionales de RFF-SNCF
Servitudes de visibilité	Gestionnaire de la voie publique : - le préfet, - le département, - la commune.	

1.4 - Procédure d'instauration, de modification ou de suppression

Les caractéristiques des servitudes relatives aux voies ferrées sont contenues dans la loi elle-même.

Seules les servitudes de visibilité au croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée font l'objet d'une procédure d'instauration spécifique, à savoir :

- un **plan de dégagement** détermine, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité et définit ces servitudes,
- ce plan est soumis à **enquête publique** par l'autorité gestionnaire de la voie publique, enquête organisée dans les formes prescrites pour les plans d'alignement et conformément au Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 11-19 à 11-27). Il est approuvé :

- avant 1989, par **arrêté préfectoral** après avis du conseil municipal ou, s'il y a lieu, du conseil général,

- à partir de 1989, **par arrêté préfectoral** ou par **délibération du conseil général ou du conseil municipal**, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

Selon la catégorie de servitudes, le générateur sera :

- soit une voie de chemin de fer ou / et ses dépendances,
- soit un croisement de voie ferrée et de route.

1.5.2 - Les assiettes

Assiette de l'interdiction de construire :

- une bande de deux mètres mesurés :
 - soit de l'arête supérieure du déblai,
 - soit de l'arête inférieure du talus du remblai,
 - soit du bord extérieur des fossés du chemin,
 - et, à défaut, d'une ligne tracée à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Assiette de la servitude relative aux excavations en pied de remblai de chemin de fer de plus de 3 mètres :

- une zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai.

Assiette de la servitude relative aux dépôts ou installations inflammables :

- une bande de 20 mètres mesurée à partir du pied du talus de chemin de fer.

Assiette de la servitude relative aux dépôts de pierres ou objets non inflammables :

- une bande de 5 mètres de part et d'autre du chemin de fer.

Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées par autorisations accordées après enquête.

Assiette de la servitude de visibilité aux passages à niveau :

- des parcelles ou parties de parcelles soumises à servitudes.

2 - Bases méthodologiques de numérisation

2.1 - Définition géométrique

2.1.1 - Les générateurs

Pour les voies ferrées :

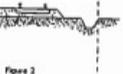
Il s'agit de la limite légale du Chemin de Fer. Elle est déterminée de la manière suivante :

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du Chemin de Fer est déterminée de la manière suivante

a) Voie en plate-forme sans fossé :
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur (figure 1)



b) Voie en plate-forme avec fossé :
le bord extérieur du fossé (figure 2)



c) Voie en remblai :
l'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)



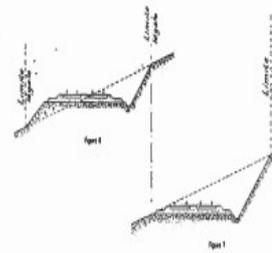
ou
le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4)



d) Voie en déblai :
l'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)



Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7)



Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9)



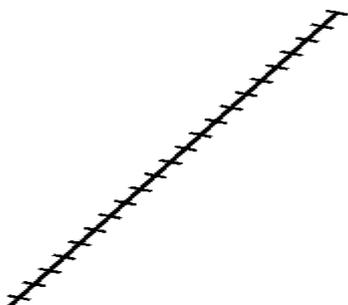
Pour les passages à niveaux :

Les emprises routières



Conclusion et pratique pour les générateurs T1 :

Ces niveaux de détail ne peuvent être saisis ou reporté en pratique dans les plans de servitudes. Il est donc conseillé de prendre le linéaire de Bd Topo comme générateur.



2.1.2 - Les assiettes.

Servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voie et qui concernent notamment :

Alignement :

Procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public ferroviaire. Cette obligation s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, On peut retenir dans ce cas les parcelles propriétés de la SNCF jouxtant le générateur de la voie de chemin de fer.

Écoulement des eaux :

Pas d'assiette générées.

Plantations :

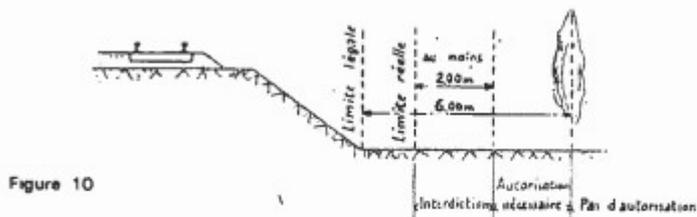
- arbres à hautes tiges :

- sans autorisation : au delà de 6 m de la zone légale,
- avec autorisation préfectorale: de 2 à 6 m de la zone légale,
- interdiction stricte : en deçà de 2 m de la zone légale.

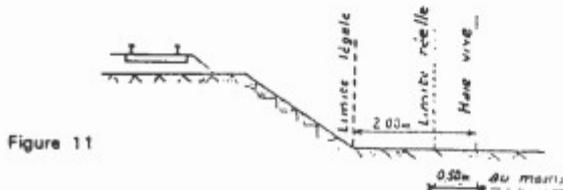
- haies vives :

- sans autorisation : au delà de 2 m de la zone légale,
- avec autorisation préfectorale: de 0,50 à 2 m de la zone légale,
- interdiction stricte : en deçà de 0,50 m de la zone légale.

a) arbres à haute tige - Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 mètres de la limite légale du Chemin de Fer. Toutefois, cette distance peut-être ramenée à 2 mètres par autorisation préfectorale.



b) haies vives - Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de 2 mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 mètre.



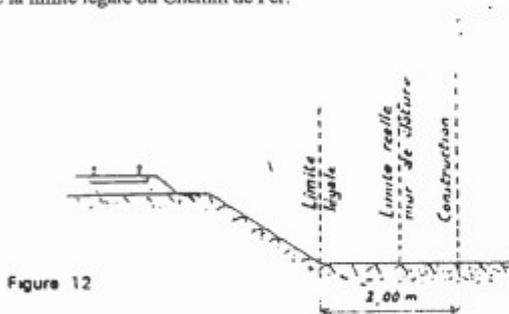
Servitudes spéciales pour les constructions et excavations :

Constructions :

Aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 m de la limite légale.

4 – Constructions

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans locaux d'urbanisme, aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer.



Il en résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du Chemin de Fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 mètres de la limite légale.

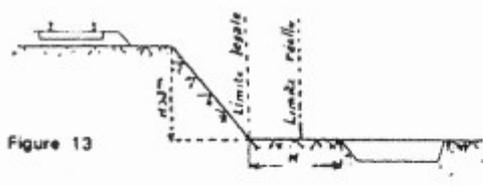
Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Excavations :

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 m au dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.

5 - Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.



Servitudes pour améliorer la visibilité aux abords des passages à niveaux :

Plan de dégagement soumis à enquête publique.

6 - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

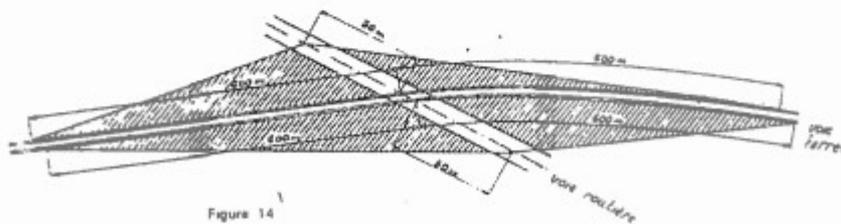
Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Équipement soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

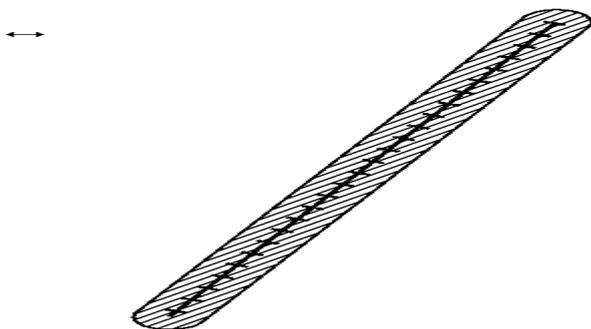
Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14)



Conclusion et pratique pour les assiettes T1 :

Ces niveaux de détail ne peuvent être saisis ou reporté en pratique dans les plans de servitudes. Il est donc conseillé si l'on souhaite représenter les assiettes :

- de placer un tampon de 5 m autour du générateur (tronçon de voie) pour les Assiettes des servitudes relatives à l'interdiction de construire, aux excavations, aux dépôts de pierres ou objets non inflammables (**majorité des cas**),



- pour ne pas avoir à dessiner manuellement les assiettes, récupérer l'objet géométrique à partir de la Bd Topo puis créer une zone tampon de 5 m à partir de ce même objet,

- pour être plus précis, il est également possible de construire l'assiette à partir d'un assemblage des parcelles propriétés de la RFF-SNCF sur la base du plan cadastral informatisé vecteur.

2.2 - Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : La construction graphique du générateur et de l'assiette peut s'établir préférentiellement à partir du référentiel à grande échelle (BD topo, BD ortho, PCI vecteur, BD parcellaire).

Précision : Échelle de saisie maximale, le cadastre
Échelle de saisie minimale, le 1/5000.
Métrique.

3 - Numérisation et intégration

3.1 - Numérisation dans MapInfo

3.1.1 - Préalable

Télécharger à partir du site du PND Urbanisme (http://ads.info.application.i2/rubrique.php?id_rubrique=178) les documents suivants :

- la documentation sur la structure des fichiers MapInfo,
- les modèles de fichiers MapInfo (actes, générateurs, assiettes, liens sup / communes)

3.1.2 - Saisie de l'acte

Ouvrir le fichier modèle XX_ACT.tab puis l'enregistrer sous le nom **T1_ACT.tab**.

Saisir les données alphanumériques liées aux actes conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 2** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

3.1.3 - Numérisation du générateur

▪ Recommandations :

Privilégier :

- la numérisation au niveau départementale et non à la commune (une voie ferrée traverse généralement plusieurs communes d'un point a vers un point b),
- la numérisation à partir de la Bd Topo (couche voies ferrées).

▪ Précisions liées à GéoSUP :

2 types de générateur sont possibles pour une sup T1 :

- une polyligne : correspondant au tracé d'une voie ferrée de type linéaire (ex. : une ligne de voie ferrée),
- un polygone : correspondant au tracé d'une voie ferrée de type surfacique (ex. : une gare).

Remarque : plusieurs générateurs et types de générateurs sont possibles pour une même servitude T1 (ex. : une gare et ses voies ferrées).

▪ Numérisation :

Ouvrir le fichier XX_SUP_GEN.tab puis l'enregistrer sous le nom **T1_SUP_GEN.tab**.

Si le générateur est de type linéaire :

- dessiner la voie ferrée à l'aide de l'outil polyligne  (trait continu, couleur noir, épaisseur 1 pixel) ou récupérer l'objet géométrique à partir de la Bd Topo (couche voies ferrées).

Si le générateur est de type surfacique :

- dessiner l'emprise à l'aide de l'outil polygone  (trame transparente, ligne continu, épaisseur 1 pixel).

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude :

- dessiner les différents générateurs à l'aide des outils précédemment cités puis assembler les en utilisant l'option Objets / Assembler. Penser ensuite à compacter la table MapInfo.

Remarque : ne pas assembler des générateurs de types différents (ex. : un point avec une surface). Les générateurs assemblés doivent être similaires pour pouvoir être importés dans GéoSup.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées à la création du générateur conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 3** du document *Structure des modèles mapinfo.odt*.

Si plusieurs générateurs sont associés à une même servitude le champ NOM_SUP devra être saisi de façon similaire pour tous les objets créés. En revanche le champ NOM_GEN devra être saisi de façon distinct.

Pour différencier le type de représentation graphique du générateur dans GéoSup (privé ou public), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- T1_PRIVÉ pour les voies ferrées privées,
- T1_PUBLIC pour les voies ferrées publiques.

3.1.4 - Création de l'assiette

▪ Précisions liées à GéoSUP :

1 seuls type d'assiette est possible pour une sup T1 :

- une surface : correspondant à l'emprise de la zone de protection de la voie ferrée ou de ses infrastructures.

▪ Numérisation :

L'assiette d'une servitude T1 est une zone de protection de 5 mètres tracée tout autour du générateur :

- une fois la numérisation des générateurs entièrement achevée, faire une copie du fichier T1_SUP_GEN.tab et l'enregistrer sous le nom **T1_ASS.tab**,
- ouvrir le fichier T1_ASS.tab puis créer un tampon de 5 mètres en utilisant l'option Objet / Tampon de MapInfo.

Remarque :

Pour être plus précis une autre solution consisterait à construire l'assiette à partir d'un assemblage des parcelles propriétés de la SNCF-RFF par des requêtes SQL sur la base du plan cadastral informatisé vecteur.

Modifier ensuite la structure du fichier T1_ASS.tab conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document **Structure des modèles mapinfo.odt** tout en gardant les champs NOM_SUP, CODE_CAT, NOM_GEN.

▪ Saisie des données alphanumériques associées :

Saisir les données alphanumériques liées aux générateurs conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 4** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

Important :

Pour différencier les attributs du générateur dans GéoSup (privé ou publique), le champ CODE_CAT doit être alimenté par 2 sous codes :

- **T1_PRIVÉ** pour les voies ferrées privées,
- **T1_PUBLIC** pour les voies ferrées publiques.

Le type d'assiette dans GéoSup est quand à lui identique qu'il s'agisse d'une zone de protection de 5 mètres ou d'un périmètre de protection modifié. Le champ **TYPE_ASS** doit être égal à **Zone de protection** (respecter la casse) pour les catégories **T1_PRIVÉ** (voies ferrées privées) et **T1_PUBLIC** (voies ferrées publiques).

3.1.5 - Lien entre la servitude et la commune

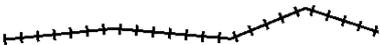
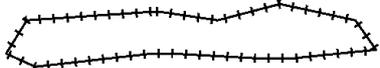
Ouvrir le fichier XX_LIENS_SUP_COM.tab puis l'enregistrer sous le nom **T1_SUP_COM.tab**.

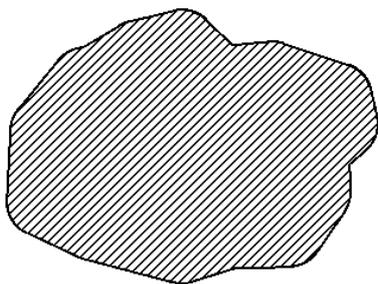
Saisir toutes les communes impactées par l'emprise (assiette) de la servitude, conformément aux consignes de saisie figurant au **chapitre 5** du document **Structure des modèles mapinfo.odt**.

3.2 - Données attributaires

Consulter le document de présentation au paragraphe "règles de nommage des objets" (page 6/11) ainsi que le modèle conceptuel SUP du CNIG et/ou le standard COVADIS SUP.

3.3 - Sémiologie

Type de générateur	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Linéaire (ex. : une voie ferrée)		Polyligne de couleur noire composée de traits perpendiculaires et d'épaisseur égale à 3 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0
Surfacique (ex. : une emprise routière pour passage à niveau)		Polygone composée d'aucune trame Trait de contour continu de couleur noire composé de traits	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

		perpendiculaires et d'épaisseur égale à 3 pixels	
Type d'assiette	Représentation cartographique	Précision géométrique	Couleur
Zone tampon (ex. : une emprise de voie ferrée)		Zone tampon composée d'une trame hachurée à 45° de couleur noire et transparente Trait de contour continu de couleur noire et d'épaisseur égal à 2 pixels	Rouge : 0 Vert : 0 Bleu : 0

3.4 - Intégration dans GéoSup

Importer les fichiers MapInfo dans l'ordre suivant :

- les actes,
- les sup et les générateurs,
- les assiettes,
- les liens sup / communes,

conformément aux consignes figurant *aux chapitres 4, 5, 6, et 7* du document *Import_GeoSup.odt*.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement
Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature
Arche Sud
92055 La Défense Cedex

www.developpement-durable.gouv.fr